



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 31 OCTOBRE, 1896.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2855

#### Nominations

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 9 décembre 1884, pour la paroisse de Saint-Simon, dans le comté de Rimouski, et de nommer par commission en date du 5 octobre 1896, MM. Philippe Roy, David Syrois, Joseph Belzile, Alphonse Nicole, Théophile Marceau, Pierre Roy et Tobie Thivierge, commissaires de la dite cour.

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

4227

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 30 septembre 1896, de nommer M. Joseph Alexandre Chabot, de la paroisse de Saint-François de la Rivière du Sud, dans le comté de Montmagny, inspecteur d'écoles de Gaspé, en remplacement de M. Thomas Tremblay, démissionnaire.

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

4223

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 31st OCTOBER, 1896.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2856

#### Appointments

##### SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 9th of December, 1884, for the parish of Saint Simon, in the county of Rimouski, and to appoint by commission dated the 5th of October, 1896, Messrs. Philippe Roy, David Syrois, Joseph Belzile, Alphonse Nicole, Théophile Marceau, Pierre Roy and Tobie Thivierge, commissioners of the said court.

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

4228

##### SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint, by order in council dated the 30th September, 1896, Mr. Joseph Alexandre Chabot, of the parish of Saint François de la Rivière du Sud, in the county of Montmagny, school inspector for Gaspé, to replace Mr. Thomas Tremblay, resigned.

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

4224

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 29 septembre 1896, de nommer M. James T. Dillon, de la cité de Montréal, juge de paix conformément à l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Montréal.

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 2 octobre 1896, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Pontiac, M. Robert Thompson, de Bellirica Post Office.

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 13 octobre 1896, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix pour le district de Montréal : MM. Thomas Atkinson, major ; Arthur Gagnon, comptable ; Joseph Normandin, marchand ; Alfred Normandin, marchand ; Benjamin Frigon, entrepreneur ; Victor Roy, architecte, et Urgèle Pauzé, entrepreneur, tous de la cité de Montréal.

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 30 septembre 1896, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Québec, les personnes dont les noms suivent : MM. Alphonse Poirier, cultivateur, de Saint-Joseph de Lévis ; Isaïe Gagnon, George Genest dit Labarre, cultivateurs, et Nazaire Laliberté, de Saint-Nicolas ; Israël Louis Lafleur, marchand, de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce.

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 29 septembre 1896, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix pour les district respectifs suivants, savoir :

District de Saint-François : M. William Cohoon, du canton de Ascot.

District de Montréal : MM. Alphonse Duhamelle, Euclide Préfontaine et Henri Préfontaine, tous trois bourgeois, de la paroisse de Belœil, comté de Verchères.

District de Terrebonne : MM. Téléphore Laframboise, manufacturier, et Robert Patton, cultivateur, de Saint-Philippe d'Argenteuil.

4221 M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

## BUREAU DU SECRÉTAIRE PROVINCIAL.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 29e jour de septembre 1896, de nommer Samuel Verschoyle Blake, de la cité de Londres, Angleterre, écuyer, avocat, commissaire pour recevoir des affidavits devant servir dans les cours de record de la province de Québec, conformément à l'article 30 du code de procédure civile pour le Bas-Canada.

4225 M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

## SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 29th of September, 1896, to appoint Mr. James T. Dillon, of the city of Montreal, a justice of the peace under the provisions of the article 2572 of the revised statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the district of Montreal.

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

## SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated 2nd of October, 1896, to associate to the commission of the peace for the district of Pontiac, Mr. Robert Thompson, of Bellirica Post Office.

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

## SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 13th of October, 1896, to associate the parties hereinafter named to the commission of the peace for the district of Montreal : Messrs Thomas Atkinson, major ; Arthur Gagnon, accountant ; Joseph Normandin, merchant ; Alfred Normandin, merchant ; Benjamin Frigon, contractor ; Victor Roy, architect, and Urgèle Pauzé, contractor, all of the city of Montreal.

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

## SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 30th September, 1896, to associate the following persons to the commission of the peace for the district of Quebec : Messrs Alphonse Poirier, farmer, of Saint Joseph de Lévis ; Isaïe Gagnon, George Genest dit Labarre, farmers, and Nazaire Laliberté, of Saint Nicolas ; Israël Louis Lafleur, merchant, of the parish of Notre Dame de Grâce.

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

## SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 29th of September, 1896, to associate the following persons to the commission of the peace for the following districts respectively, to wit :

District of Saint Francis : Mr. William Cohoon, of the township of Ascot.

District of Montreal : Messrs Alphonse Duhamelle, Euclide Préfontaine and Henri Préfontaine, all three gentlemen, of the parish of Belœil, county of Verchères.

District of Terrebonne : Messrs Téléphore Laframboise, manufacturer, and Robert Patton, farmer, of Saint Philippe d'Argenteuil.

4222 M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

## PROVINCIAL SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 29th of September, 1896, to appoint Samuel Verschoyle Blake, of the city of London, England, esquire, barrister at law, a commissioner to receive affidavits to be used in the courts of record of the province of Quebec, under the authority of the thirtieth article of the code of civil procedure of Lower Canada.

4226 M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 30 septembre 1896, de nommer MM. Hector Chauvin, avocat, de Montebello, et Hyacinthe Noé Raby, notaire, de la paroisse de Saint-André Avelin, dans le comté d'Ottawa, membres de la commission pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain d'Ottawa, le premier en remplacement de M. T. P. Foran, et le second en remplacement de M. Saint-Julien, en vertu de l'article 3360 des statuts refondus de la province de Québec.

4229 M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 12 octobre courant, de nommer le révd Père Joseph-Edouard Désy, S. J., commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Grégoire-le-Thaumaturge, comté d'Hochelega, en remplacement du révd P. Edouard Rottot, qui a quitté la municipalité.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 22 octobre courant (1896), de nommer le révd Père Joseph Cottet, et MM. Joseph-Anthime Lalonde, Vital Martineau, Xénophon Charbonneau et Allyre Charlebois, commissaires d'écoles pour la nouvelle municipalité du "Canton Loranger", comté d'Ottawa. 4263

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 12 octobre courant, de nommer M. William Jacques, de la banlieue de Québec, syndic d'écoles pour la municipalité dissidente de la "Banlieue de Québec," comté de Québec, en remplacement de M. E.-C. Barrow.

No 1998-96.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 22 octobre courant (1896), de nommer le révd M. J.-E. Feultault, curé de Sainte-Marie, membre du bureau des examinateurs de la Beauce, en remplacement de feu le révd J.-A. Chaperon. 4265

## Proclamations

Canada, }  
Province of } J. A. CHAPLEAU.  
Québec. }

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Censeillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TROISIEME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-seize—

SALUT.

## PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au TROISIEME jour du mois de NOVEMBRE.

## SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council dated the 30th of September, 1896, to appoint Messrs Hector Chauvin, advocate, of Montebello, and Hyacinthe Noé Raby, notary, of the parish of Saint André Avelin, in the county of Ottawa, members of the commission for the civil erection of parishes of the roman catholic diocese of Ottawa, the former in the place and stead of Mr. T. P. Foran, and the second to replace Mr. Saint Julien, in virtue of article 3360 of the revised statutes of the province of Québec.

4230 M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 12th of October instant, to appoint the Revd. Father Joseph Edouard Désy, S. J., school commissioner for the municipality of Saint Grégoire le Thaumaturge, county of Hochelega, to replace the Revd. P. Edouard Rottot, who has left the municipality.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated on the 22nd of October instant (1896), to appoint the Revd Father Joseph Cottet, and Messrs Joseph Anthime Lalonde, Vital Martineau, Xénophon Charbonneau and Allyre Charlebois, school commissioners for the new municipality of "Township Loranger", county of Ottawa. 4264

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 12th October instant (1896), to appoint Mr. William Jacques, of the Banlieu of Québec, school trustee of the dissentient municipality of the "Banlieu of Québec," county of Québec, to replace Mr. E.-C. Barrow.

No. 1998-96.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 22nd October instant (1896), to appoint the Revd. Mr. J.-E. Feultault, parish priest of Sainte Marie, a member of the board of examiners of Beauce, to replace the late Revd. J.-A. Chaperon. 4266

## Proclamations

Canada, }  
Province of } J. A. CHAPLEAU.  
Quebec. }

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the THIRD day of the month of NOVEMBER, one thousand eight hundred and ninety-six—GREETING.

## PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the THIRD day of the month of NOVEMBER.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au DIX-SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit troisième jour de novembre prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1896, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'HONORABLE Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint Michel et Saint George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la soixantième.

EUG. ROUILLARD,

Député-Clerk de la Couronne en Chancellerie,  
4337 Québec.

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOUIS-P. PELLETIER, } ATTENDU que pour la  
Proc. Général. } bonne administration  
de la justice dans le district de Saint-François, dans  
Notre Province de Québec, Nous avons jugé à propos  
d'établir une Cour de Circuit dans le comté de  
Stanstead, siégeant à Magog, dans le dit district ;

ET ATTENDU que le Conseil de la municipalité de  
Magog a, par une résolution, donné la chambre du  
Conseil, à l'hôtel de ville, comme local des sessions  
de la dite Cour de Circuit ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil  
Exécutif de Notre dite province de Québec, Nous  
avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons  
et ordonnons qu'une Cour de Circuit dans et pour  
le comté de Stanstead, à Magog, est établie, et que  
la dite Cour de Circuit se tiendra à l'hôtel de ville,  
à Magog.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et  
tous autres que les présentes pourront concerner,  
sont requis de prendre connaissance et de se con-  
duire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos  
présentes Lettres Patentes, et à icelles  
fait apposer le grand Sceau de Notre dite  
Province de Québec: TÉMOIN, Notre  
Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable  
Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU,  
Chevalier Commandeur de  
Notre Ordre Très distingué de Saint  
Michel et Saint George, membre de  
Notre Conseil Privé pour le Canada,

NEVERTHELESS, for certain causes and con-  
siderations, We have thought fit further to prorogue  
the same to the SEVENTEENTH day of the month  
of NOVEMBER next, so that neither you nor any  
of you, on the said third day of the month of  
November, at our city of Quebec, to appear are to be  
held and constrained, for We will that you and each  
of you and all others in the behalf interested, that  
on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the  
month of NOVEMBER, 1896, at Our said City of  
Quebec, personally you be and appear for the  
DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do, act and  
conclude upon those things, which, in Our Legisla-  
ture of the Province of Quebec, by the Common  
Council of Our said Province, may be the favor of  
God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused  
these Our Letters to be made Patent,  
and the Great Seal of Our said Province  
of Quebec, to be hereunto affixed :  
WITNESS, Our Right Trusty and Well-  
Beloved the Honorable Sir JOSEPH  
ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Com-  
mander of Our Most Distinguished  
Order of St. Michael and St. George,  
member of Our Privy Council for Ca-  
nada, Lieutenant Governor of Our Pro-  
vince of Quebec.

At Our Government House, in Our City of  
Quebec, in Our said Province of Quebec,  
this TWENTY-NINTH day of OCTO-  
BER, in the year of Our Lord, one thou-  
sand eight hundred and ninety-six, and  
in the sixtieth year of Our Reign.

EUG. ROUILLARD,

Deputy Clerk of the Crown in Chanery,  
4338 Québec.

Canada,  
Province of }  
Quebec. }  
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United  
Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen,  
Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom  
the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOUIS-P. PELLETIER, } W H E R E A S for the  
Atty. General. } proper administration  
of justice in the district of Saint Francis, in Our  
province of Quebec, We have deemed proper to  
establish a Circuit Court in the county of Stanstead,  
sitting at Magog, in the said district ;

AND WHEREAS the Council of the municipality of  
Magog, has, by a resolution, given the Council  
chamber in the town hall as a place for holding the  
sittings of the said Circuit Court ;

NOW KNOW YE, that by and with the advice  
of the Executive Council of Our said province of  
Quebec, We have ruled and ordered, and do hereby  
rule and order that a term of the Circuit Court in  
and for the county of Stanstead, at Magog, is estab-  
lished, and that the said Circuit Court shall be  
held in the town hall, at Magog.

Of all which Our loving subjects and all others  
whom these presents may concern, are hereby  
required to take notice and to govern themselves  
accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused  
these Our Letters to be made Patent  
and the Great Seal of Our said Province  
of Quebec, to be hereunto affixed :  
WITNESS, Our Right Trusty and Well-  
Beloved the Honorable Sir JOSEPH  
ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Com-  
mander of Our Most Distinguished  
Order of St. Michael and St. George,  
member of Our Privy Council for

Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce PREMIER jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

4231 M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

ABERDEEN.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

O. MOWAT, Procureur Général, } ATTENDU qu'il a plu au Dieu Tout-Puissant, dans sa bonté extrême, d'accorder cette année, au Canada, une abondante récolte et d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le vingt-sixième jour de novembre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujet du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin et Conseiller le Très honorable Sir JOHN CAMPBELL HAMILTON-GORDON, Comte d'Aberdeen, Vicomte Formartine, Baron Haddo, Methlic, Tarves et Kellie, dans la pairie d'Ecosse, Vicomte Gordon d'Aberdeen, comté d'Aberdeen, dans la pairie du Royaume-Uni, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITÉ d'OTTAWA, ce TREIZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

4105-2 R. W. SCOTT,  
Secrétaire d'Etat.

Avis du Gouvernement

No 1225-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 28 octobre courant (1896), de détacher de la municipalité scolaire d'Halifax-Sud, comté de Mégantic, les sept premiers lots du premier rang du canton d'Irlande (Mégantic), et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Wolfestown", comté de Wolfe.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1897). 4335

Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-six, and in the sixtieth year of Our Reign.

By command,

4232 M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

ABERDEEN.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

O. MOWAT, Attorney General, } WHEREAS it hath pleased Almighty God, in His Canada. } Great Goodness to vouchsafe this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do appoint Thursday, the twenty-sixth day of November next, as a day of General Thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured this year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin and Councillor the Right Honourable Sir JOHN CAMPBELL HAMILTON-GORDON, Earl of Aberdeen, Viscount Formartine, Baron Haddo, Methlic, Tarves and Kellie, in the Peerage of Scotland, Viscount Gordon of Aberdeen, County of Aberdeen, in the Peerage of the United Kingdom, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this THIRTEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-six, and in the sixtieth year of Our Reign.

By Command,

4106 R. W. SCOTT,  
Secretary of State.

Government Notices

No. 1225-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 28th of October instant (1896), to detach from the school municipality of Halifax South, county of Megantic, the seven first lots of the first range of the township of Ireland (Megantic), and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Wolfestown", county of Wolfe.

This annexation to take effect on the 1st of July next (1897). 4336

No 226-95.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 22 octobre courant (1896), de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Ouest, comté d'Ottawa, le lot No 15, des 1er et 2e rangs du canton de Templeton; celui No 15 et la moitié nord du No 16, du 3e rang; ceux Nos 15 et 16, des rangs 4, 5, 6, 7 et 8, et les lots Nos 15, 16 et 17, des rangs 9, 10, 11, 12 et 13, du dit canton de Templeton, et les annexer à la municipalité scolaire de " Templeton-Est, " comté d'Ottawa.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1897). 4277

No 1801-96.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 22 octobre courant (1896), de détacher de la municipalité de Saint-Justin, Maskinongé, les lots du cadastre de la dite paroisse, depuis et y compris le No 449 jusqu'au No 402, inclusivement, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Maskinongé.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1897). 4279

No 406-94.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 22 octobre courant (1896), de détacher de la municipalité scolaire de Charlesbourg, comté de Québec, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Charlesbourg, savoir: 727, 728, 728 A, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 740 A, 741, 742, 742 A, 743. Plus les Nos 700 et 704, du " village d'Auvergne ", et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Beauport, paroisse, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1897). 4281

## DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA COLONISATION.

## AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au département de l'agriculture et de la colonisation les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont par les présentes constitués en corporations.

Dans le comté de BEAUCE, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Benoît-Labre.

Dans le comté de GASPÉ, les cercles ci-dessous sont autorisés sous les noms suivants, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Dominique de Newport.

Cercle agricole de la municipalité de la partie ouest du canton de Douglass.

Cercle agricole de la municipalité du village de Gaspé.

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Patrice de Douglasstown.

Cercle agricole de la mission de Saint-Majorique de Gaspé.

LOUIS BEAUBIEN,  
Commissaire de l'Agriculture et de la  
Colonisation.

Québec, 29 octobre 1896.

4327

No. 226-95.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 22nd of October instant (1896), to detach from the school municipality of Templeton West, county of Ottawa, lot No. 15, of the 1st and 2nd ranges of the township of Templeton; No. 15 and the north half of No. 16, of the 3rd range; Nos. 15 and 16, of ranges 4, 5, 6, 7 and 8, and lots Nos. 15, 16 and 17, of ranges 9, 10, 11, 12 and 13, of the said township of Templeton, and to annex them to the school municipality of Templeton East, county of Ottawa.

This annexation to take effect on the 1st of July next (1897).

No. 1801-96.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 22nd of October instant (1896), to detach from the municipality of Saint-Justin, Maskinongé, the lots of the cadastre of the said parish, from and including No. 449 to No. 402, inclusively, and annex them, for school purposes, to the municipality of Maskinongé.

This annexation to take place only on the 1st of July next (1897). 4280

No. 406-94.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated on the 22nd of October instant (1896), to detach from the school municipality of Charlesbourg, county of Quebec, the following cadastral lots of the parish of Charlesbourg, to wit: 727, 728, 728 A, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 336, 737, 738, 739, 740, 740 A, 741, 742, 742 A, 743. Also Nos. 700 and 704, of the " village of Auvergne ", and annex them, for school purposes, to the municipality of Beauport, parish, in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next (1897). 4282

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND COLONIZATION.

## PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, that the farmers' clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture and colonization the declarations required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of these clubs which are hereby constituted in corporations.

In the county of BEAUCE, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Saint Benoit Labre.

In the county of GASPÉ, the following clubs are authorized under the names given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Saint Dominique de Newport.

Farmers' club of the municipality of the west part of the township of Douglass.

Farmers' club of the municipality of the village of Gaspé.

Farmers' club of the parish of Saint Patrice de Douglasstown.

Farmers' club of the mission of Saint Majorique de Gaspé.

LOUIS BEAUBIEN,  
Commissioner of Agriculture and  
Colonization.

Quebec, 29th October, 1896.

4328

No 675-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

1° Détacher de la municipalité scolaire de la "paroisse de Sainte-Rose", comté de Laval, les lots suivants du cadastre, savoir : Nos 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 260, 261, 262, 264, 265, 266, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 304, 305, 306, 307, 308 et 309, et les ériger en municipalité scolaire sous le nom de "Bas de la Petite Côte de Sainte-Rose".

4267

2° Détacher de la municipalité scolaire de la "paroisse" de Sainte-Rose, comté de Laval, les lots suivants du cadastre, savoir : depuis et y compris le No 95 jusqu'au No 115, inclusivement ; et depuis et y compris le No 195 jusqu'au No 232, inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire sous le nom de "Haut de la Petite Côte de Sainte-Rose."

4269

3° Détacher de la susdite municipalité de la "paroisse" de Sainte-Rose, comté de Laval, les lots suivants du cadastre, savoir : depuis et y compris le No 1 jusqu'au No 30, inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Bas de la Grande Côte de Sainte-Rose."

4271

4° Détacher de la susdite municipalité de la "paroisse" de Sainte-Rose, comté de Laval, les lots suivants du cadastre, savoir : depuis et y compris le No 116 jusqu'au No 194, inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Haut de la Grande Côte de Sainte-Rose."

4273

5° Détacher de la susdite municipalité de la "paroisse" de Sainte-Rose, comté de Laval, les lots suivants du cadastre, savoir : depuis et y compris le lot No 392 jusqu'au No 422, inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Côte des Perrons".

Ces érections de nouvelles municipalités scolaires ne prendront effet que le 1er juillet prochain, 1897.

4275

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Carleton.

Lot 12, du 2e rang, à Jos. LeBlanc.

Canton Shenley N.

½ S. E. du lot 28, du 7e rang, à Célestin Veilleux.

Canton Doncaster.

8e rang.

Lot 11, à Adélar Longpré.

Lot 12, à Chs. Longpré.

Canton Beaubien.

Lot 21, du 2e rang, à J. Julien Tondreau.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 31 octobre 1896.

4329

No. 675-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE.

1° To detach from the school municipality of the "parish of Sainte Rose," county of Laval, the following cadastral lots, to wit : Nos. 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 260, 261, 262, 264, 265, 266, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 304, 305, 306, 307, 308 and 309, and to erect them into a school municipality under the name of "Bas de la Petite Côte de Sainte Rose."

4268

2° To detach from the school municipality of the parish of Sainte Rose, county of Laval, the following cadastral lots, to wit : from and including No. 95 No. 115, inclusively ; and from and including No. 195 to No. 232, inclusively, and to erect them into a school municipality under the name of "Haut de la Petite Côte de Sainte Rose."

4270

3° To detach from the said municipality of the "parish" of Sainte Rose, county of Laval, the following cadastral lots, to wit : from and including No. 1 to No. 30, inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Bas de la Grande Côte de Sainte Rose."

4272

4° To detach from the said municipality of the "parish" of Sainte Rose, county of Laval, the following cadastral lots, to wit : from and including No. 116 to No. 194, inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Haut de la Grande Côte de Sainte-Rose."

4274

5° To detach from the said municipality of the "parish" of Sainte Rose, county of Laval, the following cadastral lots, to wit : from and including No. 392 to No. 422, inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Côte des Perrons".

These erections of new school municipalities will take effect only on the 1st of July next, 1897.

4276

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Carleton.

Lot 12, of 2nd range, Jos. LeBlanc.

Township Shenley N.

S. E. ½ of lot 28, of 7th range, to Célestin Veilleux.

Township Doncaster.

8th range.

Lot 11, to Adélar Longpré.

Lot 12, to Chs. Longpré.

Township Beaubien.

Lot 21, of 2nd range, to J. Julien Tondreau.

E. E. TACHÉ,  
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,

Quebec, 31st October, 1896.

4330

No 81-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Dissolution de la dissidence du canton de Compton,  
dans le comté de Compton.*

Ordre en conseil du 28 octobre 1896.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil d'ordonner, qu'attendu que les syndics dissidents de la municipalité du canton de Compton, dans le comté de Compton, ont laissé passer une année sans avoir une école, soit dans leur propre municipalité, soit conjointement avec d'autres syndics dans une municipalité voisine, et qu'ils n'ont pas mis la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, et de déclarer que la corporation des syndics des écoles dissidentes pour la dite municipalité du canton de Compton, dans le dit comté de Compton, est dissoute, et elle est par les présentes dissoute, en conformité au statut en tel cas fait et pourvu.

4333

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

*Canton Langevin.*

Lot 21, du 5e rang, à Larie St-Hilaire.

Lot 24, du 5e rang, à Jos. St-Hilaire.

*Canton Bégon.*

$\frac{1}{2}$  N. E. du lot 43, du 8e rang, à Cyr. Ouellet.

$\frac{1}{2}$  S. O. du lot 43, du 8e rang, à Chs. Ouellet.

*Canton Normandin.*

Lot 38, du rang nord, à Demerise Newgent.

Lot 39, du rang nord, à Télésp. Fortin.

E. E. TACHÉ,

Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 24 octobre 1896.

4199-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 10 octobre 1896.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par J. A. V. Amirault, écuyer, notaire public, du village de Hemmingford, comté de Huntingdon, district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Patrick Clancy, en son vivant, écuyer, notaire, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 S. R. P. Q.

M. F. HACKETT,

3981 3

Secrétaire de la province.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 5 octobre 1896.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Joseph A. Gadoury, écuyer, notaire public, de Sainte-Élizabeth, comté de Joliette, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Narcisse Lacasse et de feu Frs. X. Onésime Lacasse, en leur vivant notaires publics, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 des statuts refondus de la province de Québec.

M. F. HACKETT,

3889 4

Secrétaire de la province.

No. 81-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Dissolution of the dissentient school corporation of the township of Compton, in the county of Compton.*

Order in council of the 28th October, 1896.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to order that whereas the dissentient trustees of the municipality of the township of Compton, in the county of Compton, have allowed a year to elapse without having any school, either in their own municipality, or jointly with other trustees in an adjoining municipality, and have not put the school law into execution, and do not take any steps to obtain schools, to declare that the corporation of the trustees of the dissentient schools for the said municipality of the township of Compton, in the said county of Compton, is dissolved, and it is hereby dissolved, the whole pursuant to the statute in such case made and provided.

4334

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Langevin.*

Lot 21, of the 5th range, to Larie St-Hilaire.

Lot 24, of the 5th range, to Jos. St-Hilaire.

*Township Bégon.*

N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 43, of the 8th range, to Cyr. Ouellet.

S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot 43, of the 8th range, to Chs. Ouellet.

*Township Norwandin.*

Lot 38, of the north range, to Demerise Newgent.

Lot 39, of the north range, to Télésp. Fortin.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissioner.

Crown Lands Department,

Quebec, 24th October, 1896.

4200

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 10th October, 1896.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, by J. A. V. Amirault, esquire, notary public, of the village of Hemmingford, county of Huntingdon, district of Beauharnois, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Patrick Clancy, in his lifetime notary, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 R. S. P. Q.

M. F. HACKETT,

3982

Provincial secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 5th October, 1896.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, by Joseph A. Gadoury, esquire, notary public, of Sainte-Élizabeth, county of Joliette, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertories and indexes of the late Narcisse Lacasse and the late Frs. X. Onésime Lacasse, in their lifetime notaries public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 of the Revised Statutes of the province of Quebec.

M. F. HACKETT,

3890

Provincial secretary.

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 février 1896.

Présent :— Le Lieutenant-Gouverneur en conseil :

Attendu qu'en vertu de l'article 135 de la " Loi électorale de Québec, 1895 ", le lieutenant-gouverneur en conseil peut, avant la date fixée pour les élections générales qui suivront la dissolution de la présente législature, ordonner que le bulletin communément appelé bulletin Durocher (Durocher's improved ballot slip), fait suivant la formule 00, soit, pour les fins des dites élections générales, substitué au bulletin maintenant en usage.

Il est ordonné que le bulletin communément appelé bulletin Durocher soit substitué au bulletin actuellement en usage à toutes fins que de droit pour les élections générales qui suivront la dissolution de la présente législature de Québec, et que l'arrêté en conseil à cet effet soit publié dans la *Gazette Officielle de Québec* pendant un mois.

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier Conseil Exécutif.

4215-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Quebec, 26th February, 1896.

Present :—The Lieutenant Governor in council.

Whereas in virtue of article 135, of the " Quebec Election Act, 1895 ", the Lieutenant Governor in council may, before the date fixed for the general elections which will follow the dissolution of this legislature, order that the ballot-paper commonly known as " Durocher's improved ballot slip ", made according to form 00, be, for the purposes of the said general elections, substituted to the ballot-paper now in use.

It is ordered that the Durocher's improved ballot slip be substituted to the ballot-paper now in use for all legal purposes for the general elections which will follow the dissolution of the present legislature of Quebec, and that the order in council to that effect be published in the *Quebec Official Gazette* during one month.

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk Executive Council.

4215

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53 -All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam, or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and

ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2851

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un navire, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier

mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2852

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Vil-

spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront

l'age or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall

contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause de statut général que "on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. G. DESJARDINS,  
2853 Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que les habitants de la nouvelle paroisse de Saint-Maxime, formée de partie de la paroisse de Sainte-Marie, comté de Beauce, et de partie des paroisses de Saint-Bernard et de Saint-Isidore, comté de Dorchester, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins d'annexer tout le territoire de la dite paroisse au comté de Dorchester.

PELLETIER & FISET.  
4239

#### AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné que la ville de Maisonneuve fera application à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill ayant pour objet la refonte entière de sa charte, et certains amendements se rapportant au mode d'imposer les taxes et les licences, aux avis municipaux, à son pouvoir d'emprunt, à l'inspection des bâtisses, aux élections générales, à son pouvoir de taxation, aux biens non imposables, aux bonus, aux compagnies industrielles, aux attributions du conseil et à la manière de les exercer, au droit de taxer les poteaux dans les rues et les chemins de fer, aux électeurs municipaux, aux charges municipales, à la responsabilité des conseillers, à la police de la ville, et aussi aux fins de conférer à la dite ville de Maisonneuve des pouvoirs plus étendus et de mieux définir les droits, attributions et devoirs des contribuables, et pour autres fins.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,  
Avocats de la ville de Maisonneuve.  
Montréal, 26 octobre 1896. 4251

contains such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill's Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railways turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,  
2854 Clerk of the Legislative Assembly.

### Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the inhabitants of the new parish of Saint Maxime, formed of part of the parish of Sainte Marie, county of Beauce, and of part of the parishes of Saint Bernard and of Saint Isidore, county of Dorchester, will apply to the legislature of this province, at its next session, to obtain an act for the purpose of annexing all the territory of the said parish to the county of Dorchester.

PELLETIER & FISET.  
4240

#### PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that the town of Maisonneuve will, at the next session of the legislature of the province of Quebec, make an application to the effect that an act be passed to consolidate its whole charter and certain amendments in so far as relate to the manner of imposing taxes and licenses, the municipal notices, its borrowing power, the inspection of buildings, the general elections, its taxing power, the real estates not liable to be taxed, the bonuses, the companies of industry, the attributes of the council and the manner of using them, the right of taxing posts in the streets, and the railways, the municipal electors, the municipal offices, the responsibility of the councillors, the police of the said town, and also for the purpose of conferring on the said town more ample powers and of better defining the rights, attributes and duties of taxpayers, and for other purposes.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,  
Attorneys of the town of Maisonneuve.  
Montreal, 26th October, 1896. 4252

Avis est par les présentes donné que "The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, limited", corps politique et dument incorporé en vertu des actes du Parlement impérial connu sous le nom de "The Companies Acts 1862 à 1896," ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Londres, Angleterre, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, aux frais de l'autoriser de faire affaires dans cette province avec tous les droits, privilèges et pouvoirs qu'il possède en vertu de son incorporation par les dits actes du Parlement impérial et plus spécialement de se charger et d'exécuter la charge de fidéicommissaire, d'exécuteur, séquestre, liquidateur et toutes sortes d'administration d'une manière publique ou privée; et de s'occuper de différentes affaires découlant directement de leurs dits pouvoirs, soit gratuitement, soit avec honoraires; et particulièrement d'agir comme fidéicommissaire dans les deux actes datés, l'un du 3 août 1888, et l'autre du 3 juillet 1890, pour garantir deux émissions de débentures de la compagnie du chemin de fer Témiscouata, dans le lieu et place des fidéicommissaires y mentionnés; et d'approuver les clauses des dits actes.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,  
4309 Avocats des applicants.

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné que Paul Arthur Côté, étudiant en droit, de la cité et du district de Montréal, présentera à la prochaine session de la législature, un bill pour être admis membre du barreau de la province de Québec, après examens.

J. ADELARD OUIMET,  
4315 Avocat du requérant.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant "La Compagnie du chemin de fer électrique du Nord" (The Northern Electric Railway Company), avec pouvoir de construire un chemin de fer électrique ou à vapeur depuis Montréal jusqu'à Saint-Jérôme, et à travers les cantons du Nord.

ARCHAMBAULT, CHAUVIN  
& LECLAIR,  
Avocats des requérants.  
Montréal, 8 octobre 1896. 4331

Avis est par le présent donné que les soussignés, tous dentistes de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et membres de l'Association dentaire de la province de Québec, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender les lois concernant la profession dentaire et notamment à l'effet de permettre à tout dentiste autorisé à pratiquer en cette province d'employer pour assistant tout dentiste diplômé par un collège dentaire de réputation de cette province ou d'ailleurs.

(Signé) WILLIAM B. MCGOWAN,  
S. A. BROSSEAU,  
PETER BROWN.  
Montréal, 20 octobre 1896. 4207-2

Avis est par le présent donné par les soussignés, tous marchands, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et contribuables au coût de l'élargissement de la rue Notre-Dame-Est, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender la charte de la cité de Montréal et les lois qui l'amendent, aux fins de faire libérer du coût de l'élargissement de la dite rue les contribuables qui y sont assujétis par ces diverses lois.

(Signé) CHARLES T. VIAU,  
LOUIS H. HENAUULT,  
PATRICK WRIGHT,  
ELZEAR BELANGER,  
ANTHIME R. ARCHAMBAULT.  
Montréal, 20 octobre 1896. 4209-2

Notice is hereby given that the Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, limited, a body corporate, duly incorporated in virtue of the acts of the Imperial Parliament, known as the Companies acts 1862 to 1896, having its head office in the city of London, England, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing it to do business in this province, with all the rights, privileges and powers belonging to it in virtue of its incorporation under the above mentioned acts of the Imperial Parliament and more especially authorizing it in this province, to undertake and execute the office of trustee, executor, sequestrator and liquidator; and to undertake and execute all kinds of trusts, both public and private; and to perform and carry out the various kinds of business incident to and connected therewith either gratuitously or otherwise; and particularly to act as trustees of two deeds dated respectively 3rd August, 1888, and 3rd July, 1890, for securing two issues of bonds of the Temiscouata Railway Company, in the place and stead of the trustees therein mentioned, and to confirm the terms of the said deeds.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,  
4310 Attorneys for applicants.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given that Paul Arthur Côté, law student, of the city and district of Montreal, will present at the next session of the legislature, a bill to be admitted member of the bar of the province of Quebec, after examination.

J. ADELARD OUIMET,  
4316 Attorney for petitioner.

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The Northern Electric Railway Company" (La Compagnie du chemin de fer électrique du Nord), with power to build an electric railway from Montreal to Saint Jérôme and through the Northern townships.

ARCHAMBAULT, CHAUVIN  
& LECLAIR,  
Attorneys for the petitioners.  
Montreal, 8th October, 1896. 4332

Notice is hereby given by the undersigned, all dentists of the city of Montreal, in the district of Montreal, and members of the dental association of the province of Quebec, that they will petition the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the laws concerning the dental profession, and more especially so as to permit any licentiate dentists of this province, to employ as his assistant any dentist graduate from a dental college of good standing of this province or elsewhere.

(Signed) WILLIAM B. MCGOWAN,  
S. A. BROSSEAU,  
PETER BROWN.  
Montreal, 20th October, 1896. 4208

Notice is hereby given by the undersigned, all merchants, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and rate-payers assessed for the widening of Notre Dame street East, that they will petition the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the charter of the city of Montreal, and the laws amending the same, for the purpose of relieving from the cost of the said widening the rate-payers who have been assessed for that purpose by the said laws.

(Signed) CHARLES T. VIAU,  
LOUIS H. HENAUULT,  
PATRICK WRIGHT,  
ELZEAR BELANGER,  
ANTHIME R. ARCHAMBAULT.  
Montreal, 20th October, 1896. 4210

Avis est par le présent donné que les héritiers testamentaires grevés de substitution de feu Amable Cyprien Prevost, en son vivant négociant, de Montréal; et les mêmes, en leur qualité de donataires aussi grevés de substitution de Dame Rosalie Victoire Bernard, veuve d'Amable Cyprien Prevost, aussi de Montréal; et les enfants de feu Amable Oscar Alexandre Prevost, propriétaires comme appelés aux dites substitutions, de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs de procéder aux partages définitifs de tels biens substitués (ou de rendre définitif le partage provisoire fait des biens de la succession du dit feu Amable Cyprien Prevost), avec pouvoirs, dans les deux cas, de vendre, aliéner, emprunter et hypothéquer les immeubles et autres valeurs à partager, pour parvenir plus équitablement à tels partages.

ARCAND PREVOST,

Curateur à la substitution Amable C. Prevost.

J. L. COUTLEE,

Curateur à la substitution de

Madame R. V. B. Prevost.

LOUISE J. D. PREVOST,

Tutrice aux enfants mineurs de feu

Amable Oscar Alexandre Prevost.

Montréal, 15 octobre 1896.

4119-2

AVIS.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la cité de Sainte-Cunégonde s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que l'acte 56 Vict., ch. 53, soit amendé de manière à rendre effectives les clauses 29, 30 et 31 du dit acte.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,

Procureurs des dits commissaires.

Montréal, 20 octobre 1896.

4189-2

Avis public est par le présent donné que la ville de Westmount s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte et les actes qui l'amendent, accordant plus de pouvoirs au sujet des élections municipales; améliorations spéciales; emprunts; expropriations; exemptions; collection de taxes; approvisionnement d'eau; et pour autoriser la ville et les municipalités voisines de faire des arrangements avec des compagnies ou personnes pour l'approvisionnement d'eau, et pour d'autres fins.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 21 octobre 1896.

4151-2

Avis est par les présentes données que la corporation de la cité de Saint-Henri fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte pour refondre la charte de la dite corporation, et pour amender la dite charte en ce qui concerne la juridiction de la cour du recorder, et les formalités à remplir avant de poursuivre pour dommages et le temps pour prescrire les actions pour dommages résultant de délits ou quasi délits ou illégalités et pour autres fins.

PRIMEAU & CODERRE,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 22 octobre 1896.

4201-2

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte à l'effet de ratifier et confirmer un acte de vente autorisé en justice, fait par Adolphe Robert et Pierre Lamy, ès qualité, à Antoine Robert, 14 février 1896, L. B. Houllé, N. P.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Avocats des dits Adolphe Robert

4167-2

et Pierre Lamy ès qualité.

Notice is hereby given that the testamentary institutes of the late Amable Cyprien Prevost, in his lifetime of Montreal, trader, and the same in their capacity of donees and institutes of Mrs. Rosalie Victoire Bernard, widow of Amable Cyprien Prevost, of Montreal aforesaid, and the children of late Amable Oscar Alexandre Prevost, substitutes in the said substitutions, of the city of Quebec, shall petition the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the powers to proceed to the final partition of the property comprised in said substitutions (or to declare final the provisional division of the estate of the said late Amable Cyprien Prevost), with powers, in both cases, to sell, alienate, borrow, hypothecate and mortgage the immoveable and other property to be divided, in order to come more equitably to such partitions.

ARCAND PREVOST,

Curator to the substitution Amable C. Prevost.

J. L. COUTLEE,

Curator to the substitution of

Mrs. R. V. B. Prevost.

LOUISE J. D. PREVOST,

Tutrix to the minor children of the late

Amable Oscar Alexandre Prevost.

Montreal, 15th October, 1896.

4120

NOTICE.

The school commissioners for the school municipality of the city of Sainte-Cunégonde will apply to the Quebec legislature, at its next session, to ask that the act 56 Vict., ch. 53, be amended in such manner as to render clauses 29, 30 and 31, of the said act effective.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,

Attorneys for the said commissioners.

Montreal, 20th October, 1896.

4190

Public notice is hereby given that the town of Westmount will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter and the acts amending the same, granting further powers respecting municipal elections; special improvements; loans; expropriations; exemptions; collection of taxes; water supply; and for authority to the town and adjacent municipalities to enter into agreements with companies or persons relating to water supply, and for other purposes.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,

Attorneys for the applicants.

Montreal, 21st October, 1896.

4152

Notice is hereby given that the corporation of the city of Saint-Henri will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act to consolidate the charter of the said corporation, and to amend the said charter in so far as relates to the jurisdiction of the recorder's court, and the formalities to be fulfilled before suing for damages, and the time to prescribe actions for damages resulting from offences or quasi offences or illegalities, and for other purposes.

PRIMEAU & CODERRE,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 22nd October, 1896.

4202

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify and confirm a deed of sale judicially authorized, made by Adolphe Robert and Pierre Lamy, ès qualité, to Antoine Robert, 14th February, 1896, L. B. Houllé, N. P.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Solicitors for Adolphe Robert

4168

and Pierre Lamy ès qualité.

## AMENDEMENTS.

La cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour qu'il soit adopté un acte à l'effet d'amender sa charte et les différents actes qui l'amendent de la manière suivante :

1° Pour lui permettre de faire face à ses obligations, et de faire certains travaux et améliorations permanents absolument nécessaires, et de pourvoir au paiement du surplus d'intérêt résultant de ces obligations, au moyen d'un emprunt et d'une augmentation de revenus ;

2° Pour amender les lois relatives à la confection et à la révision des listes municipales et parlementaires ;

3° Pour autoriser la cité à prélever une taxe sur tous les fils télégraphiques, électriques et téléphoniques, placés sous terre ou attachés à des poteaux ;

4° Pour réglementer la mendicité, la vente des journaux et brochures, ainsi que la circulation des bicyclettes ou autres véhicules de ce genre et pour empêcher l'exposition de plaies et infirmités dans les rues et places publiques de la cité, et aussi pour être autorisés à faire des règlements concernant le pesage de la pierre, des denrées et des produits agricoles dans les limites de la cité, et à avoir le contrôle des balances publiques à cet effet ;

5° Pour corriger une erreur dans la section I, du chapitre 57 de la 57 Victoria, en remplaçant le mot "élargissement" dans la 2ème ligne, par le mot "amélioration," et pour modifier la dite section en conséquence ;

6° Pour que nulle compagnie ou personne, nonobstant toute loi à ce contraire ne puisse faire des travaux dans les rues de la cité de Montréal, sans le consentement et la permission du conseil de la dite cité ;

7° Pour que la cité soit autorisée à faire un emprunt spécial pour construire des tunnels ou conduits souterrains dans les rues et ruelles de la cité pour recevoir les fils télégraphiques, téléphoniques et électriques ;

8° Pour autoriser la cité à prélever la taxe scolaire qui n'a pas été perçue dans le quartier Saint-Gabriel depuis 1890, et pour en fixer le mode de répartition ;

9° Pour ratifier les résolutions et contrats relatifs aux arrangements faits avec certaines compagnies et personnes au sujet de la vente du bétail en dehors des marchés, et pour être autorisée à modifier et renouveler ces arrangements ou autres de même nature, ou à en faire d'autres avec d'autres personnes au même effet ;

10° Pour obtenir le droit de soumettre à la taxe générale tous les terrains exempts de cette taxe, excepté les constructions et bâtisses élevées sur ces terrains ;

11° Pour modifier le rôle de cotisation pour l'ouverture et le prolongement de la rue Pantaléon, ainsi que la manière dont le coût de cette amélioration devra être payé ;

12° Pour obliger certaines personnes à faire au bureau de santé des déclarations concernant les enfants nés à Montréal, et pour autres fins.

L. O. DAVID,  
Greffier de la cité.

Bureau du greffier de la cité,  
Hôtel de ville.  
Montréal, 17 octobre 1896.

4107-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer les lettres patentes incorporant "The Canada Switch and Spring Company," en commandite, pour accorder à la dite compagnie les pouvoirs d'autoriser l'augmentation du fonds social de la compagnie et la division du dit fonds social en actions préférentielles et ordinaires et de pourvoir à la distribution d'icelui.

ABBOTTS, CAMPBELL & MEREDITH,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 15 octobre 1896. 4115-2

## AMENDMENTS.

The city of Montreal shall apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter and the different acts amending the same, as follows :

1° To enable it to meet its obligations, to execute certain works and improvements absolutely required, and to provide for the payment of the surplus of interest resulting from such obligations, by means of a loan and an increase of revenue ;

2° To amend the laws concerning the preparation and revision of the municipal and parliamentary lists ;

3° To empower the city to impose a tax on all telegraph, telephone and electric wires placed underground or on poles ;

4° To regulate mendicity, the sale of newspapers and pamphlets, as well as the circulation of bicycles and other vehicles of that kind, and to prohibit the exposition of wounds and infirmities in the streets and public squares of the city, and also to be authorized to make by-laws concerning the weighing of stone, commodities and agricultural products within the limits of the city, and to have the control of public scales to that effect ;

5° To correct a mistake in section I, of chapter 57 of 57 Victoria, by replacing the word "widening" in the second line, by the word "improvement," and to modify said section accordingly ;

6° To the effect that no company or person may be authorized to do any work in the streets of the city of Montreal, without the consent and permission of the council of the said city, notwithstanding any law to the contrary ;

7° To the effect that the city be empowered to make a special loan for the construction of tunnels or underground conduits in the streets or lanes of the city, for the purpose of placing therein the telegraph, telephone and electric wires ;

8° To authorize the city to levy the school tax which has not been collected in Saint Gabriel since 1890, and to fix the mode of assessment in connection with said tax ;

9° To ratify the resolution and contracts concerning the arrangements made with certain companies and persons with regard to the sale of cattle outside of the markets, and to be empowered to modify and renew such arrangements or others of the same nature, or to make other arrangements with other persons to the same effect ;

10° To include in the taxable property every piece of land now exempt from taxation, the buildings constructed thereon being excepted ;

11° To modify the roll of assessment for the opening of Pantaléon street, and the conditions of the cost of said improvement ;

12° To oblige certain persons to report the births occurring in the city of Montreal, and for other purposes.

L. O. DAVID,  
City clerk.

City clerk's office,  
City Hall.  
Montreal, 17th October, 1896.

4108

Notice is hereby given that an application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify and confirm the letters patent incorporating "The Canada Switch and Spring Company, Limited," to confer upon the said company like powers to authorize the increase of the stock of the company and the division of such stock into preference and ordinary shares and to provide for the allotment thereof.

ABBOTTS, CAMPBELL & MEREDITH,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 15th October, 1896. 4116

## AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Trafalgar Institute," s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser l'Institut à vendre ou disposer autrement ou hypothéquer leur propriété comprenant tout le lot ou la plus grande partie du lot officiel No. 169, de la ville de la Côte des Neiges, et aussi d'approuver un règlement entre l'Institut et Dame M. E. Robertson *et vir et al.*, en rapport à un chemin en commun entre leurs propriétés respectives dans la susdite localité, et pour d'autres fins.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,  
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 28 septembre 1896. 3887-4

Avis est par le présent donné que John William Marling, banquier; Edgar Judge, marchand; J. Cradock Simpson, agent; F. Wolferstan Thomas, banquier; Walter Drake, gentilhomme; H. B. Hames, gentilhomme; F. W. Evans, gérant d'assurance; D. A. P. Watt, gentilhomme, et autres, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer et telles autres personnes qui pourront devenir associés avec eux, sous le nom de "The Good Government Association of Montreal", dans le but d'étudier le gouvernement municipal et la législation en tout ce qu'elle a rapport affectant la cité de Montréal, de poursuivre et prendre des procédures quand il est permis de le faire à tout électeur municipal et à aucun corps d'électeurs municipaux de la cité de Montréal, et de faire toutes telles affaires et autres choses en rapport à ce qui précède.

PEERS DAVIDSON,  
Procureur des requérants.

Montréal, 1er octobre 1896. 3835-5

Avis est par le présent donné que Harriet Newell Jenkins, des cité et district de Montréal, veuve de feu William Frederick Kay, en son vivant du même lieu, gentilhomme, tous deux personnellement, et en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Alice Kay et William Frederick Kay, dûment autorisée à l'effet des présentes et en sa qualité d'exécutrice testamentaire de feu son mari; Sir Henry Seymour King, M. P., K. C. I. E., de la cité de Londres, dans le Royaume d'Angleterre, chevalier, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu William Frederick Kay et Harriet Evelyn Kay, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pour faire disparaître certains doutes au sujet des pouvoirs des exécuteurs testamentaires et leur conférer certains pouvoirs additionnels.

PEERS DAVIDSON,  
Procureur des requérants.

Montréal, 1er octobre 1896. 3837-5

Avis vous est par les présentes donné que la corporation de la ville de Saint-Louis fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte pour amender sa charte et notamment à l'effet d'y substituer le nom de "cité" à celui de "ville"; changer le mode actuel des avis en rapport avec le rôle de perception; assimiler davantage avec la cité de Montréal les procédures relatives à la présentation et l'élection des candidats aux élections municipales; donner aux évaluateurs de plus amples pouvoirs en rapport avec l'examen et l'homologation du rôle d'évaluation; déterminer la date à laquelle la liste des électeurs municipaux doit être préparée; modifier le pouvoir d'emprunt; étendre le temps en rapport avec la prescription des arrérages de taxes; réglementer la pose des fils électriques à la surface et sous le sol, dans les rues de la ville, et imposer des taxes en rapport avec iceux.

BISAILLON, BROSSEAU & LAJOIE,  
Procureurs de la corporation.

Montréal, 20 octobre 1896. 4125-2

## NOTICE.

Notice is hereby given that The Trafalgar Institute, will apply at the next session of the legislature of Quebec, for an act authorizing the Institute to sell, or otherwise dispose of, or to hypothecate their property comprising the whole or greater part of official No. 169, of the town of Côte des Neiges, and also to approve of an arrangement between the Institute and Dame M. E. Robertson *et vir et al.*, in regard to a common roadway between their respective properties at the aforesaid locality, and for other purposes.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 28th September, 1896. 3888

Notice is hereby given that John William Marling, banker; Edgar Judge, merchant; J. Cradock Simpson, agent; F. Wolferstan Thomas, banker; Walter Drake, gentleman; H. B. Hames, gentleman; F. W. Evans, insurance manager; D. A. P. Watt, gentleman, and others, all of the city and district of Montreal, will, at the next session of the legislature, apply for an act to incorporate them and such other persons as may be hereafter associated with them, under the name of "The Good Government Association of Montreal", for the purpose of studying municipal government and legislation in any way affecting the city of Montreal, of suing and taking proceedings when it is permitted to any municipal elector and any body of municipal electors of the city of Montreal to do so, and of doing all such matters and other things as may be incidental to the foregoing.

PEERS DAVIDSON,  
Attorney for applicants.

Montreal, 1st October, 1896. 3836

Notice is hereby given that Harriet Newell Jenkins, of the city and district of Montreal, widow of the late William Frederick Kay, in his lifetime of the same place, gentleman, both personally and in her quality of tutrix of her minor children Alice Kay and William Frederick Kay, thereto duly authorized and in her quality of executrix of the last will of her husband; Sir Henry Seymour King, M. P., K. C. I. E., of the city of London, in the Realm of England, knight, in his quality of executor of said last will of the late William Frederick Kay and Harriet Evelyn Kay, of the city and district of Montreal, will, at the next session of the legislature of the province of Quebec, apply for an act setting at rest certain doubts which have arisen respecting the powers of the said executors and conferring upon the latter certain additional powers.

PEERS DAVIDSON,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 1st October, 1896. 3838

Notice is hereby given that the corporation of the town of Saint Louis will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act to amend its charter, and especially for the purpose of substituting therein the name of "city" for that of "town"; to change the actual way of giving notices concerning the tax roll; to assimilate further to the city of Montreal the proceedings relative to the nomination and election of candidates at municipal elections; to give valuers more ample powers about the examination and homologation of valuation rolls; to fix the date at which the list of municipal electors should be prepared; to modify the borrowing powers; to extend the time for the prescription of the arrears of taxes; to regulate the laying of electric wires on the surface or under ground, in the streets of the town, and to impose taxes in connection therewith.

BISAILLON, BROSSEAU & LAJOIE,  
Attorneys of the corporation.

Montreal, 20th October, 1896. 4126

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte autorisant Jean Lukin Leprohon, à hypothéquer, vendre ou aliéner une propriété substituée en vertu d'un acte de donation par Francis Mullins *et uxore*, à J. L. Leprohon *et uxore*, 5 février 1861, J. B. Houllé, N. P.

4211-2 TAILLON, BONIN & MORIN,  
Avocats du dit J. L. Leprohon.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation du village de Verdun, pour obtenir un acte afin d'amender et étendre l'acte de la dite législature, 40 Victoria, chapitre 41, intitulé "Acte pour changer le nom de la municipalité du village de la Rivière Saint-Pierre et pour étendre ses pouvoirs", en tant que se rapportant à la résidence des conseillers du dit village de Verdun, le pouvoir d'emprunter par la dite corporation et les pouvoirs de la dite corporation pour les besoins se rapportant à l'hygiène et pour règlement au sujet des constructions dans le dit village, le règlement au sujet des bicycles et pour d'autres fins.

(Signé) N. T. RIELLE,  
Procureur de la corporation  
du village de Verdun.

(Vraie copie)

Procureur de la corporation  
du village de Verdun. 3971-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, afin de détacher de la paroisse de Notre-Dame de L'Assomption, dans le comté de Matane, tout ce territoire le long du rivage du fleuve Saint-Laurent, de la partie est de la propriété de John Astle jusqu'à la propriété de John McNider inclusivement, et de la paroisse de Saint-Octave de Métis, dans le comté de Rimouaki, tout ce territoire situé entre la ligne est de la seigneurie de Métis jusqu'à la propriété de Dame P. F. Leggatt, connu comme Legatts Point, inclusivement,—le dit territoire étant situé sur la rive du Saint-Laurent et étant la concession le long du fleuve, sauf cette partie depuis la ligne de la susdite seigneurie jusqu'à la propriété de Dame A. McLaren, comprenant les terres de la concession adjacente en arrière sur toute l'espace, et les ériger en un village sous le nom de "village du Petit Métis," et les habitants et contribuables d'iceux en une municipalité de village séparée.

3945-4 A. ROBERTSON,  
Soliciteur des requérants.

AVIS.

Les syndics de la paroisse Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, donnent avis qu'à la prochaine session de la législature de cette province, ils demanderont l'adoption d'une loi (Bill Privé) aux fins d'être autorisés à emprunter de toutes personnes, corporations, compagnies financières quelconques ou autres, une somme n'excédant pas soixante mille piastres, avec un intérêt n'excédant pas cinq pour cent remboursable en argent ou en débetures en trente annuités, avec ensemble et y compris le fonds d'amortissement pour la construction d'une église, sacristie et accessoires dans la dite paroisse Saint-Jérôme, et pour parvenir au remboursement de la dite somme ainsi empruntée, intérêts et fonds d'amortissements, cotiser et prélever sur les franc-tenanciers et propriétaires d'immeubles de la dite paroisse Saint-Jérôme, les dites sommes, intérêts et fonds d'amortissements requis, dans les termes et les délais susdits.

F. X. MATHIEU,  
Proc. des dits syndics.  
Saint-Jérôme, 22 septembre 1896. 3807-5

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing Jean Lukin Leprohon, to mortgage, sell or alienate a property substituted by virtue of a deed of donation by Francis Mullins *et uxore*, to J. L. Leprohon *et uxore*, 5th February, 1861, J. B. Houllé, N. P.

4212 TAILLON, BONIN & MORIN,  
Attorneys for the said J. L. Leprohon.

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, by the corporation of the village of Verdun, for the passage of an act to amend and extend the act of said legislature, 40 Victoria, chapter 41, entitled: "An act to change the name of the municipality of the village La Rivière Saint-Pierre, and to extend its powers," in so far as relates to the place of residence of councillors of the said village of Verdun, the borrowing power of said corporation the powers of said corporation in sanitary matters and in the regulation of buildings in said village, the regulation of bicycles and for other purposes.

(Signed) N. T. RIELLE,  
Attorney for the corporation of  
the village of Verdun.

(True copy)

Attorney for the corporation  
of the village of Verdun. 3972

Public notice is hereby given that application will be made, at the next session of the legislature, to detach from the parish of Notre Dame de L'Assomption, in the county of Matane, all that territory along the shore of the river Saint Lawrence, from the easterly portion of the property of John Astle to the property of John McNider, inclusive, and from the parish of Saint Octave de Métis, in the county of Rimouski, all that territory lying between the easterly line of the seigniorie of Métis to the property of Mrs. P. F. Leggatt, known as Legatts Point, inclusive,—the said territory lying along the shore of the Saint Lawrence, and being the beach concession, save that portion from the line of the seigniorie aforesaid to the property of Mrs. A. McLaren, where it will include the lands in the rear concession adjoining for that distance, and to erect the same into a village under the name of the "village of Little Métis," and the inhabitants and ratepayers thereof into a separate village municipality.

3946 A. ROBERTSON,  
Solicitor for applicants.

NOTICE.

The trustees of the parish of Saint Jérôme, county and district of Terrebonne, give notice that at the next session of the legislature of this province, they will apply for the passing of an act (Private Bill) for the purpose of being authorized to borrow from any person, corporation or financial company whatsoever or others, a sum not exceeding sixty thousand dollars, with interest not to exceed five per cent, to be repaid in money or debentures in thirty yearly instalments, together with and including the sinking fund, for the erection of a church, sacristy and accessories, in the said parish of Saint Jérôme, and to provide for the repayment of the said sum thus borrowed, interest and sinking fund to tax and levy on the freeholders and proprietors of real estate of the said parish of Saint Jérôme, the said sums, interest and sinking fund required, on the terms and within the delay above stated.

F. X. MATHIEU,  
Attorney for said trustees.  
Saint Jérôme, 22nd September, 1896. 3808

Avis est par le présent donné que Charles J. Davies, marchand ; David S. Leach, avocat ; Edward J. Bedbrooke, commis ; William J. Percival, commis ; Bertram W. Grigg, teneur de livres ; Walter C. Fyfe, agent ; Robert McGlaughlin, contre-maître, et autres, étant une majorité des contribuables de cette partie du village de Notre-Dame de Grâce Ouest, dans la paroisse de Montréal, maintenant connue comme Montréal-Ouest, comprenant en territoire tous les lots de cadastre numéros 138, 139 et 140, tant que subdivisé et non subdivisé, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer et telles autres personnes qui pourront devenir associées avec eux, comme ville incorporée sous le nom de "Montréal-Ouest", suivant "l'Acte des clauses générales des corporations de ville", avec certains pouvoirs dérogeant aux dispositions du dit act.

PEERS DAVIDSON,

Procureur des requérants.

Montréal, 15 octobre 1896. 4055-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer un règlement entre certaines parties intéressées dans les biens et succession de feu l'honorable John Molson, et pour décharger les exécuteurs et syndics nommés en vertu de son testament.

E. LAFLEUR.

ABBOTTS, CAMPBELL & MEREDITH,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 octobre 1896. 3993-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Thomas Robertson & Company, en commandite," dans le but de reprendre et continuer comme société les affaires faites maintenant dans la cité de Montréal, sous le nom de Thomas Robertson & Co., comme quincailliers et marchands et manufacturiers de métaux en général, avec le droit d'émettre des actions préférentielles et ordinaires ; le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

CROSS, BROWN & SHARP,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 14 octobre 1896. 4061-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'incorporer la compagnie de chemin fer d'Asbestos et Danville, avec pouvoir de construire, mettre en opération et maintenir un chemin de fer mû par l'électricité ou la vapeur d'un point du village de Danville ou près d'icelui, dans le comté de Richmond, dans la province de Québec, jusqu'à un endroit appelé Asbestos, dans le canton de Shipton, dans le dit comté de Richmond et province de Québec, avec tous les pouvoirs nécessaires et ordinaires accordés aux compagnies incorporées pour telles fins.

R. A. E. GREENSHIELDS,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 20 octobre 1896. 4133-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer Urbain de Montréal, pour ratifier certains contrats faits par la dite compagnie et pour définir les dispositions d'iceux et pour d'autres fins.

ABBOTTS, CAMPBELL & MEREDITH,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 15 octobre 1896. 4099-3

Notice is hereby given that Charles J. Davies, merchant ; David S. Leach, advocate ; Edward J. Bedbrooke, clerk ; William J. Percival, clerk ; Bertram W. Grigg, book-keeper ; Walter C. Fyfe, agent ; Robert McGlaughlin, foreman, and others, being a majority of the rate-payers of that portion of the village of Notre Dame de Grâce West, in the parish of Montreal, presently known as Montreal West, comprising in territory the whole of cadastral lots numbers 138, 139 and 140, both subdivided and not subdivided, of the official plan and book of reference of said parish of Montreal, will, at the next session of the legislature of the province of Quebec, apply for an act incorporating them and such others as may hereafter become associated with them, as a town corporation under the name of "Montreal West," according to "The Town Corporations General Clauses Act," with certain powers derogating from the provisions of said act.

PEERS DAVIDSON,

Attorney for applicants.

Montreal, 15th October, 1896. 4056

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify and confirm a settlement between certain parties interested in the estate and succession of the late Honorable John Molson, and to discharge the executors and trustees under his will.

E. LAFLEUR.

ABBOTTS, CAMPBELL & MEREDITH,

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th October, 1896. 3994

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the "Thomas Robertson & Company, limited," for the purpose of taking over and continuing as a going concern the business at present carried on at the city of Montreal, by the firm of Thos. Robertson & Co., as hardware and general metal merchants and manufacturers, with the right to issue preferred and ordinary stock ; the head office of the company to be at the city of Montreal.

CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicants.

Montreal, 14th October, 1896. 4062

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to incorporate the Asbestos & Danville Railway Company with power to build, operate and maintain and electric or steam railway from a point at or near the village of Danville, in the county of Richmond, in the province of Quebec, to a place called Asbestos, in the township of Shipton, in the said county of Richmond and province of Quebec, with all proper and usual powers given to companies incorporated for such purposes.

R. A. E. GREENSHIELDS,

Solicitor for applicants.

Montreal, 20th October, 1896. 4134

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the acts relating to the Montreal Street Railway Company, to ratify certain contracts made by the said company, and to define the provisions thereof and for other purposes.

ABBOTTS, CAMPBELL & MEREDITH,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th October, 1896. 4100

## AVIS.

MM. Adolphe Levêque, architecte ; John Barry, commerçant ; Nolan de Lisle, bourgeois, et autres citoyens formant partie d'un association connue sous le nom d'Association Immobilière de Montréal, donnent avis qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, ils demandent soit par un projet de loi, soit lors de la discussion des amendements demandés par la la cité de Montréal, que la charte de la cité de Montréal soit amendée à l'effet suivant : 1° pour donner au maire droit de veto sur toutes les décisions du conseil de ville ; 2° déclarer que les six mois de prescription ne s'appliquent pas aux poursuites intentées contre les échevins pour dépenses illégales ; 3° effacer les lignes homologuées pour expropriation ; 4° permettre aux contribuables d'exercer les droits d'action qui appartient à la cité quand, après mise en demeure, elle refuse ou néglige de les faire valoir ; 5° empêcher la construction de tout trottoir en matériaux permanents sans avoir, au préalable, reçu à cet effet, une demande de la majorité en nombre et en valeur des propriétaires ; 6° changer le mode d'évaluation et de cotisation ; 7° confier à un exécutif spécial l'administration civique ; 8° obtenir une meilleure représentation de tous les intérêts dans le conseil de ville ; et autres matières touchant une meilleure administration des affaires de la cité.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,  
Procureurs des pétitionnaires.

Montréal, 21 octobre 1896. 4165-2

Avis est par le présent donné que The Montreal Union Abattoir Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte et autoriser des arrangements entre la compagnie et aucune municipalité auprès de la cité de Montréal, pour l'usage des abattoirs de la compagnie et des parcs aux animaux dans la dite cité, et la prohibition d'abattoirs et parcs aux animaux dans telles municipalités ; autorisant des arrangements entre la cité de Montréal et la compagnie pour nourrir les animaux, collection d'impôts par la dite cité ou par la dite compagnie, et toutes autres affaires en rapport avec les marchés aux animaux vivants ; autorisant le déplacement des abattoirs de la compagnie ou d'aucuns d'eux au parc aux animaux, soit de la compagnie de chemin de fer Grand-Tronc ou soit de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien ; autorisant l'augmentation, dans l'actif de la compagnie, de l'évaluation de ses immeubles jusqu'au montant de l'évaluation faite par les cotiseurs de la cité de Montréal et de la ville de Saint-Henri, et paraissant sur le rôle d'évaluation, et pour d'autres fins.

BÉIQUE, LAFONTAINE,  
TURGEON & ROBERTSON,  
Procureurs de la requérante.

Montréal, 14 octobre 1896. 4083-3

Avis est par le présent donné que les soussignés, James Edward Mullin, marchand ; Thomas James Chisholm, marchand en gros ; Patrick Mullin, gentilhomme ; Donald John McGillis, marchand en gros ; Francis Kiernan, gentilhomme ; Joseph Ward, marchand, et Patrick McCrory, marchand, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer comme compagnie à fonds social, sous le nom de "The Montreal Cold Storage and Freezing Company," avec son principal bureau à Montréal, dans le but de faire des affaires en général d'emmagasinage à froid et d'entrepôt avec pouvoir de recevoir des objets et faire des avances sur icelles, et pour autres affaires y ayant rapport.

DUCLOS & MACKIE,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 30 septembre 1896. 3833-5

## NOTICE.

Messrs. Adolphe Levêque, architect ; John Barry, trader ; Nolan de Lisle, gentleman, and other citizens forming part of an association known by the name of the Real Estate Association of Montreal, give notice that they will apply either by means of a Bill, or at the discussion of the amendments prayed for by the city of Montreal, during the next session of the legislature of the province of Quebec, that the charter of the city of Montreal be amended to the following effect : 1° To give the mayor a right of veto over all the decisions of the city council ; 2° To declare that the six months' prescription will not apply to suits against aldermen for expenses incurred illegally ; 3° To efface the lines homologated for expropriation ; 4° To give tax-payers the right to exercise the rights of action which belong to the city when after being put in default, the city will refuse or neglect to institute them ; 5° To prevent any permanent sidewalk from being made without a previous demand of a majority in number and value of the proprietors ; 6° To change the manner of valuation and taxation ; 7° To entrust the civic administration to a special executive ; 8° To obtain better representation of all interest in the city council ; and other matters for the better administration of the business of the city.

LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 21st October, 1896. 4166

Notice is hereby given that The Montreal Union Abattoir Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter and authorizing agreements between the company and any municipalities adjoining the city of Montreal for the use of the company's abattoirs and the stock yards in said city and the prohibition of abattoirs and stock yards in such municipalities ; authorizing agreements between the city of Montreal and the company for feeding stock, collection of fees by the said city or by the said company and all other matters connected with live stock markets ; authorizing the removal of the company's abattoirs or of any of them to the stock yards of either the Grand Trunk Railway Company or the Canadian Pacific Railway Company ; authorizing the increase, in the company's capital assets, of the valuation of its real estate to that as made by the assessors of the city of Montreal and the town of Saint Henri and appearing on the municipal valuation roll, and for other purposes.

BÉIQUE, LAFONTAINE,  
TURGEON & ROBERTSON,  
Attorneys for the applicant.

Montreal, 14th October, 1896. 4084

Notice is hereby given that the undersigned, James Edward Mullin, merchant ; Thomas James Chisholm, warehouseman ; Patrick Mullin, gentleman ; Donald John McGillis, warehouseman ; Francis Kiernan, gentleman ; Joseph Ward, merchant, and Patrick McCrory, merchant, all of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next sitting, to obtain the passing of an act incorporating them as a joint stock company, under the name of "The Montreal Cold Storage and Freezing Company," with its head office in Montreal, for the purpose of carrying on a general cold storage and warehousing business with power to receive and make advances on warehoused goods and for other purposes incidental to and necessary for the carrying on of the said business.

DUCLOS & MACKIE,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 30th September, 1896. 3834

## AVIS PUBLIC.

La cité de Québec demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour amender de nouveau son acte d'incorporation, pour permettre au conseil de ville de la cité de faire des règlements pour le maintien de la paix et la bonne administration du parc actuellement en construction en dehors des limites de la cité ; pour emprunter une somme additionnelle de pas plus de vingt mille piastres pour compléter le dit parc ; pour permission d'acquérir la propriété de l'Institut Canadien de Québec ; fournir au dit Institut un logement convenable dans l'Hôtel-de-Ville pour y maintenir sa bibliothèque, payer certains octrois annuels pour aider au maintien de la dite bibliothèque et obtenir en retour pour le public le libre accès à la dite bibliothèque ; pour empêcher la construction d'étaux ou magasins de viandes dans la municipalité de Notre-Dame de Québec, à une distance de pas moins de cinq arpents des limites de la cité de Québec, et autres pouvoirs.

4081-3

C. A. P. PELLETIER,  
Procureur de la cité de Québec.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte permettant "The Equitable Savings, Loan and Building Association", corporation incorporée dans la province d'Ontario, en vertu des dispositions des statuts révisés d'Ontario, 1887, chapitre 169, d'étendre ses affaires dans la province de Québec, et autoriser la dite association sous le nom de "The Equitable Savings, Loan and Building Association", de poursuivre et être poursuivie, d'acquérir et posséder des immeubles en son dit nom ou au nom des syndics d'icelle, de les vendre et en disposer et de placer de l'argent garanti par hypothèque sur immeubles et autres garanties dans la dite province, et pour ce, placer toutes les garanties prises dans la dite association, et en général de faire les affaires de la Building Loan and Savings Company, dans la dite province de Québec.

DUNCAN, GRANT & SKEANS,  
Solliciteurs de "The Equitable Savings,  
Loan and Building Association."

25, rue King-Ouest, Toronto.

Daté ce 14<sup>e</sup> jour d'octobre 1896.

4087-3

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2333.

Dame Céline Beauchamp, épouse de Jean Baptiste Pauzé, entrepreneur, de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux.

BERARD & BRODEUR,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 octobre 1896.

4255

Avis est par les présentes donné qu'application sera faite dans le mois à compter de la dernière publication de cet avis, au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Robert Mackay, marchand ; Jonathan Hodgson, marchand ; Roswell C. Fisher, gentilhomme ; James I. Brierley, imprimeur et éditeur ; Robert Bickerdike, marchand ; Thomas A. Trenholme, fermier, et George Sumner, marchand, tous de la cité de Montréal, province de Québec, pour incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau, comme l'*Herald Publishing Company*, ayant pour fin principale d'imprimer, de relier, de graver et d'éditer, et ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal ; le capital étant de cent mille piastres, se composant de mille parts de cent piastres chacune. Les dits Robert Mackay, Jonathan Hodgson, Roswell C. Fisher, James I.

## PUBLIC NOTICE.

The city of Quebec will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act to amend its act of incorporation, to authorize the council of the city to enact by-laws for the maintenance of the peace and good management of the park now in construction outside of the city limits ; to borrow an additional sum not exceeding twenty thousand dollars to finish said park ; for leave to acquire the immovable property of the " Institut Canadien de Québec " ; provide for suitable rooms for the said institute in the City Hall therein to locate its library ; to pay a certain annual subsidy to help in maintaining said library ; and secure in return a free access for the public to said library ; to prevent the construction of stalls or shops for selling meat in the municipality of Notre Dame de Québec, at a distance of not less than five arpents from the limits of the city of Quebec, and other powers.

4082

C. A. P. PELLETIER,  
Attorney for the city of Quebec.

Notice is hereby given, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act allowing The Equitable Savings, Loan and Building Association, a corporation incorporated in the province of Ontario, under the provisions of the revised statutes of Ontario, 1887, chapter 169 ; to extend its business into the province of Quebec, and authorizing the said association by the name of " The Equitable Savings, Loan and Building Association " , to sue and be sued, to acquire and hold real estate in its said name or in the name of trustees therefor, to sell and dispose of the same and to invest money in mortgage on real estate and other securities within the said province, and to invest all securities therefor taken in said association, and generally to transact the business of the Building Loan and Savings Company, within the said province of Quebec.

DUNCAN, GRANT & SKEANS,  
Solicitors for The Equitable Savings,  
Loan and Building Association.

25, King street West, Toronto.

Dated this 14th day of October, 1896.

4088

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2333.

Dame Céline Beauchamp, wife of Jean Baptiste Pauzé, contractor, of Montreal, has, this day, taken an action in separation of property against her said husband.

BERARD & BRODEUR,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd October, 1896.

4256

Notice is hereby given that application will be made within one month from the last publication of this notice to the lieutenant governor of the province of Quebec, by Robert Mackay, merchant ; Jonathan Hodgson, merchant ; Roswell C. Fisher, gentleman ; James I. Brierley, printer and publisher ; Robert Bickerdike, merchant ; Thomas A. Trenholme, farmer, and George Sumner, merchant, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, for incorporation by letters patent under the great Seal, as the *Herald Publishing Company*, for the purpose of carrying on a general printing, book-binding, engraving and publishing business, with its chief place of business in the city of Montreal ; the capital stock to be one hundred thousand dollars in one thousand shares of one hundred dollars each. The said Robert Mackay, Jonathan Hodgson, Ros-

Brierley, Robert Bickerdike, Thomas A. Trenholme et George Sumner, étant les premiers directeurs de la compagnie.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,  
Avocats des applicants.  
Montréal, 28 octobre 1896. 4307

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. }  
No. 198.

Dame Exhorée Miron, de la paroisse de Sainte-Barbe, district de Beauharnois, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Wilfrid St-Michel, cultivateur, du même lieu.

J. B. R. LAPLANTE,  
Avocat de la demanderesse.  
Beauharnois, 26 octobre 1896. 4313

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir une charte par lettres patentes.

Le nom incorporé de la compagnie proposée sera King Brothers Limited.

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : de posséder et mettre en opération des moulins à scie et de faire le commerce de bois de construction en général.

De faire les affaires de marchands et commerçants de marchandises en général.

De faire les affaires en asbeste et autres mines dans la province de Québec, et acheter des mines et minéraux et en disposer. Et en général de faire toutes choses en rapport aux objets de la compagnie.

Le montant du fonds social sera de trois cent mille piastres, divisé en trois mille actions de cent piastres chacune.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec.

Les noms au long, professions et résidences des requérants sont comme suit :

Edmund A. King, marchand, de Saint-Pacôme ; Charles King, marchand, de Lyster ; James King, marchand, de Lévis ; William S. Thomas, de Québec, gérant ; William McNaughton, de Pabos Mills, agent. Les trois premiers noms mentionnés seront les premiers directeurs de la compagnie.

CARON, PENTLAND & STUART,  
4303 Solliciteurs des requérants.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2311.

Dame Angèle Tabeau, de la ville de Lachine, district de Montréal, durement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Arthur Napoléon Doré, son mari, navigateur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 21 octobre 1896. 4149-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1088.

Dame Emélie Donais, des cité et district de Montréal, épouse de Damase Cyr, entrepreneur, du même lieu, dument autorisée à ester en justice, Demanderesse en séparation de biens contre le dit Damase Cyr, Défendeur.

A. ARCHAMBAULT,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 20 octobre 1896. 4127-2

well C. Fisher, James I. Brierley, Robert Bickerdike, Thomas A. Trenholme and George Sumner, to be the first directors of the company.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 28th October, 1896. 4308

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. }  
No. 198.

Dame Exhorée Miron, of the parish of Sainte-Barbe, in the district of Beauharnois, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Wilfrid St-Michel, farmer, of the same place.

J. B. R. LAPLANTE,  
Attorney for plaintiff.  
Beauharnois, 26th October, 1896. 4314

Public notice is hereby given that application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec to grant a charter by letters patent.

The corporate name of the proposed company will be King Brothers, Ltd.

The object for which incorporation is sought, are : To own and operate saw mills and to deal in lumber and timber generally ;

To carry on business as storekeepers and traders in general merchandise ;

To carry on asbestos and other mining within the province of Quebec, and to buy and otherwise deal in mines and minerals. And generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the object of the company.

The amount of capital stock is to be three hundred thousand dollars, divided into three thousand shares of one hundred dollars each.

The chief place of business of the said Company is to be in the city of Quebec.

The names in full and the address and calling of the applicants are as follows :

Edmund A. King, merchant, of Saint Pacôme ; Charles King, merchant, of Lyster, and James King, merchant, of Lévis ; William S. Thomas, of Quebec, manager ; William McNaughton, of Pabos Mills, agent. The first three mentioned names are to be the first directors of the company.

CARON, PENTLAND & STUART,  
4304 Solicitors for applicants.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2311.

Dame Angèle Tabeau, of the town of Lachine, district of Montreal, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

Arthur Napoléon Doré, her husband, mariner, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been this day instituted in this cause.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 21st October, 1896. 4150

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1088.

Dame Emélie Donais, of the city and district of Montreal, wife of Damase Cyr, contractor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff in separation as to property against the said Damase Cyr, Defendant.

A. ARCHAMBAULT,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 20th October, 1896. 4128

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

James Elbert Taylor, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son épouse Mina Jane Packard.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs du demandeur.

Sherbrooke, 16 octobre 1896. 4139-2

LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE  
JONCTION DE NAPIERVILLE.

Un versement de (10%) dix pour cent sur les parts souscrites a été appelé par les directeurs de la compagnie ci-dessus, par résolution en date du 4 septembre dernier, et sera dû et payable le ou avant le 28 novembre prochain, au bureau de la compagnie, No. 25, rue Saint-Gabriel, à Montréal.

Par ordre,

EUG. LAFONTAINE,

Secrétaire.

Montréal, 7 octobre 1896. 4153-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 2378.

Dame Albina *alias* Malvina Demers, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Ferdinand Bouchard dit Lavallée, menuisier, du même lieu.

ST-PIERRE, PÉLISSIER & WILSON,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 20 août 1896. 4019-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 981.

Dame Marie Louise Arcand, Demanderesse ;  
vs.

Oscar Tessier, Défendeur.

Dame Marie Louise Arcand, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse de Oscar Tessier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER  
& ST-GERMAIN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 3 octobre 1896. 4039-3

*Cour Supérieure—Saint-François.*

Dame Marie Antoinette Bechard, épouse de Joseph Edouard Connolly, du canton de Shipton, cultivateur, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Edouard Connolly, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

E. J. BEDARD,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 5 octobre 1896. 4075-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Edith Stanley Heaton, de Longueuil, dans le district de Montréal, épouse de Edward de Bellefeuille MacDonald, du même lieu, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Edward de Bellefeuille MacDonald, Défendeur.

La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de corps et de biens contre le défendeur.

R. L. MURCHISON,

Procureur de la demanderesse.

R. L. Murchison,  
Avocat,  
801, New-York Life Building,  
Montréal.

Montréal, 2 septembre 1896. 3799-5

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

James Elbert Taylor, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action *en séparation de corps et de biens* against his wife Mina Jane Packard.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 16th October, 1896. 4140

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY  
COMPANY.

A call of (10%) ten per cent, on the shares subscribed, has been made by the directors of the above company, by resolution of date the 4th day of September last, and will be due and payable on or before the 28th day of November next, at the company's office, No. 25, Saint Gabriel street, Montreal.

By order,

EUG. LAFONTAINE,

Secretary.

Montreal, 7th October, 1896. 4154

Province of Quebec, }  
District of Montréal. }  
No. 2378.

Dame Albina *alias* Malvina Demers, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Ferdinand Bouchard *dit* Lavallée, joiner, of the same place.

ST-PIERRE, PÉLISSIER & WILSON,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th August, 1896. 4020

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No. 981.

Dame Marie Louise Arcand, Plaintiff ;  
vs.

Oscar Tessier, Defendant.

Dame Marie Louise Arcand, of the city and district of Montreal, wife of Oscar Tessier, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER  
& ST-GERMAIN,

Advocates for plaintiff.

Montreal, 3rd October, 1896. 4040

*Superior Court—Saint Francis.*

Dame Marie Antoinette Bechard, wife of Joseph Edouard Connolly, of the township of Shipton, farmer, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Edouard Connolly, Defendant.

An action *en séparation de biens* has been instituted in this cause.

E. J. BEDARD,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 5th October, 1896. 4076

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*

Edith Stanley Heaton, of Longueuil, in the district of Montreal, wife of Edward de Bellefeuille Macdonald, of the same place, contractor, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs.

The said Edward de Bellefeuille MacDonald, Defendant.

The plaintiff has this day instituted an action *en séparation de corps et de biens* against defendant.

R. L. MURCHISON,

Attorney for plaintiff.

R. L. Murchison,  
Advocate,  
801, New York Life Building,  
Montreal.  
Montreal, 2nd September, 1896. 3800

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
No. 4078.

Dame Anna Caroline Hurteau, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre son mari, Amable Lussier, marchand, du même lieu.

WURTELE & LACROIX,  
Avocats de la demanderesse.  
Sorel, 25 septembre 1896. 3803-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dame Marie Louise Lucie Olivine Pellerin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Lesage, employé civique, du même lieu, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Napoléon Lesage, Défendeur.  
La demanderesse a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre le défendeur.

AUGE, GLOBENSKY & LAMARRE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 26 septembre 1896. 3805-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 909.

Agnès Spalding, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Charles Lavallée, commerçant, du même lieu.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 24 septembre 1896. 3851-5

### Avis de Faillites

#### AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de Alphonse Labelle, Failli.  
Je, soussigné, Théodore Bisson, de la ville de Buckingham, dans le district d'Ottawa, marchand, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi, à ma place d'affaires, à Buckingham, sous trente jours.

THEODORE BISSON,  
Curateur.  
Hull, 20 octobre 1896. 4233

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* André Lefebvre, Insolvable ;

et  
Bilodeau & Renaud, Curateurs.  
Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du seizième jour de novembre prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date susmentionnée.

BILODEAU & RENAUD,  
Curateurs.  
15, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 26 octobre 1896. 4241

Dans l'affaire de Andrew Hamilton, de Lascelles, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été déclaré et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le seizième jour de novembre prochain, 1896, après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN HYDE,  
Curateur.  
Montréal, 30 octobre 1896. 4325

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Richelieu. }  
No. 4078.

Dame Anna Caroline Hurteau, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, duly authorized to sue, has this day instituted an action for separation as to property against her husband, Amable Lussier, merchant, of the same place.

WURTELE & LACROIX,  
Attorneys for plaintiff.  
Sorel, 25th September, 1896. 3804

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
Dame Marie Louise Lucie Olivine Pellerin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Lesage, civic clerk, of the same place, Plaintiff ;

vs.  
The said Napoléon Lesage, Defendant.  
An action in separation as to property has been, this day, instituted against the said defendant.

AUGE, GLOBENSKY & LAMARRE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 26th September, 1896. 3806

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 909.

Agnès Spalding, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, has, this day, taken an action in separation as to property against her husband, Charles Lavallée, trader, of the same place.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 24th September, 1896. 3852

### Bankrupt Notices

#### NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of Alphonse Labelle, Insolvent.  
I, the undersigned, Theodore Bisson, of the town of Buckingham, in the district of Ottawa, merchant, have been appointed curator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me, within thirty days at my place of business, in Buckingham.

THEODORE BISSON,  
Curator.  
Hull, 20th October, 1896. 4234

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* André Lefebvre, Insolvent ;

and  
Bilodeau & Renaud, Curators.  
A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collections will be payable at our offices, from the sixteenth day of November next.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,  
Curators.  
15, Saint James street.  
Montreal, 26th October, 1896. 4242

In the matter of Andrew Hamilton, of Lascelles, an Insolvent.

A first and final dividend has been declared open to objection until Monday, the sixteenth day of November next, 1896, after which date dividends will be payable.

JOHN HYDE,  
Curator.  
Montreal, 30th October, 1896. 4326

## AVIS DE CESSIION.

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 Avis est par le présent donné que Owen M. O'Donnell, marchand, de la paroisse de Saint-Giles, a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 24e jour d'octobre 1896, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

L. E. TASCHEREAU,  
 Gardien provisoire.

Bureau de Lefavre & Taschereau,  
 48, rue Saint-Pierre, Québec. 4243

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
*In re J. D. Tellier, Sorel, Failli.*

Une feuille de dividende amendée sur le produit des immeubles vendus par le shérif en cette affaire a été préparée et sera sujette à objection à notre bureau durant quinze jours.

Toute contestation du dit dividende devra être déposée entre nos mains avant l'expiration de ce délai.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 31 octobre 1896. 4249

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re Drapeau Savignac & Cie, Montréal, Insolvable.*

Avis vous est donné que, le 27e jour d'octobre 1896, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des susnommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être filées à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 31 octobre 1896. 4247

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Charland & Lahaise, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 27e jour d'octobre 1896, nous avons été nommés, par la cour, curateurs conjoints aux biens des dits faillis.

Les réclamations doivent être déposées à notre bureau sous 30 jours.

LAMARCHE & BENOIT,  
 Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 27 octobre 1896. 4257

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Jos. N. Jobin, Saint-Augustin, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 16 novembre prochain.

Ce dividende sera payable à notre bureau, le ou après le 17 novembre 1896.

PARADIS & JOBIN,  
 Curateurs-conjoints.

Bureau: 44, rue Dalhousie.  
 Bâtisse Cie Richelieu.  
 Québec, 29 octobre 1896. 4323

## NOTICE OF ASSIGNMENT.

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Owen M. O'Donnell, merchant, of the parish of Saint Giles, has, on the 24th day of October, 1896, made an abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court of the district of Quebec.

L. E. TASCHEREAU,  
 Provisional guardian.

Office of Lefavre & Taschereau,  
 48, Saint Peter street, Quebec. 4244

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*

*In re J. D. Tellier, Sorel, Insolvent.*

An amended dividend on the proceeds of the immoveables sold by the sheriff in this matter has been prepared and will be open to objection at our office during fifteen days.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street,  
 Montreal, 31st October, 1896. 4250

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re Drapeau Savignac & Co., Montreal, Insolvent.*

Notice is hereby given that, on the 27th day of October, 1896, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 31st October, 1896. 4248

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

*In the matter of Charland & Lahaise, Montreal, Insolvent.*

Notice is hereby given that on the 27th day of October, 1896, by order of the court, we have been appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

Claims must be filed at our office within thirty days.

LAMARCHE & BENOIT,  
 Joint curators.

1709, Notre Dame street.  
 Montreal, 27th October, 1896. 4258

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*

*In the matter of Jos. N. Jobin, Saint Augustin, Insolvent.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 16th November next.

This dividend will be payable at our office, on or after the 17th November, 1896.

PARADIS & JOBIN,  
 Joint curators.

Office: 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Navigation Co. Building.  
 Quebec, 29th October, 1896. 4324

*Cour Supérieure—Arthabaska.*

*In re* Dame Anaïs Paradis, de Thetford Mines, épouse de Louis Lambert, et faisant affaires au dit lieu, comme marchande publique, sous le nom de " Dame Louis Lambert, " Insolvable.

AVIS

Est par le présent donné que, le 23 octobre courant, l'insolvable a fait cession de ses biens au greffe de cette cour, à Arthabaska, pour le bénéfice de ses créanciers.

LAVERGNE, COTÉ & NOEL,  
Procureurs des créanciers.

Daté ce 26 octobre 1896. 4283

Règles de Cour

Province de Québec, } *Cour Supérieure pour le*  
District de Montréal. } *Bas-Canada.*  
No. 1970.

Le vingt-deuxième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-seize.

Pierre R. Goyet, avocat, des cité et district de Montréal, Demandeur ;

vs.

Henri Dufort, épicier, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur ;

et

Jean-Baptiste Nantel, menuisier, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Opposant.

Sur ordre de cette cour, donné le vingt-deuxième jour d'octobre 1896, les créanciers du dit Henri Dufort, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 603 et 604 du code de procédure civile.

AUGUSTE BERTRAND,  
Dép. P. C. S.

4291

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No. 309.

Le vingt-unième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-seize.

(L. S.)

Devant l'honorable M. le juge WHITE.

James S. Mitchell, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district de Saint-François, marchand, et comme tel y faisant affaires sous les nom et raison de J. S. Mitchell & Co., Demandeur ;

vs.

John S. Black, de Milan, dans le canton de Whifton, dans le dit district de Saint-François, Défendeur ;

et

Demandeur, Requéérant.

Ayant vu et examiné la requête et affidavit du requérant, j'ordonne par le présent que le défendeur soit notifié par un avis à être publié pendant deux semaines dans la *Gazette Officielle de Québec*, et dans la *Gazette de Sherbrooke* et dans le *Pionnier de Sherbrooke*, que, mercredi, le quatrième jour de novembre prochain, à dix heures de l'avant-midi, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, une demande sera faite à la cour supérieure, cour tenante, pour la nomination d'un gardien et curateur aux biens du dit défendeur.

(Signé) WM. WHITE,  
J. C. S.

LAWRENCE & MORRIS,  
Procureurs du demandeur, requérant. 4161-2

*Superior Court—Arthabaska.*

*In re* Dame Anaïs Paradis, of Thetford Mines, wife of Louis Lambert, and doing business at said place as public trader, *marchande publique*, under the name of " Dame Louis Lambert, " Insolvent.

NOTICE

Is hereby given that, on the 23rd of October instant, the insolvent has made an abandonment of her property at the prothonotary's office of this court, at Arthabaskaville, for the benefit of her creditors.

LAVERGNE, COTÉ & NOEL,  
Attorneys for the creditors.

Dated 26th October, 1896. 4284

Rules of Court

Province of Québec, } *Superior Court for*  
District of Montreal. } *Lower Canada.*  
No. 1970.

The twenty-second day of October, one thousand eight hundred and ninety-six.

Pierre R. Goyet, advocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

Henri Dufort, grocer, of the city of Saint Henry, district of Montreal, Defendant ;

and

Jean Baptiste Nantel, joiner, of the city of Saint Henry, district of Montreal, Opposant.

Under the order of this court, given on the twenty-second day of October, 1896, said Henri Dufort, the creditors of the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 603 and 604 of the code of civil procedure.

AUGUSTE BERTRAND,  
Dep. P. S. C.

4292

Canada, }  
Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No. 309.

The twenty-first day of October, one thousand eight hundred and ninety-six.

(L. S.)

Before the Honorable Mr. Justice WHITE.

James S. Mitchell, of the city of Sherbrooke, in said district of Saint Francis, merchant, and as such doing business there under the name, style and firm of J. S. Mitchell & Co., Plaintiff ;

vs.

John S. Black, of Milan, in the township of Whifton, in said district of Sains Francis, Defendant ;

and

Plaintiff, Petitioner.

Having seen and examined the petition and affidavit of the petitioner, I hereby order notice to be given to the defendant, by advertisement to be inserted for two weeks in the *Quebec Official Gazette* and in the *Sherbrooke Gazette* and *Le Pionnier de Sherbrooke*, that on Wednesday, the fourth day of November next, at the hour of ten of the clock in the forenoon, at the court house, in the city of Sherbooke, application will be made to the superior court then and there sitting for the appointment of a guardian and curator to the estate of the said defendant.

(Signed) WM. WHITE,  
J. S. C.

LAWRENCE & MORRIS,  
Attorneys for plaintiff, petitioner. 4162

Province de Québec, }  
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
 No. 5873.

Sweetsburg, le quinzième jour d'octobre 1896.  
 PRÉSENT : L'honorable Juge LYNCH,  
 J. C. S.

Alexandre Martin, Demandeur ;

vs.

Edouard Choquette, de la ville de Farnham, dans  
 le dit district de Bedford, Défendeur ;

et

Diverses parties, Opposantes.

Vu la requête du demandeur et l'insolvabilité  
 alléguée du défendeur, il est ordonné que les créan-  
 ciers du dit défendeur soient convoqués par un avis  
 être publié deux fois en langues française en  
 anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, et que  
 les dits créanciers soient requis de produire leurs  
 réclamations sous quinze jours de la date de la pre-  
 mière insertion du présent avis dans la dite *Gazette*  
*Officielle de Québec*.

LEONARD & NOYES,

4147-2

P. C. S.

### Licitations

Province de Québec, }  
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
 No. 5415.

### LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et  
 en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour  
 la province de Québec, siégeant au village de Sweets-  
 burg, dans le district de Bedford, le seizième jour  
 d'octobre mil huit cent quatre-vingt-seize, dans une  
 cause sous le numéro 5415, dans laquelle Philomène  
 Daudelin, de la paroisse de Saint-Ignace de Stan-  
 bridge, district de Bedford, veuve de feu John  
 Polander, en son vivant journalier, du même lieu,  
 est demanderesse, et Abraham Daudelin, Xavier  
 Daudelin, François Daudelin et Toussaint Daudelin,  
 tous quatre de la dite paroisse de Saint-Ignace de  
 Stanbridge ; Marie Daudelin, épouse de Peter  
 Brault, tous deux de New-Bedford, dans l'Etat du  
 Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique ; et  
 le dit Peter Brault, aux fins d'autoriser sa dite  
 épouse ; et Salomé Daudelin, épouse de Jeremiah  
 Polander, charron, de la dite paroisse de Saint-  
 Ignace de Stanbridge, et le dit Jeremiah Polander  
 aux fins d'autoriser sa dite épouse, sont défendeurs,  
 ordonnant la vente par licitation d'un certain im-  
 meuble, décrit comme suit, savoir :

Un certain morceau de terre situé dans le dit  
 township de Stanbridge, dans le dit district, formant  
 parties des lots numéros vingt-quatre (24) et vingt-  
 cinq (25), dans le premier rang des lots dans le dit  
 township ; commençant au coin sud-ouest du dit lot  
 numéro vingt-quatre (24) ; de là, allant à l'est le  
 long de la ligne est du dit dernier lot, une distance  
 de deux arpents, mesure française ; de là, allant  
 vers le nord parallèle à la ligne ouest du dit lot,  
 gardant la dite distance de deux arpents à la ligne  
 nord du quart sud-ouest du dit lot numéro vingt-  
 cinq ; de là, allant à l'ouest le long de la ligne nord  
 du dit quart sud-ouest du dit lot numéro vingt-cinq  
 à la ligne ouest d'icelui, une distance de deux  
 arpents, mesure française ; de là, allant vers le sud  
 le long de la dite ligne en dernier lieu mentionnée  
 au coin sud-ouest du dit lot numéro vingt-quatre ;  
 et de là, continuant la dite direction le long de la  
 ligne ouest du dit lot numéro vingt-quatre au lieu du  
 commencement, contenant environ trente arpents,  
 plus ou moins—avec le droit de passage ou chemin  
 pour voitures ou autrement sur le côté nord du côté  
 sud du dit lot numéro vingt-quatre, à partir du coin  
 sud-est du dit morceau de terre ci-dessus décrit  
 jusqu'à une certaine maison d'école érigée sur le dit

Province of Quebec, }  
 District of Bedford. } *Superior Court.*  
 No. 5873.

Sweetsburg, the fifteenth day of October, 1896.  
 PRESENT : The Honorable Mr. Justice LYNCH,  
 J. S. C.

Alexandre Martin, Plaintiff ;

vs.

Edouard Choquette, of the town of Farnham, in  
 said district of Bedford, Defendant ;

and

Divers, Opposants.

Seeing the motion of said plaintiff and the alleged  
 insolvency of the defendant, it is ordered that the  
 creditors of said defendant be called in by two  
 publications in the french and english languages, in  
 the *Quebec Official Gazette*, and that the said credi-  
 tors do file their claims herein within fifteen days  
 from the date of the first insertion of the present  
 order in said *Quebec Official Gazette*.

LEONARD & NOYES,

4148

P. S. C.

### Licitations

Province of Quebec, }  
 District of Bedford. } *Superior Court.*  
 No. 5415.

### LICITATION.

Public notice is hereby given that under and by  
 virtue of a judgment of the superior court for the  
 province of Quebec, sitting at the village of Sweet-  
 sburg, in the district of Bedford, on the sixteenth  
 day of October, one thousand eight hundred and  
 ninety-six, in a cause under the number 5415, in  
 which Philomène Daudelin, of the parish of Saint  
 Ignace de Stanbridge, district of Bedford, widow of  
 John Polander, in his lifetime of the same place,  
 laborer, is Plaintiff, and Abraham Daudelin, Xavier  
 Daudelin, François Daudelin and Toussaint Daudelin,  
 all four of the said parish of Saint Ignace de  
 Stanbridge ; Marie Daudelin, wife of Peter Brault,  
 both of New Bedford, in the State of Massachusetts,  
 one of the United States of America ; and the said  
 Peter Brault, for the purpose of authorizing his said  
 wife ; and Salomé Daudelin, wife of Jeremiah  
 Polander, of the said parish of Saint Ignace de Stan-  
 bridge, wheelwright, and the said Jeremiah Polander,  
 for the purpose of authorizing his said wife,  
 are Defendants, ordering the sale by way of licita-  
 tion of a certain immoveable property described as  
 follows, to wit :

A certain tract or parcel of land situated in the  
 said township of Stanbridge, in said district, form-  
 ing parts of lots numbers twenty-four (24) and  
 twenty-five (25), in the first range of lots in the said  
 township ; beginning at the south west corner of  
 the said lot number twenty-four (24), thence running  
 east, along the east line of the said last mentioned  
 lot the distance of two arpents, french measure ;  
 thence running towards the north, parallel with the  
 west line of the said lot, keeping the said distance  
 of two arpents to the north line of the south west  
 quarter of said lot number twenty-five ; thence  
 running west along the north line of the said south  
 west quarter of the said lot number twenty-five to  
 the west line thereof the distance of two arpents,  
 french measure ; thence running towards the south  
 along the said last mentioned line to the south west  
 corner of the said lot number twenty-four ; and  
 thence continuing the said course along the west  
 line of the said lot number twenty-four to the place  
 of beginning, containing about thirty arpents, be  
 the same, more or less—with the right of way or  
 road for wagons or otherwise on the north side of  
 the south side of the said lot number twenty-four,  
 from the south east corner of the said tract of land

lot numéro vingt-quatre, pour le dit David Daudelin, ses heirs et ayants cause, et lesquels dits morceaux de terre sont maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Stanbridge, comme étant les lots numéros 3088 et 3096.

L'immeuble ci-dessus décrit sera mis en vente et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le ONZIEME jour de JANVIER prochain (1897), à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, au palais de justice, à Sweetsburg susdit, où siège la cour, et séance tenante; sujette, la dite vente, aux charges, clauses et conditions mentionnées au cahier des charges, déposé au bureau du protonotaire de la dite cour; et toutes oppositions afin de charge, afin de distraire ou afin d'annuler, qui peuvent être faites à la dite licitation doivent être produites au bureau du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et les oppositions afin de conserver doivent être produites dans les six jours qui suivent l'adjudication; et toutes personnes faisant défaut de produire leurs oppositions dans les délais ci-dessus mentionnés, seront forcloses de le faire.

LEONARD & NOYES,  
Protonotaire C. S.

BAKER & GIROUX,  
Avocats du demandeur.  
Sweetsburg, 26 octobre 1896. 4253  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2572.

#### LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-septième jour de juin, en l'année de Notre-Seigneur dix-huit cent quatre-vingt-seize, dans une certaine cause portant le numéro 2572, des records de la dite cour, où Henry Vincent Meredith, gérant, de Montréal susdit, est Demandeur, et Walter Drake, en sa qualité de curateur dûment nommé à la substitution créée en vertu du testament de feu John Edward Evans, en son vivant de Montréal, Fred. W. Evans, William Evans et Robert Evans, tous des cité et district de Montréal; et Elizabeth Deborah Wilcocks et James Madgewick Wilcocks, son mari, du canton de Melbourne, dans le district de Saint-François, en leur qualité de tuteurs dûment nommés aux enfants mineurs de feu Henry S. Evans, en son vivant de Montréal susdit, sont Défendeurs; ordonnant la licitation de l'immeuble décrit et désigné comme suit:

Ce lot ou terre de forme irrégulière situé à la Côte Saint-Paul, dans la paroisse de Montréal, dans le district de Montréal, étant le lot numéro trois mille six cent sept, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant d'après le dit livre de renvoi officiels et aussi d'après le plan fait par Joseph Rielle, arpenteur juré, et portant la date du vingt-cinquième jour d'avril dix-huit cent soixante, cent vingt-quatre arpents en superficie, mesure française, moins cependant une lisière de terre contenant cent dix-huit mille cent quatre-vingt-quatorze pieds, mesure anglaise, déduction faite des parties d'icelle occupées par le chemin public courant le long du Canal Lachine, laquelle lisière d'environ trois arpents et quatre perches et demie en superficie, mesure française, a été détachée du dit lot officiel numéro trois mille six cent sept le long du Canal Lachine ou du chemin courant le long du dit canal vendue comme susdit par le dit William Evans à la Reine pour l'usage et bénéfice du Bureau des Travaux du gouvernement de la Puissance du Canada, par acte de vente passé

above described to a certain school house erected on said lot number twenty-four, for the said David Daudelin, his heirs and assigns, and which parcels of land are now known and distinguished on the official plan and book of reference of said township of Stanbridge, as numbers 3088 and 3096.

The property above described will be put up to auction and adjudicated to the last and highest bidder, on the ELEVENTH day of JANUARY next (1897), at the hour of HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting, the said superior court, in the court room of the court house, at the village of Sweetsburg aforesaid; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, *cahier des charges*, deposited in the office of the prothonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,  
Prothonotary S. C.

BAKER & GIROUX,  
Attorneys for plaintiff.  
Sweetsburg, 26th October, 1896. 4254  
[First published, 31st October, 1896.]

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2572.

#### LICITATION.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at the city of Montreal, in the district of Montreal, on the twenty-seventh day of June, in the year of Our Lord eighteen hundred and ninety-six, in a certain cause bearing the number 2572, of the records of said court, wherein Henry Vincent Meredith, manager, of Montreal aforesaid, is Plaintiff, and Walter Drake, in his quality of curator duly appointed to the substitution created under the last will and testament of the late John Edward Evans, in his lifetime of Montreal, Fred. W. Evans, William Evans and Robert Evans, all of the city and district of Montreal; and Elizabeth Deborah Wilcocks and James Madgewick Wilcocks, her husband, of the township of Melbourne, in the district of Saint Francis, in their quality of tutors duly appointed to the minor children of the late Henry S. Evans, in his lifetime of Montreal aforesaid, are Defendants; ordering a licitation of the immovable property described and designated as follows:

That certain lot or farm of an irregular figure situate at Côte Saint Paul, in the parish of Montreal, in the district of Montreal, being lot number three thousand six hundred and seven, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing by the said official book of reference as well as by the plan made by Joseph Rielle, sworn land surveyor, and bearing date the twenty-fifth day of April, eighteen hundred and sixty, one hundred and twenty-four arpents in superficies, french measure, less however a strip of land containing the quantity of one hundred and eighteen thousand one hundred and ninety-four feet, english measure, after deducting the portions thereof occupied by the public road running along the Lachine canal, which strip being about three arpents and four and one half perches in superficies, french measure, has been detached from the said official lot number three thousand six hundred and seven along the Lachine canal or the road running along the said canal and sold as aforesaid by the said William Evans to the Queen for the use and benefit of the Board of Works of the

devant O. J. Devlin, notaire public, à Montréal susdit, le dix-septième jour de juin mil huit cent soixante et dix-huit.

Le dit lot de terre borné en front au nord par le canal Lachine ou par le chemin courant le long du côté sud du dit canal, en arrière au sud partie par le lot officiel numéro trois mille six cent huit, appartenant à Maximin et André Latour, partie par le lot officiel numéro trois mille six cent neuf, appartenant à Maximin Prudhomme, et partie par le lot officiel numéro trois mille six cent trois, appartenant à Théophile Prudhomme et autres, d'un côté à l'est par le lot officiel numéro trois mille six cent quatorze, appartenant à Alexander Aubertin, et de l'autre côté à l'ouest par la ligne de division qui sépare la dite paroisse de Montréal de la paroisse de Lachine. Les lots de terre joignant la dite terre sur ce côté étant en la possession des héritiers et représentants de feu William Dow, et des héritiers et représentants de feu Jérôme Latour—avec une maison en pierre et en brique à deux étages et demi de hauteur, grange, étable et autres bâties sus-érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, dix-huit cent quatre-vingt-seize, à ONZE heures de l'avant-midi, devant la dite cour supérieure, cour tenante, dans le palais de justice de la dite cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent elles seront forcloses du droit de le faire.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,

Procureurs du demandeur.

Montréal, 25 septembre 1896. 3825-2  
[Première publication, 17 octobre 1896.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir: } JOSEPH ENA GIROUARD, No. 695. } ROUARD, écuyer, Demandeur; contre EDOUARD PREVOST, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

La moitié nord-ouest de la moitié nord-est du lot de terre numéro douze, du deuxième rang du canton de Grantham, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâties

Government of the Dominion of Canada, by deed of sale executed before O. J. Devlin, notary public, at Montreal aforesaid, on the seventeenth day of June, eighteen hundred and seventy-eight.

Bounded, the said lot or farm, in front to the north by the Lachine canal or the road running along the south side of the said canal, in rear to the south partly by official lot number three thousand six hundred and eight, belonging to Maximin and André Latour, partly by official lot number three thousand six hundred and nine, belonging to Maximin Prudhomme, and partly by official lot number three thousand six hundred and three, belonging to Théophile Prudhomme and others, on one side to the east by the official lot number three thousand six hundred and fourteen, belonging to Alexander Aubertin, and on the other side to the west by the line of division separating the said parish of Montreal from the parish of Lachine. The lots of land adjoining the said farm on that side being owned by the heirs and representatives of the late William Dow, and by the heirs and representatives of the late Jérôme Latour—with a stone and brick house of two stories and one half in height, with a barn, stable and other buildings erected thereon.

The above immovable will be put up at auction and adjudicated to the last and highest bidder, on the TWENTY-EIGHTH day of DÉCEMBER next, eighteen hundred and ninety-six, at ELEVEN of the clock in the forenoon, before the said superior court, sitting in the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges *cahier des charges* deposited in the office of the prothonotary of said court; and any opposition to secure charges or to withdraw or annul to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication, and if the parties fail to file the opposition within the delays hereby stated they will be foreclosed from so doing.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th September, 1896. 3826  
[First published, 17th October, 1896.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Drummond.

Arthabaska, to wit: } JOSEPH ENA GIROUARD, No. 695. } esquire, Plaintiff; against EDOUARD PREVOST, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

The north west half of the north east half of the lot of land number twelve, in the second range of the township of Grantham, containing fifty acres of land in superficies, more or less—with the buildings

dessus construites, connu et désigné comme le numéro cent dix-sept (No. 117), des plan et livre de renvoi officiels du comté de Drummond, pour le dit canton de Grantham.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain (1897), à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de janvier prochain (1897).

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 28 octobre 1896. 4299  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } LA BANQUE JACQUES-  
No. 84-95. } L. CARTIER, Demande-  
resse ; contre DAME MARIE PHILOMENE  
CANAC dite MARQUIS ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Dame M. P. Canac dite Marquis.

1° Un emplacement situé dans le village de Plessisville de Somerset, au nord-est de la rue Saint-Jules, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit village de Plessisville, sous les numéros cent soixante et quatorze et cent soixante et quinze (Nos. 174 et 175), contenant environ quarante-trois mille dix pieds en superficie—avec tannerie, ses accessoires et autres bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement situé dans le village de Plessisville de Somerset, au sud-ouest de la rue Saint-Jules, faisant partie du lot numéro cent soixante et dix-sept (No. 177), du cadastre du dit village de Plessisville de Somerset ; borné en front à la rue Saint-Jules, et des autres côtés au terrain de Edouard Mercur—avec hangar dessus construit.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le NEUVIÈME jour de décembre prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le douzième jour de décembre prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 1er octobre 1896. 3869-2  
[Première publication, 3 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } LA BANQUE JACQUES-  
No. 84-95. } L. CARTIER, Demande-  
resse ; contre DAME MARIE PHILOMENE  
CANAC dite MARQUIS ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant au défendeur A. Laurendeau :

1° Un emplacement situé au coin des rues Saint-Calixte et Deguise, dans le village de Plessisville, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit village de Plessisville, sous le numéro quatre-vingt-quinze (95), et partie de quatre-vingt-trois (93) ; borné au nord-ouest à F. Deguise, au nord, au nord-est et à l'est au Dr. Bergeron, au sud-est et au sud à la rue Saint-Calixte, et à l'ouest à la rue Deguise.

2° Une terre située dans le septième rang de la paroisse de Saint-Calixte de Somerset, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Somerset-Sud, sous le numéro cent cinquante-six (156).

3° Une terre située dans le huitième rang de la paroisse de Saint-Calixte de Somerset, de soixante arpents en superficie environ, étant le numéro deux cent vingt-huit (228), aux plan et livre de renvoi officiels de Somerset-Sud.

4° Une terre située dans le troisième rang du canton de Stanfold, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins, étant le numéro un A et un B (1A et 1B), aux plan et livre de renvoi officiels du troisième rang du dit canton de Stanfold.

Pour être vendus, les immeubles en premier,

thereon erected, known and distinguished as number one hundred and seventeen (No. 117), on the official plan and book of reference of the county of Drummond, for the said township of Grantham.

To be sold at the parochial church door of Saint Frédéric of Drummondville, on the FOURTH day of JANUARY next (1897), at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the fifteenth day of January next (1897).

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 28th October, 1896. 4300  
[First published, 31st October, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } THE BANQUE JAC-  
No. 84-95. } L. CARTIER, Plaintiff ;  
against DAME MARIE PHILOMENE  
CANAC dite MARQUIS ET AL., Defendants ;

As belonging to Dame M. P. Canac dite Marquis.

1° An emplacement situate in the village of Plessisville of Somerset, on the south west side of Saint Jules street, known on the official plan and book of reference of the cadastre for the said village of Plessisville of Somerset, under numbers one hundred and seventy-four and one hundred and seventy-five (Nos. 174 and 175), containing about forty-three thousand and ten feet in superficies—with a tannery, its accessories and other buildings thereon erected.

2° An emplacement situate in the village of Plessisville of Somerset, on the south west side of Saint Jules street, forming part of the lot number one hundred and seventy-seven (No. 177), of the cadastre for the said village of Plessisville of Somerset ; bounded in front by the Saint Jules street, and on the other sides by the land of Edouard Mercur—with a shed thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte de Somerset, on the NINTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable on the twelfth day of December next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 1st October, 1896. 3870.  
[First published, 3rd October, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } THE BANQUE JACQUES  
No. 84-95. } L. CARTIER, Plaintiff ;  
against DAME MARIE PHILOMENE CANAC  
dite MARQUIS ET AL., Defendants.

As belonging to the defendant A. Laurendeau :

1° An emplacement situate on the corner of Saint Calixte and Deguise streets, in the village of Plessisville, known on the official plan and book of reference for the said village of Plessisville, under number ninety-five (95), and part of number ninety-three (93) ; bounded north westerly to F. Deguise, northerly, north easterly and easterly to Dr Bergeron, south easterly and southerly to the Saint Calixte street, and westerly to the Deguise street.

2° A land situate in the seventh range of the parish of Saint Calixte of Somerset, known on the official plan and book of reference of the cadastre for South Somerset, under number one hundred and fifty-six (156).

3° A land situate in the eighth range of the parish of Saint Calixte of Somerset, of sixty arpents about in superficies, being the number two hundred and twenty-eight (228), on the official plan and book of reference for South Somerset.

4° A land situate in the third range of the township of Stanfold, containing two hundred acres of land n superficies, more or less, being the number one A and one B (1A, 1B), on the official plan and book of reference for the third range of the township of Stanfold.

To be sold, the immoveables firstly, secondly and

deuxième et troisième lieux décrits, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi; et l'immeuble en quatrième lieu décrit, au bureau d'enregistrement du comté d'Arthabaska, à Arthabaskaville, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le douzième jour de décembre prochain.

P. L. O. MILOT.

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 1er octobre 1896. 3871-2  
[Première publication, 3 octobre 1896.]

#### MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } SINAI ROUSSEAU, de  
No. 118. } Thetford Mines, com-  
merçant, Failli, et AUGUSTE QUESNEL, Cura-  
teur.

Vente d'immeuble en conformité à l'article 772 du code de procédure civile :

Une maison à deux étages érigée sur un emplacement faisant partie du lot de terre numéro vingt-sept, du cinquième rang de Thetford, comté de Mégantic, contenant environ soixante pieds de front et cent pieds de profondeur, plus ou moins; borné au sud-ouest à Xavier Turcotte, et au nord-est à Antoine Lemieux ou représentant, en front par le chemin du sixième rang, en arrière par le terrain de la compagnie Ward.

Pour être vendue à Inverness, comté de Mégantic, au bureau d'enregistrement, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HEMMING & TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 1er octobre 1896. 3863-2  
[Première publication, 3 octobre 1896.]

#### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } ANSELME DROUIN, De-  
No. 2540. } mandeur; contre JOSEPH  
DROUIN, Défendeur, savoir:

1° Le lot numéro quarante-cinq (45), aux plan et livre officiels du cadastre du canton de Ware, en le premier rang du dit canton de Ware, contenant quatre acres, plus ou moins, en superficie—circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatorze (594), aux plan et livre officiels du cadastre pour le canton de Cranbourne, en le deuxième rang du dit canton de Cranbourne, contenant soixante-deux acres en superficie, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, le

thirdly described, at the parochial church door of Saint Calixte de Somerset, on the NINTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon; and the immoveable fourthly described, at the registry office for the county of Arthabaska, at Arthabaskaville, on the TENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the twelfth day of December next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 1st October, 1896 3872  
[First published, 3rd October, 1896.]

#### CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } SINAI ROUSSEAU, of  
No. 118. } Thetford Mines, trader,  
Insolvent, and AUGUSTE QUESNEL, Curator.

Sale of immoveable in conformity to article 772 of code of civil procedure :

A two stories house erected on a piece of land forming part of lot number twenty-seven, of the fifth range of Thetford, county of Mégantic, containing about sixty feet in front by one hundred feet in depth, more or less; bounded south westerly by Xavier Turcotte, and north easterly by Antoine Lemieux or representative, in front by the sixth range road, in the rear by the land of the Ward company.

To be sold at Inverness, county of Mégantic, at the registry office, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

HEMMING & TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 1st October, 1896. 3864  
[First published, 3rd October, 1896.]

#### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the unde mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit: } ANSELME DROUIN, Plain-  
No. 2540. } tiff; against JOSEPH  
DROUIN, Defendant, to wit:

1° Lot number forty-five (45), of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Ware, in the first range of the said township of Ware, containing four acres of land, more or less, in area—circumstances and dependencies.

2° Lot number five hundred and ninety-four (594), of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Cranbourne, in the tenth range of the said township of Cranbourne, containing sixty-two acres of land, more or less, in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Germaine du Lac Etchemin, on the EIGHTH

HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de janvier prochain.

E. T. CHASSÉ,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 28 octobre 1896. 4295  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **PETER PATERSON HALL**,  
No. 1616. } de la paroisse de Beauport,  
en le district de Québec, résidant actuellement en  
la cité de Québec, George Benson Hall, de la ville  
de Trois-Rivières, et William Charles John Hall, de  
la banlieue de la cité de Québec, tous trois marchands,  
et en leur qualité d'exécuteurs testamentaires  
de feu Dame Mary Patterson, en son vivant de  
la dite paroisse de Beauport, veuve de feu George  
Benson Hall, en son vivant aussi de la dite paroisse  
de Beauport, marchand. Demandeurs *ès qualité* ;  
contre **JOSEPH RICHARD ET SOPHRONIE  
BLANCHETTE**, son épouse, tous deux du canton  
de Dorset, en le comté et district de Beauce, Défendeurs,  
savoir :

Le lot du cadastre numéro vingt-huit (28), du dixième rang du canton de Dorset, comté de Beauce—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste de Forsyth, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de février prochain.

E. T. CHASSÉ,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 28 octobre 1896. 4297  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

**MANDAT DU CURATEUR.**

*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **IN RE ALPHONSE TASCHE-**  
No. 2552. } **CHEREAU**, Insolvable, et  
**NAZAIRE LAMBERT**, Curateur.

Vente d'immeubles en conformité à l'article 772 du code de procédure civile :

1° Un emplacement situé sur l'île Mainville, en la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, de un arpent et trois quarts en superficie ; borné au nord-est au "Petit Bras," au nord-ouest au chemin, et des autres côtés à Thomas Doyon, faisant partie du lot numéro quatre cent cinquante-cinq (455), aux plan et livre officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Joseph de la Beauce—avec moulin et autres dépendances, machineries, outils et appareils dessus construits ; sujet aux servitudes mentionnées en un acte de bail à rente de Thomas Doyon à Alphonse Taschereau, devant Valère Gosselin, N. P., le treize décembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et sujet aussi à une rente annuelle de dix-sept piastres et cinquante centins.

2° Une terre située en la dite paroisse de Saint-Joseph, en la concession l'Assomption, en la seigneurie Saint-Joseph nord-est, de la contenance de six arpents et six perches de front sur environ trente-huit arpents de profondeur, y compris les abouts au-devant d'icelle, les dits terre et abouts connus sous les numéros quatre cent trente-trois, neuf cent vingt-deux et neuf cent vingt-trois (433, 922 et 923), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Joseph de la Beauce ; sauf et à distraire du numéro neuf cent vingt-deux (922), du dit cadastre, la sucrerie vendue à Prosper Poulin, tel et ainsi qu'il y a droit en vertu de son titre.

3° Une terre située en la dite paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, en la dite concession l'Assomption, de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, étant le numéro neuf cent vingt-un (921), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Joseph de la Beauce—circonstances et dépendances.

day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-seventh day of January also next.

E. T. CHASSE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 28th October, 1896. 4296  
[First published, 31st October, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **PETER PATERSON HALL**,  
No. 1616. } of the parish of Beauport, in  
the district of Quebec, actually residing in the city  
of Quebec, George Benson Hall, of the town of  
Three Rivers, and William Charles John Hall, of the  
Banlieu of the city of Quebec, all three merchants,  
and in their quality of testamentary executors of  
the late Dame Mary Patterson, in her lifetime of  
the said parish of Beauport, widow of the late  
George Benson Hall, in his lifetime also of the said  
parish of Beauport, merchant, Plaintiffs *ès qualité* ;  
against **JOSEPH RICHARD AND SOPHRONIE  
BLANCHETTE**, his wife, both of the township of  
Dorset, in the county and district of Beauce, De-  
fendants, to wit :

Cadastral lot number twenty-eight (28), of the tenth range of the township of Dorset, county of Beauce—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Evariste de Forsyth, the FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the sixth day of February next.

E. T. CHASSÉ,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 28th October, 1896. 4298  
[First published, 31st October, 1896.]

**CURATOR'S WARRANT.**

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **IN RE ALPHONSE TASCHE-**  
No. 2552. } **REAU**, Insolvent, and **NA-**  
**ZAIRE LAMBERT**, Curateur.

Sale of immovable property pursuant to article 772 of the code of civil procedure :

1° A building lot situate on Mainville island, in the parish of Saint Joseph de la Beauce, of one arpents and three quarters in area ; bounded on the north east by the "Petit Bras", on the north west by the road, and on the other sides by Thomas Doyon, forming part of lot number four hundred and fifty-five (455), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Joseph de la Beauce—with mill and other dependencies, machinery, tools and apparatus thereon ; subject to the servitudes mentioned in the deed of alienation for rent by Thomas Doyon to Alphonse Taschereau, before Valère Gosselin, N. P., on the thirteenth of December, one thousand eight hundred and ninety-four, and subject also to an annual rent of seventeen dollars and fifty cents.

2° A land situate in the said parish of Saint Joseph, in the concession l'Assomption in the seigniorie of Saint Joseph north east, containing six arpents and six perches in front by about thirty-eight arpents in depth, including therein the broken lots (*abouts*) in front thereof, said land and broken lots known as numbers four hundred and thirty-three, nine hundred and twenty-two and nine hundred and twenty-three (433, 922 and 923), of the official cadastre of the said parish of Saint Joseph de la Beauce ; saving and reserving from number nine hundred and twenty-two (922), of the said cadastre, the sugary sold to Prosper Poulin, such as he is entitled thereto, under his title deeds.

3° A land situate in the said parish of Saint Joseph de la Beauce, in the said concession l'Assomption, of three arpents in front by thirty arpents in depth, being number nine hundred and twenty-one (921), of the official cadastre of the said parish of Saint Joseph de la Beauce—circumstances and dependencies.

4° Une terre située en la dite paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, concession l'Assomption, d'un arpent de front sur trente arpents de profondeur—avec de plus les abouts en devanture de la dite terre à aller à la profondeur de la terre de Joseph Doyon, fils de Prisque, située au premier rang ; lesquels arpent et abouts sont bornés en front par la profondeur de la terre du dit Joseph Doyon, fils de Prisque, en arrière par les terres de la concession Sainte-Marie, au nord-ouest par la terre de George Poulin, et au sud-est par celle ci-après désignée ; laquelle terre est non cadastrée.

5° Une autre terre située en la paroisse de Saint-François de la Beauce, concession Saint-Charles, de deux arpents, plus ou moins, de front, sur vingt-six arpents de profondeur, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-François de la Beauce, sous les numéros deux cent quatre-vingt-treize, deux cent quatre-vingt-quatorze, quatre cent cinquante-quatre et quatre cent cinquante-quatre A (293, 294, 454 et 454 A).

6° Une autre terre située en le même lieu, concession Saint-Charles, de quatre arpents et demi de front sur une profondeur moyenne de treize arpents, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-François de la Beauce, sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (297).

7° Les lots numéros deux cent quatre-vingt-quinze, deux cent quatre-vingt-seize, quatre cent cinquante-cinq et quatre cent cinquante-six (295, 296, 455 et 456), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-François de la Beauce—circonstances et dépendances.

8° Deux petits lots situés en le village de Saint-Joseph de la Beauce, et formant au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, les numéros cinq cent quatre-vingt-treize et cinq cent quatre-vingt-quinze (593 et 595). Les lots du cadastre numéros quatre cent trente-trois, neuf cent vingt-deux, neuf cent vingt-trois, neuf cent vingt-un (433, 922, 923, 921), et le numéro non cadastré, étant sujets à une rente constituée annuelle payable à la succession de Jean Thomas Taschereau, et les lots du cadastre numéros deux cent quatre-vingt-treize, deux cent quatre-vingt-quatorze, quatre cent cinquante-quatre, quatre cent cinquante-quatre A, deux cent quatre-vingt-dix-sept, deux cent quatre-vingt-quinze, deux cent quatre-vingt-seize, quatre cent cinquante-cinq et quatre cent cinquante-six (293, 294, 454, 454 A, 297, 295, 296, 455 et 456), étant sujets à une rente constituée annuelle et tous les droits de mines, réserves et servitudes en faveur de la succession de Léry, tel qu'établi par titre, et les lots du cadastre numéros cinq cent quatre-vingt-treize et cinq cent quatre-vingt-quinze (593 et 595) sujets à une rente constituée annuelle payable à Vital Cliche.

Pour être vendus, les lots du village de Saint-Joseph, au bureau du shérif, au palais de justice, en le village de Saint-Joseph de la Beauce, le QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Les lots de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, le MEME JOUR, à ONZE heures de l'avant-midi. Les lots situés en la paroisse de Saint-François de la Beauce, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi.

E. T. CHASSÉ,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 25 septembre 1896.  
[Première publication, 3 octobre 1896.] 3797-2

4° A land situate in the said parish of Saint Joseph de la Beauce, concession L Assomption, of one arpent in front by thirty arpents in depth—with, moreover, the broken lots (*abouts*) in front of the said land, going to the rear of the land of Joseph Doyon, son of Prisque, situate in the first range ; which land and broken lots are bounded in front by the depth of the land of the said Joseph Doyon, son of Prisque, in rear by the lands of the concession Sainte Marie, on the north west by the land of George Poulin, and on the south east by the one hereafter described ; which land is not cadastred.

5° Another land situate in the parish of Saint François de la Beauce, concession Saint Charles, of two arpents, more or less, in front, by twenty-six arpents in depth, now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint François de la Beauce, as numbers two hundred and ninety-three, two hundred and ninety four, four hundred and fifty-four and four hundred and fifty-four A (293, 294, 454 and 454 A).

6° Another land situate at the same place, concession Saint Charles, of four arpents and a half in front by an average depth of thirteen arpents, now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint François de la Beauce, as number two hundred and ninety-seven (297).

7° Lots numbers two hundred and ninety-five, two hundred and ninety-six, four hundred and fifty-five and four hundred and fifty-six (295, 296, 455 and 456), of the official cadastre of the said parish of Saint François de la Beauce—circumstances and dependencies.

8° Two small lots situate in the village of Saint Joseph de la Beauce, and forming on the official cadastre of the said parish of Saint Joseph de la Beauce, numbers five hundred and ninety-three and five hundred and ninety-five (593 and 595). Cadastral lots four hundred and thirty-three, nine hundred and twenty-two, nine hundred and twenty-three and nine hundred and twenty-one (433, 922, 923, 921) and the lot not cadastred, being subject to an annual constituted rent payable to the estate of the late Jean Thomas Taschereau, and cadastral lots two hundred and ninety-three, two hundred and ninety-four, four hundred and fifty-four, four hundred and fifty-four A, two hundred and ninety-seven, two hundred and ninety-five, two hundred and ninety-six, four hundred and fifty-five and four hundred and fifty-six (293, 294, 454, 454 A, 297, 295, 296, 455 and 456), being subject to a constituted annual rent, and all the mining rights, reservations and servitudes in favor of the de Léry estate, such as created by deed, and the cadastral lots numbers five hundred and ninety-three and five hundred and ninety-five (593 and 595), subject to an annual constituted rent payable to Vital Cliche.

To be sold, the lots in the village of Saint Joseph, at the sherrif's office, in the court house, in the village of Saint Joseph de la Beauce, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon ; the lots of the parish of Saint Joseph de la Beauce, at the church door of the parish of Joseph de la Beauce, on the SAME DAY, at ELEVEN of the clock in the forenoon ; and the lots situate in the parish of Saint François de la Beauce, at the church door of the parish of Saint François de la Beauce, on the SAME DAY, at THREE of the clock in the afternoon.

E. T. CHASSÉ,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 25th September, 1896.  
[First published, 3rd October, 1896.] 3798

## Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## VENDITIONI EXPONAS.

Province de Québec, } ANTOINE LEFEB-  
District de Beauharnois. } VRE, Demandeur ;  
No. 172. } vs. JOSEPH DELISLE,  
Défendeur.

2° La juste moitié nord-est du lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, sous le numéro cent quatre-vingt-trois (183) ; la dite moitié nord-est consistant en quarante-huit pieds et un quart de front sur cent quatre-vingt-dix pieds de profondeur, superficie : huit mille deux cent quatre-vingt-trois pieds français ; borné comme suit : en front par la rue Anna, du côté sud-ouest par l'autre moitié du dit lot No. 183, du côté nord-est et en arrière par les héritiers Lamontagne—avec les bâtisses sus-érigées.

3° Un lot de terre situé sur la rue Anna, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, sous le numéro deux cent (200), superficie : deux mille trois cent douze pieds anglais, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites ; avec le droit et privilège en faveur de l'acquéreur, ses héritiers et ayants cause, de prendre et puiser de l'eau dans le puits creusé sur l'emplacement portant le numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Beauharnois, et le droit de passer en tout temps sur le dit emplacement.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Beauharnois, dans le palais de justice, dans la ville de Beauharnois, LUNDI, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de novembre aussi prochain.

## PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 27 octobre 1896. 4293  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la

## Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## VENDITIONI EXPONAS.

Province of Quebec, } ANTOINE LEFEB-  
District of Beauharnois. } VRE, Plaintiff ; vs.  
No. 172. } JOSEPH DELISLE,  
Defendant.

2° The exact north east half of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, as number one hundred and eighty-three (183) ; this said north east half consisting of forty-eight feet and one quarter in front by one hundred and ninety feet in depth, area : eight thousand two hundred and eighty-three french feet ; bounded as follows : in front by Anna street, on the south west side by the other half of said lot No. 183, on the north east side and in rear by the heirs Lamontagne—with the buildings thereon erected.

3° A lot of land situate on Anna street, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Beauharnois, as number two hundred (200), area : two thousand three hundred and twelve english feet, more or less— together with the buildings thereon erected ; with the right and privilege in favor of the purchaser, his heirs and assigns, to take and draw water from the well dug on the lot bearing the number one hundred and ninety-eight (198), of the official plan and book of reference of the said town of Beauharnois, and the right to pass at all times over the said lot.

To be sold at the sheriff's office of the district of Beauharnois, in the court house, in the town of Beauharnois, on MONDAY, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty-third day November also next.

## PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Beauharnois, 27th October, 1896. 4294  
[First published, 31st October, 1896.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be

vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } **DAME BRIDGET Mc-**  
District de Bedford. } **DEVILLA, Demanderesse ;**  
No. 5910. } vs. les terres et tènements de  
**WILLIAM LANCASTER ET AL., Défendeurs.**

Ce morceau de terre étant le lot numéro vingt-six, dans le neuvième rang, arpentage primitif, du canton de Ely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, comme lots numéros huit cent quatorze (814) et huit cent quinze (815) — avec les améliorations faites.

Pour être vendu comme appartenant à William Lancaster, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, dans le village de Roxton Falls et district de Bedford, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1897, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de janvier prochain, 1897.

**CHAS. S. COTTON,**

Bureau du Shérif,	Shérif.
Sweetsburg, 19 octobre 1896.	4285
[Première publication, 31 octobre 1896.]	

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District de Bedford.*

Province de Québec, } **ELWIN J. ESTY ET RI-**  
District de Bedford. } **CHARD H. PEARDON,**  
No. 3631. } tous deux du village de  
Eastman, dans le district de Bedford, y faisant  
affaires comme tels en société sous les nom et raison  
de E. J. Esty & Co., Demandeurs ; contre les terres  
et tènements d'OLIVER BRACEY, W. A. RANDALL  
ET H. S. GREENE, tous trois du canton de Bolton  
(partie est), dans le district de Bedford,  
Défendeurs.

Lot numéro trois cent soixante et onze (371), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Potton, dans le comté de Brome et district de Bedford, étant le lot numéro vingt-huit, du quatrième rang, arpentage primitif, du dit canton de Potton—ensemble avec les améliorations faites et appartenances.

Pour être vendu comme appartenant à W. A. Randall, un des dits défendeurs, au bureau d'enregistrement du comté de Brome, dans le district de Bedford, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, 1897, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour de janvier prochain, 1897.

**CHAS. S. COTTON,**

Bureau du Shérif,	Shérif.
Sweetsburg, 24 octobre 1896.	4287
[Première publication, 31 octobre 1896.]	

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—Comté de Shefford.*

Province de Québec, } **JOSEPH LEOPOLD**  
District de Bedford. } **DOZOIS, notaire public,**  
No. 4086. } du village de Granby, dans le  
comté de Shefford et district de Bedford, Deman-  
deur ; contre les terres et tènements de JOSEPH  
GAGNIER, FILS, du canton de Roxton, dans les  
dits comté et district, et BAPTISTE LAMARCHE,  
de Wickham, dans le comté de Drummond, dans le  
district d'Arthabaska, Défendeurs.

Comme appartenant à Joseph Gagnier, fils :

Ce morceau de terre formant partie du lot numéro vingt-quatre, dans le sixième rang, arpentage primitif, du canton de Roxton, dans le comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Roxton, sous les numéros deux cent quatre-vingt-huit (288), et deux cent quatre-vingt-neuf (289)—avec toutes les améliorations faites et contenant cent acres de terre, plus ou moins.

filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } **DAME BRIDGET Mc-**  
District of Bedford. } **DEVILLA, Plaintiff ; vs.**  
No. 5910. } the lands and tenements of  
**WILLIAM LANCASTER ET AL., Defendants.**

That certain piece of land being lot number twenty-six, in the ninth range of the primitive survey of the township of Ely, in the county of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Ely, as lots numbers eight hundred and fourteen (814) and eight hundred and fifteen (815)—with improvements thereon.

To be sold as belonging to William Lancaster, at the parish church door of Saint Jean Baptiste de Roxton, in the village of Roxton Falls and district of Bedford, on the SEVENTH day of JANUARY next, 1897, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the fifteenth day of January next, 1897.

**CHAS. S. COTTON.**

Sheriff's Office,	Sheriff.
Sweetsburg, 19th October, 1896.	4286
[First published, 31st October, 1896.]	

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } **ELWIN J. ESTY AND RI-**  
District of Bedford. } **CHARD H. PEAR-**  
No. 3631. } **DON, both of the village of**  
Eastman, in the district of Bedford, doing business  
there as such in partnership under the style and  
firm of E. J. Esty & Co., Plaintiffs ; against the  
lands and tenements of OLIVER BRACEY, W.  
A. RANDALL AND H. S. GREENE, all three of  
the township of Bolton (east part), in the district  
of Bedford, Defendants.

Lot number three hundred and seventy-one (371), on the official plan and in the book of reference of the township of Potton, in the county of Brome and district of Bedford, being lot number twenty-eight, of the fourth range of the primitive survey of the said township of Potton—together with the improvements and appurtenances thereto belonging.

To be sold as belonging to W. A. Randall, one of the said defendants, at the registry office for the county of Brome, in the district of Bedford, on the NINTH day of JANUARY next, 1897, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the sixteenth day of January next, 1897.

**CHAS. S. COTTON,**

Sheriff's Office,	Sheriff.
Sweetsburg, 24th October, 1896.	4288
[First published, 31st October, 1896.]	

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—County of Shefford.*

Province of Québec, } **JOSEPH LEOPOLD**  
District of Bedford. } **DOZOIS, notary public,**  
No. 4086. } of the village of Granby,  
in the county of Shefford and district of Bedford,  
Plaintiff ; against the lands and tenements of  
JOSEPH GAGNIER, FILS, of the township of  
Roxton, in said county and district, and BAPTISTE  
LAMARCHE, of Wickham, in the county of Drum-  
mond, in the district of Arthabaska, Defendants.

As belonging to Joseph Gagnier, fils :

That certain piece of land forming part of lot number twenty-four, in the sixth range of the primitive survey of the township of Roxton, in the county of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Roxton, as numbers two hundred and eighty-eight (288) and two hundred and eighty-nine (289)—with all improvements thereon and containing one hundred acres of land, more or less.

## Comme appartenant à Baptiste Lamarche :

Ce morceau de terre formant partie du lot numéro vingt-trois, dans le sixième rang, arpentage primitif, du canton de Roxton, dans les dits comté et district, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Roxton, sous le numéro deux cent quatre-vingt-cinq (285)—avec les améliorations faites et contenant cinquante acres, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, dans le village de Roxton Falls and district de Bedford, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, 1897, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de janvier prochain, 1897.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 19 octobre 1896. 4289  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

## As belonging to Baptiste Lamarche :

That certain piece of land forming part of lot number twenty-three, in the sixth range of the primitive survey of the township of Roxton, in said county and district, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Roxton, as number two hundred and eighty-five (285)—with improvements thereon and containing fifty acres, more or less.

To be sold at the parish church door of Saint Jean Baptiste de Roxton, in the village of Roxton Falls and district of Bedford, on the SEVENTH day of JANUARY next, 1897, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the fifteenth day of January next, 1897.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sweetsburg, 19th October, 1896. 4290  
[First published, 31st October, 1896.]

## Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Canada, } **THE TRUST AND LOAN**  
Province de Québec, } **COMPANY OF CANA-**  
District d'Iberville. } **DA, Demanderesse ; contre**  
No. 1197. } **ARCADE DECELLES,**  
Défendeur, savoir :

Un lot de terrain situé au côté ouest de la rue Richelieu, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, de la contenance de soixante et douze pieds de front par cent quarante-quatre pieds de profondeur, en y comprenant une lisière de douze pieds de largeur sur toute la frontière du dit lot, expropriée pour l'élargissement de la dite rue, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cent treize (No. 113)—avec les bâtisses y érigées.

A distraire cependant une lisière de terrain de soixante et douze pieds de front par douze pieds de profondeur, étant la partie est du dit lot de terre.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour de décembre prochain.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 28 octobre 1896. 4301  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

## VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **ALFRED E. ROE ET AL.,**  
No. 683. } **Demanderes ; contre**  
**LOUIS ISAIE BRUN ET AL.,** Défendeurs ; et  
**DAME EMILY C. GODDARD,** es qualité Demanderesse par reprise d'instance

Comme appartenant aux défendeurs en cette cause :

## Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Canada, } **THE TRUST AND LOAN**  
Province of Quebec, } **COMPANY OF CA-**  
District of Iberville. } **NADA, Plaintiff ; against**  
No. 1197. } **ARCADE DECELLES, De-**  
fendant, to wit :

A lot of land situated on the western side of Richelieu street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, containing seventy-two feet in front by one hundred and forty-four feet in depth, by including a strip of twelve feet in width on the whole front of the said lot, expropriated for widening the said street, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number one hundred and thirteen (No. 113)—with the buildings thereon erected.

A *distraire* to be deducted however a strip of land of seventy-two feet in front by twelve feet in depth, being the eastern part of the said lot of land.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns aforesaid, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the second day of December next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Johns, 28th October, 1896. 4302  
[First published, 31st October, 1896.]

## VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **ALFRED E. ROE ET AL.,**  
No. 683. } **Plaintiffs ; against**  
**LOUIS ISAIE BRUN ET AL.,** Defendants ; and  
**DAME EMILY C. GODDARD,** es qualité Plaintiff par reprise d'instance.

As belonging to the defendants in this cause :

2° Deux lots contigus de terre situés sur la rue Henri, dans le village de Napierville, dans le district d'Iberville, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Napierville, sous les numéros deux cent soixante et dix-huit et deux cent soixante et dix-neuf (Nos. 278 et 279)—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le dit district, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de novembre prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 21 octobre 1896 4159-2  
[Première publication, 24 octobre 1896.]

2° Two contiguous lots of land situated on Henri street, in the village of Napierville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Napierville, under the numbers two hundred and seventy-eight and two hundred and seventy-nine (Nos. 278 and 279)—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien, in the said district, on the NINTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the seventeenth day of November next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 21st October, 1896. 4160  
[First published, 24th October, 1896.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir: } JOSEPH PIERRE GAGNON, écuyer, notaire, de Saint-Jérôme, comté du Lac Saint-Jean, et DAME MARIE JULIE DESJARDINS, du même lieu, *ès qualité*, Demandeurs; contre ARTHUR GAGNON, cultivateur, de la paroisse de Saint-Roch des Aulnais, Défendeur, c'est à savoir:

Un emplacement situé sur le premier rang de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, portant le numéro deux cent trois (No. 203), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Sainte-Anne—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, VENDREDI, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain (1896), à DIX heures avant-midi. Bref rapportable le treizième jour du même mois.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 2 septembre 1896. 3543-3  
[Première publication, 5 septembre 1896.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.*

Kamouraska, to wit: } JOSEPH PIERRE GAGNON, esquire, notary, of Saint Jérôme, county of Lake Saint John, and DAME MARIE JULIE DESJARDINS, of the same place, *ès qualité*, Plaintiffs; against ARTHUR GAGNON, farmer, of the parish of Saint Roch des Aulnais, Defendant, to wit:

A land situate in the first range of the parish of Sainte Anne de la Pocatière, being number two hundred and three (No. 203), on the official plan and book of reference of the county of Kamouraska, for the said parish of Sainte Anne—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de la Pocatière, on FRIDAY, the SIXTH day of NOVEMBER next (1896), at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirteenth day of the same month.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 2nd September, 1896. 3544  
[First published, 5th September, 1896.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his

être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### VENDITIONI EXPONAS.

*Cour de Circuit—Comté de Vaudreuil.*

Montréal, à savoir : } WILLIAM KIDD ROBINSON, cultivateur, du village de Como, dans le comté de Vaudreuil, Demandeur ; contre les terres et tenements de CHARLES CHEVRIER, cultivateur, de la paroisse de Saint-Lazare, dit comté de Vaudreuil, Défendeur.

1° Un lot de terre situé du côté est de la Côte Saint-Charles, dans la paroisse de Saint-Lazare, dans le district de Montréal ; borné en front par le chemin de la dite Côte Saint-Charles, connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-onze, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil—avec les bâtisses et dépendances dessus érigées.

2° Un autre lot de terre situé du dit côté est de la Côte Saint-Charles, dans la dite paroisse de Saint-Lazare, dit district de Montréal ; borné en front par le chemin de la dite Côte Saint-Charles, connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-six, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt et un de novembre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 octobre 1896. Shérif. 4175-2  
[Première publication, 24 octobre 1896.]

#### VENDITIONI EXPONAS.

*Cour de Circuit—Comté de Vaudreuil.*

Montréal, à savoir : } WILLIAM KIDD ROBINSON, cultivateur, du village de Como, dans le comté de Vaudreuil, Demandeur ; contre les terres et tenements de GATIEN SEGUIN, cultivateur, de la paroisse de Saint-Lazare, dit comté de Vaudreuil, Défendeur.

Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Lazare, dans le district de Montréal, dans la concession Saint-François, connue et désignée sous le numéro quatre-vingt-douze (No. 92), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil ; bornée vers l'est par la ligne limitative de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, vers l'ouest par le numéro six cent vingt-cinq (No. 625), vers le nord par le numéro quatre-vingt-onze (No. 91), vers le sud par le numéro quatre-vingt-treize (No. 93), tous des plan et livre de renvoi officiels susdits—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées ; à distraire de la dite terre le chemin public qui la traverse, à la charge en faveur des représentants de feu Antoine Chartier de Lotbinière Harwood, de toutes les réserves, charges et servitudes stipulées dans un acte de vente du 3 mai 1892, reçu devant Maître F. D. O. Turcotte, N. P., et consenti par Charles Chevrier au dit Gastien Seguin, le dit acte enregistré le 18 mars 1896, sous le numéro 26697, comme suit, savoir : 1° de toutes les mines, minières et minéraux de toutes espèces qui peuvent ou pourront se trouver sur la dite terre ; 2° de tous les pouvoirs d'eau, coulées, ravines et cours d'eau qui peuvent ou pourront se trouver sur icelles avec dix pieds de terre sur chaque côté ; 3° de la tourbe qui se trouve sur la dite terre, sans réserve ni exception ; 4° enfin du droit d'exploiter les dites mines, minières et minéraux et les tourbières (tourbe) qui peuvent ainsi se trouver et se trouveront sur la dite terre, de ce jour à perpétuité, et de communiquer sur icelles pour les fins ci-dessus, sans en indemniser l'acquéreur et possesseur de la dite terre.

office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### VENDITIONI EXPONAS.

*Circuit Court—County of Vaudreuil.*

Montreal, to wit : } WILLIAM KIDD ROBINSON, farmer, of the village of Como, in the county of Vaudreuil, Plaintiff ; against the lands and tenements of CHARLES CHEVRIER, farmer, of the parish of Saint Lazare, said county of Vaudreuil, Defendant.

1° A lot of land situate on the east side of the Côte Saint Charles, in the parish of Saint Lazare, in the district of Montreal ; bounded in front by the road of the said Côte Saint Charles, known and designated as number five hundred and ninety-one, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil—with the buildings and dependencies thereon erected.

2° Another lot of land situate on the said east side of the Côte Saint Charles, in the said parish of Saint Lazare, said district of Montreal ; bounded in front by the road of the Côte Saint Charles, known and designated as number five hundred and eighty-six, of the said official plan and book of reference of the parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lazare, on the TENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-first day of November next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 21st October, 1896. Sheriff. 4176  
[First published, 24th October, 1896.]

#### VENDITIONI EXPONAS.

*Circuit Court—County of Vaudreuil.*

Montreal, to wit : } WILLIAM KIDD ROBINSON, farmer, of the village of Como, in the county of Vaudreuil, Plaintiff ; against the lands and tenements of GATIEN SEGUIN, farmer, of the parish of Saint Lazare, said county of Vaudreuil, Defendant.

A land situate and being in the parish of Saint Lazare, in the district of Montreal, in the concession Saint François, known and designated as number ninety-two (No. 92), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil ; bounded on the east by the boundary line of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, to the west by number six hundred and twenty-five (No. 625), on the north by number ninety-one (No. 91), on the south by number ninety-three (No. 93), all of the official plan and book of reference aforesaid—with a house and outbuildings thereon erected ; reserving from the said land the public road which crosses it, and subject to the charges in favor to the representatives of the late Antoine Chartier de Lotbinière Harwood, of all the reservations, charges and servitudes stipulated in a deed of sale of the 3rd of May, 1892, passed before Maître F. D. O. Turcotte, N. P., and made by Charles Chevrier to the said Gastien Seguin, said deed being registered on the 18th of March, 1896, under number 26697, as follows, to wit : 1° of all the mines, minerals and ores of all kinds which are or may be found on the said land ; 2° of all the water powers, gulleys, ravines and water courses which are or may be found thereon, with ten feet of land on each side ; 3° of the peat which is found on the said land, without reservation or exception ; 4° lastly, of the right to work the said mines, minerals and ores and the peat-bogs which are or may be found on the said land from now and henceforth forever, and to communicate therein for the above mentioned purposes, without any indemnity to the purchaser and possessor of said land.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le DIXIEME jour de NOVEMBRE, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt et un de novembre prochain.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 21 octobre 1896. 4177-2  
[Première publication, 24 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOHN McD. HAINS**, de la No. 43. } cité de Montréal, comptable, curateur aux biens du failli **THOMAS S. VIPOND**, des cité et district de Montréal, marchand à commission, failli, dûment nommé et autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 722, du code civil, tel qu'amendé par 48 Victoria, chapitre 22, section 6, aux biens du dit failli, à savoir :

1° Un lot de terre connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, district de Montréal, sous le numéro trente-sept (37), de la subdivision du lot original numéro cinq cent quatre-vingt-treize (593); borné en front par la rue Torrance—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un autre lot de terre connu sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, district de Montréal, sous le numéro trente-huit (38), de la dite subdivision du lot original cinq cent quatre-vingt-treize (593); borné en front par la rue Torrance—avec les bâtisses sus-érigées.

3° Un autre lot de terre formant partie de ce certain lot connu et désigné sous le numéro dix-huit cent quarante-trois (1843), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la dite cité de Montréal, contenant cent quatre-vingts pieds, quatre pouces de largeur en front sur la rue Durocher, et cent treize pieds six pouces de largeur en arrière, sur cent trente-sept pieds neuf pouces de profondeur sur la ligne sud-ouest, et cent trente-sept pieds quatre pouces de profondeur du côté nord-ouest, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 2 septembre 1896. 3545-3  
[Première publication, 5 septembre 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **HORMISDAS LAPORTE**, No. 1125. } **JEAN BAPTISTE ALBERT MARTIN**, **JOSEPH OCTAVE BOUCHER**, tous trois des cité et district de Montréal, **LOUIS ADHEMAR DELORME**, de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, et **JOSEPH ETHIER**, de la dite cité de Montréal, tous cinq importateurs d'épicerie en gros, faisant affaires comme tels à Montréal susdit, sous les nom et raison de Laporte, Martin & Cie., Demandeurs; contre les terres et tènements d'**ANTOINE SERRÉ**, de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Un lopin de terre formé et composé de lots de terre connus et désignés sous les numéros quinze cent quatre-vingt-dix-sept et seize cent soixante et cinq (1597 et 1665), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de la contenance en superficie, savoir : le lot No. 1597, de quinze arpents, et le lot No. 1665, de seize arpents et quatre-vingt-quinze perches—sans bâtisses.

2° Un autre lopin de terre formé et composé de lots de terre connus et désignés sous les numéros seize cent soixante et dix et seize cent soixante et onze (1670 et 1671), des plan et livre de renvoi officiels susdits, de la contenance en superficie, savoir : le

To be sold at the church door of the parish of Saint Lazare, on the TENTH day of NOVEMBER, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable the twenty-first of November next.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montreal, 21st October, 1896. 4178  
[First published, 24th October, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOHN McD. HAINS**, of the No. 43. } city of Montreal, accountant, curator to the insolvent estate of **THOMAS S. VIPOND**, of the city and district of Montreal, commission merchant, insolvent, thereunto duly appointed and authorized under article 722 of the civil code, such as amended by the 48th Victoria, chapter 22, section 6, to the estate of said insolvent, to wit :

1° A lot of land known on the cadastral plan and book of reference for the Saint Antoine ward, for the city of Montreal, district of Montreal, under the number thirty-seven (37), of the subdivision of the original lot number five hundred and ninety-three (593); bounded in front by Torrance street—with the buildings thereon erected.

2° Another lot of land known on the cadastral plan and book of reference for the Saint Antoine ward, for the city of Montreal, district of Montreal, under the number thirty-eight (38), of the said subdivision of the original lot five hundred and ninety-three (593); bounded in front by Torrance street—with buildings thereon erected.

3° Another lot of land forming a portion of that certain lot known and designated by the number eighteen hundred and forty-three (1843), on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, containing one hundred and eighty feet, four inches in width in front on Durocher street, and one hundred and thirteen feet six inches in width in rear, by one hundred and thirty-seven feet nine inches in depth on the south west side line, and one hundred and thirty-seven feet four inches in depth on the north west side, english measure, more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montreal, 2nd September, 1896. 3546  
[First published, 5th September, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **HORMISDAS LAPORTE**, No. 1125. } **JEAN BAPTISTE ALBERT MARTIN**, **JOSEPH OCTAVE BOUCHER**, all three of the city and district of Montreal, **LOUIS ADHEMAR DELORME**, of the city of Saint-Henri, in the district of Montreal, and **JOSEPH ETHIER**, of the said city of Montreal, all five importers wholesale grocer, and doing business as such at Montreal aforesaid, under the style co-partnership of "Laporte, Martin & Co.," Plaintiffs; against the lands and tenements of **ANTOINE SERRÉ**, of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, in the district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land made up and composed of lots of land known and designated as numbers fifteen hundred and ninety-seven and sixteen hundred and sixty-five (1597 and 1665), of the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, containing in area, to wit : lot No. 1597, fifteen arpents, and lot No. 1665, sixteen arpents and ninety-five perches—without any buildings.

2° Another lot of land made up and composed of lots of land known and designated as number sixteen hundred and seventy and sixteen hundred and seventy-one (1670 and 1671), of the official plan and book of reference aforesaid, containing in area, to

lot No. 1670 de cinquante-cinq arpents et demi, et le lot No. 1671 de quatre-vingt-trois arpents et soixante perches—avec bâtisses érigées sur le dit lot officiel No. 1670.

A distraire néanmoins de ces deux lots de terre les parties qui en ont été vendues à la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada.

2° Un autre lopin de terre de forme irrégulière situé à Quinchien, dans le village de Dorion, et renfermé dans les limites qui suivent : tenant devant au chemin public, derrière au terrain des représentants Joseph Valois, joignant d'un côté la petite rivière Quinchien, et de l'autre le terrain de Simon Meloche—avec une maison et autres dépendances y érigées. Lequel lopin de terre est connu et désigné sous le numéro cent quarante-six (146), des plan et livre de renvoi officiels susdits.

A distraire de ce dit lopin de terre la partie qui en a été vendue par le défendeur à Henry Dunberry.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vaudreuil, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de décembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 30 septembre 1896. 3843-2  
[Première publication, 3 octobre 1896.]

FIERI FACIAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME ISABELLA CON-  
No. 6794. } NORS, fille majeure usant  
de ses droits, de Montréal, Demanderesse ; contre  
les terres et tenements de FRANÇOIS COURVAL,  
de Montréal, Défendeur.

L'usufruit et la jouissance d'un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, dans les dits cité et district de Montréal, sous le numéro neuf cent cinquante (950) ; borné en front par la rue Cadieux, étant de figure irrégulière, contenant mil cinq cent quatre-vingt-quatorze pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins ; borné au nord-ouest par les numéros neuf cent quarante-huit (948) et neuf cent cinquante et un (951), au nord-est par les numéros neuf cent cinquante et un (951) et neuf cent cinquante-deux (952), au sud-est par le numéro neuf cent cinquante-trois (953), et au sud-ouest par le numéro neuf cent quarante-neuf, ainsi que des bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de décembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 30 septembre 1896. 3839-2  
[Première publication, 3 octobre 1896.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } HENRY STANLEY  
No. 1396. } PHILLIPS, de la ville  
de Westmount, dans le district de Montréal, agent  
financier et commissaire, faisant affaires comme tel  
dans la cité de Montréal, dit district, sous les nom  
et raison de H. S. Phillips & Co., en société com-  
mandite, dans laquelle William Ellegood Phillips,  
de la dite cité de Montréal, gentilhomme, est un  
associé spécial, Demandeur ; contre les terres et  
tenements de J. CONSTANTINEAU, des cité et  
district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro cent dix, de la subdivision du lot originaire numéro huit—avec maison et autres bâtisses y érigées ; et borné en front par la rue Amherst.

wit : lot No. 1670, fifty-five arpents and a half, and lot No. 1671, eighty-three arpents and sixty perches—with buildings erected on said official lot No. 1670.

Reserving however from these two lots of land the parts thereof which have been sold to the Grand Trunk Railway Company of Canada.

3° Another lot of land of irregular outline, situate at Quinchien, in the village of Dorion, and enclosed within the following limits : bounded in front by the public road, in rear by the lot of the representatives Joseph Valois, on one side by the little Quinchien river, and on the other side by the lot of Simon Meloche—with a house and other dependencies thereon erected. Which lot of land is known and designated as number one hundred and forty-six (146), of the official plan and book of reference aforesaid.

Reserving from the said lot of land the part which has been sold by the defendant to Henry Dunberry.

To be sold at the church door of the parish of Vaudreuil, on the FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twentieth day of December next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 30th September, 1896. 3844  
[First published, 3rd October, 1896.]

FIERI FACIAS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME ISABELLA CON-  
No. 6794. } NORS, spinster, *usant de*  
*ses droits*, of Montreal, Plaintiff ; against the lands  
and tenements of FRANÇOIS COURVAL, of Mont-  
real, Defendant.

The usufruct and enjoyment of a lot known and designated on the official plan and book of reference of the city of Montreal, in Saint Louis ward, in the city and district of Montreal, as number nine hundred and fifty (950) ; bounded in front by Cadieux street, being of irregular outline, containing one thousand five hundred and ninety-four feet in area, english measure, more or less ; bounded on the north west by numbers nine hundred and forty-eight (948) and nine hundred and fifty-one (951), on the north east by numbers nine hundred and fifty-one (951) and nine hundred and fifty-two (952), on the south east by number nine hundred and fifty-three (953), and on the south west by number nine hundred and forty-nine, as also the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twentieth day of December next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 30th September, 1896. 3840  
[First published, 3rd October, 1896.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } HENRY STANLEY PHIL-  
No. 1396. } LIPS, of the town of  
Westmount, in the district of Montreal, financial  
agent and commissioner, doing business as such at  
the city of Montreal, said district, under the name  
and style of H. S. Phillips & Co., in a limited part-  
nership wherein William Ellegood Phillips, of the  
said city of Montreal, gentleman, is a special part-  
ner, Plaintiff ; against the lands and tenements of  
J. CONSTANTINEAU, of the city and district of  
Montreal, Defendant.

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the village Saint Jean Baptiste, as number one hundred and ten, of the subdivision of the original lot number eight—with a house and outbuildings thereon erected ; bounded in front by Amherst street.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de novembre prochain.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 2 septembre 1896. 3547-3  
[Première publication, 5 septembre 1896.]

To be sold in my office, at the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of November next.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 2nd September, 1896. 3548  
[First published, 5th September, 1896.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*De la Cour de Circuit—Hull.*

Canada, } THOMAS ROBERT  
Province de Québec, } HURDMAN, du canton  
District d'Ottawa, } d'Eardley, dans le comté  
No. 915. } d'Ottawa, Demandeur; vs.  
les terres et tenements de LUKE HOGAN, du dit  
canton d'Eardley, dans le comté d'Ottawa, cultivateur,  
Défendeur, à savoir :

Tout ce morceau ou lopin de terre composé du lot numéro vingt-sept "B", dans le douzième rang du dit canton d'Eardley, suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton, et contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec maison, grange et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain (1897), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le douzième jour de janvier 1897.

LOUIS M. COUTLEE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Cité de Hull, 26 octobre 1896. 4245  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*De la Cour Supérieure—Hull.*

Canada, } BENJAMIN N. REID, du  
Province de Québec, } canton d'Aylwin, dans  
District d'Ottawa, } le district d'Ottawa, mar-  
No. 87. } chand, Demandeur; contre  
les terres et tenements de JEAN-BAPTISTE ALIAS  
PIERRE PAQUETTE, du canton de Hincks, dans  
le district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

1° Le lot numéro trente-quatre, dans le quatrième rang du canton de Hincks, dans le comté d'Ottawa; borné au nord partie par le numéro trente-trois, dans le dit rang, et partie par une rivière, la décharge du lac Sainte-Marie, à l'est par la dite décharge, au sud par le lot numéro trente-cinq, dans le même rang, et à l'ouest par le lot numéro trente-trois, dans le troisième rang du canton de Hincks.

2° Le lot numéro trente-trois, dans le cinquième rang du dit canton de Hincks; borné au nord par le lot numéro trente-deux, dans le dit cinquième rang, au sud partie par le lot numéro trente-quatre, dans le même rang, et partie par la décharge du lac Sainte-Marie, à l'est par le sixième rang du dit

### Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*From the Circuit Court—Hull.*

Canada, } THOMAS ROBERT  
Province of Quebec, } HURDMAN, of the  
District of Ottawa, } township of Eardley, in the  
No. 915. } county of Ottawa, Plaintiff;  
vs. the lands and tenements of LUKE HOGAN, of  
the said township of Eardley, in the county of  
Ottawa, farmer, Defendant, to wit :

All that piece or parcel of land being composed of the lot number twenty-seven "B", in the twelfth range of the said township of Eardley, according to the official plan and book of reference of said township, and containing one hundred acres of land in superficies, more or less—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the FOURTH day of JANUARY next (1897), at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twelfth day of January, 1897.

LOUIS M. COUTLEE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
City of Hull, 26th October, 1896. 4246  
[First published, 31st October, 1896.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*From the Superior Court—Hull.*

Canada, } BENJAMIN N. REID, of  
Province of Quebec, } the township of Aylwin,  
District of Ottawa, } in the district of Ottawa,  
No. 87. } merchant, Plaintiff; against  
the lands and tenements of JEAN BAPTISTE ALIAS  
PETER PAQUETTE, of the township of Hincks,  
in the district of Ottawa, Defendant, to wit :

1° Lot number thirty-four, in the fourth range of the township of Hincks, in the county of Ottawa; bounded to the north partly by lot number thirty-three, in the said range, and partly by a river, the discharge of lake Sainte Marie, to the east by said discharge, to the south by lot number thirty-five, in the same range, and to the west by lot number thirty-three, in the third range of said township of Hincks.

2° Lot number thirty-three, in the fifth range of said township of Hincks; bounded to the north by lot number thirty-two, in said fifth range, to the south partly by lot number thirty-four, in the same range, and partly by the discharge of lake Sainte Marie, to the east by the sixth range of said town-

canton de Hinks, et à l'ouest par la dite décharge du lac Sainte-Marie.

Pour être vendus au bureau du régistrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le douzième jour de novembre 1896.

LOUIS M. COUTLEE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Cité de Hull, 1er septembre 1896. 3537-3  
[Première publication, 5 septembre 1896.]

ship of Hincks, and to the west by the said discharge of lake Sainte Marie.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twelfth day of November, 1896.

LOUIS M. COUTLEE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
City of Hull, 1st September, 1896. 3538  
[First published, 5th September, 1896.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente: les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } FRANCOIS-XAVIER CANAC No. 1829. }  
NAC DIT MARQUIS, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Famille, Ile d'Orléans, comté de Montmorency; contre ELIE DROUIN, du même lieu, cultivateur.

1° Le lot No. 11 (onze), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, Ile d'Orléans, étant une terre bornée au nord par Jean Lemelin—circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 13 (treize), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, Ile d'Orléans, étant une terre bornée au nord par Jean Lemelin—avec bâtisses.

3° Le lot No. 14 (quatorze), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, Ile d'Orléans, étant une terre bornée au nord par le fleuve Saint-Laurent—avec bâtisses. Les Nos. 11, 13 et 14 (onze, treize et quatorze), pour être vendus en un seul et même lot.

4° Le lot No. 46 (quarante-six), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, Ile d'Orléans, étant une terre bornée au nord par le fleuve Saint-Laurent—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Famille, Ile d'Orléans, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de janvier prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 29 octobre 1896. 4321  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LAZARE BOULANGER, de No. 412. }  
la paroisse de Sainte-Agathe, marchand; contre JULES LAMBERT, FILS, autrefois de la paroisse de Sainte-Agathe, et maintenant des Etats-Unis d'Amérique; à savoir:

1° Le lot No. 92 (quatre-vingt-douze), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, étant une terre située en le rang est Saint-George.

2° Le lot No. 94 (quatre-vingt-quatorze), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, étant une terre située en le rang est

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } FRANCOIS XAVIER CANAC No. 1829. }  
DIT MARQUIS, farmer, of the parish of Sainte Famille, Isle of Orleans, county of Montmorency; against ELIE DROUIN, farmer, of the same place.

1° Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre of the parish of Sainte Famille, Isle of Orleans, being a land bounded on the north by Jean Lemelin—circumstances and dependencies.

2° Lot No. 13 (thirteen), of the official cadastre of the parish of Sainte Famille, Isle of Orleans, being a land bounded on the north by Jean Lemelin—with buildings.

3° Lot No. 14 (fourteen), of the official cadastre of the parish of Sainte Famille, Isle of Orleans, being a land bounded on the north by the river Saint Lawrence—with buildings. Nos. 11, 13 and 14 (eleven, thirteen and fourteen), to be sold in one and the same lot.

4° Lot No. 46 (forty-six), of the official cadastre of the parish of Sainte Famille, Isle of Orleans, being a land bounded on the north by the river Saint Lawrence—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of La Sainte Famille, Isle of Orleans, on the SECOND day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fifth day of January next.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 29th October, 1896. 4322  
[First published, 31st October, 1896.]

#### FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } LAZARE BOULANGER, of No. 412. }  
the parish of Sainte Agathe, merchant; against JULES LAMBERT, JUNIOR, formerly of the parish of Sainte Agathe, and now of the United States of America, to wit:

1° Lot No. 92 (ninety-two), of the official cadastre of the parish of Sainte Agathe, county of Lotbinière, being a land situate in the east range Saint George.

2° Lot No. 94 (ninety-four), of the official cadastre of the parish of Sainte Agathe, county of Lotbinière, being a land situate in the east range Saint

Saint-George. Pour être vendus en un seul et même lot—avec les bâties, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Agathe, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de février prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 29 octobre 1896. 4317  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } A DELAIDE GUAY, de la No. 1260. } A paroisse de Saint-Joseph de Lévis, veuve de Edouard Samson, en son vivant du même lieu, cultivateur ; contre NAZAIRE DEMERS, de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, à savoir :

1° Le lot No. 492 (quatre cent quatre-vingt-douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, étant une terre située concession Saint-Félix de Terrebonne—circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 493 (quatre cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, étant une terre située concession Saint-Félix de Terrebonne. Pour être vendus en un seul et même lot, à distraire la partie prise pour la voie du chemin de fer Drummond et Arthabaska—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de janvier prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 29 octobre 1896. 4319  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } JOHN HUGH POWELL, de No. 967. } la ville de Lévis, commerçant ; contre PAUL LAGACE, de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis, à savoir :

1° Les quinze seizièmes indivis du lot No. 244 (deux cent quarante-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, étant une terre située au premier rang—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Les quinze seizièmes indivis du lot No. 383 (trois cent quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, étant une terre située au deuxième rang—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Le lot No. 536 (cinq cent trente-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, étant une terre située concession Saint-Jean—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le treizième jour de novembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 3 septembre 1896. 3549-3  
[Première publication, 5 septembre 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } DANS une cause où Dame No. 134. } Odélie Gauvreau, de la cité de Québec, épouse séparée contractuellement de biens de Alphonse Fleury D'Eschambault, de la cité de Québec, employé civil, et ce dernier mis en cause pour assister son épouse à ester en justice, étaient demandeurs ; et Dame Adélaïde Dehornais, de la cité de Québec, veuve de Jean-Baptiste Vézina, en son vivant du même lieu, forgeron, était défenderesse, et Jacques Malouin et Albert Malouin, avocats, pratiquant en société à Québec, sous la raison de Malouin & Malouin, étaient procureurs distrayant les dits demandeurs, les dits demandeurs

George. To be sold in one and the same lot—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish Sainte Agathe, on the SECOND day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of February next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 29th October, 1896. 4318  
[First published, 31st October, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } A DELAIDE GUAY, of the No. 1260. } A parish of Saint Joseph de Lévis, widow of Edouard Samson, in his lifetime of the same place, farmer ; against NAZAIRE DEMERS, of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, to wit :

1° Lot No. 492 (four hundred and ninety-two), of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, being a land situate in the concession Saint Félix de Terrebonne—circumstances and dependencies.

2° Lot No. 493 (four hundred and ninety-three), of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, being a land situate in the concession Saint Félix de Terrebonne, in one and the same lot. Reserving the part taken for the track of the Drummond and Arthabaska railway—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Nicolas, county of Lévis, on the SECOND day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the eleventh day of January next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 29th October, 1896. 4320  
[First published, 31st October, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } JOHN HUGH POWELL, of No. 967. } the town of Lévis, trader ; against PAUL LAGACE, of the parish of Saint Nicolas, county of Lévis, to wit :

1° The fifteen undivided sixteenths of lot No. 244 (two hundred and forty-four), of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, being a land situate in the first range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° The fifteen undivided sixteenths of lot No. 383 (three hundred and eighty-three), of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, being a land situate in the second range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3° Lot number 536 (five hundred and thirty-six), of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, being a land situate in the concession Saint Jean—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Nicolas, county of Lévis, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirteenth day of November next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 3rd September, 1896. 3550  
[First published, 5th September, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } IN a cause wherein Dame Odélie No. 134. } Gauvreau, of the city of Quebec, wife separated as to property by marriage contract of Alphonse Fleury D'Eschambault, of the city of Quebec, civil service employee, and the latter a party hereunto to authorize his wife to sue, were plaintiffs ; and Dame Adélaïde Dehornais, of the city of Quebec, widow of Jean Baptiste Vézina, in his lifetime of the same place, blacksmith, was defendant, and Jacques Malouin and Albert Malouin, advocates, practising in partnership at Quebec, under the style and firm of Malouin & Malouin, were distracting attorneys of the said plaintiffs, the

**DAME ODELIE GAUVREAU ET VIR**, et procureurs distrayants **JACQUES MALOUIN ET ALBERT MALOUIN**, contre **DAME ADELAIDE DEHORNAIS**, de la cité de Québec, veuve de Jean-Baptiste Vézina, en son vivant du même lieu, forgeron, à savoir :

1° Le lot No. 1507 (quinze cent sept), du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-Joseph—avec bâtisses.

2° Le lot No. 954 (neuf cent cinquante-quatre), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-François—avec bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le **SIXIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour de novembre prochain.

**CHS. A. ERN. GAGNON**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 3 août 1896. 3551-3  
[Première publication, 5 septembre 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **GEORGE RICHARD REN-**  
No. 668. } **FREW**, de la cité de Qué-  
bec, marchand; contre **DAME EMILIE CARRIER**,  
de la cité de Québec, épouse séparée de biens de  
Jean-Baptiste Pelletier, du même lieu, et le dit  
Jean-Baptiste Pelletier, mis en cause pour assister  
sa dite épouse, à savoir :

Le lot No. 462 (quatre cent soixante et deux), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue du Roi—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le **QUATRIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de décembre prochain.

**CHS. A. ERN. GAGNON**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 1er octobre 1896. 3845-2  
[Première publication, 3 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;  
No. 2151. } **vs. ALEXANDRE VAIL-**  
**LANCOURT**, des cité et district de Québec, peintre, à savoir :

Le lot No. 771 (sept cent soixante et onze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un terrain situé rue Hermine—avec bâtisses ; sujet à une rente annuelle de cinq piastres, payable le 29 septembre à MM. Gaspard Nicholas Boisseau et Roch Paschal Boisseau, de Québec.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le **QUATRIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de décembre prochain.

**CHS. A. ERN. GAGNON**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 1er octobre 1896. 3847-2  
[Première publication, 3 octobre 1896.]

**VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE ENCHERE.**

Québec, à savoir : } **CHARLES EMILIUS LAMB**  
No. 282. } **PORTEOUS**, de la cité de  
Montréal, courtier, et **DAME EMILY JOHNSTON**  
**PORTEOUS**, de la cité de Québec, fille majeure ;  
contre **DAME HELENE CARRIER**, de la ville de  
Lévis, et épouse séparée de biens par contrat de  
mariage de Charles Gédéon Beaulieu, du même lieu,  
entrepreneur, et le dit Charles Gédéon Beaulieu,  
pour assister et autoriser sa dite épouse, pour être  
vendu à la folle enchère, frais et charges de Georges  
Lambert.

1° Tous les droits et prétentions, bâtisses, quai et autres constructions que Dame Hélène Carrier, épouse séparée de biens de Charles Gédéon Beau-

said plaintiffs **DAME ODELIE GAUVREAU ET VIR**, and distracting attorneys **JACQUES MALOUIN AND ALBERT MALOUIN**, against **DAME ADELAIDE DEHORNAIS**, of the city of Quebec, widow of the late Jean Baptiste Vézina, in his lifetime of the same place, blacksmith, to wit :

1° Lot No. 1507 (fifteen hundred and seven), of the official cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Joseph street—with buildings.

2° Lot No. 954 (nine hundred and fifty-four), of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Francis street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **SIXTH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of November next.

**CHS. A. ERN. GAGNON**,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 3rd August, 1896. 3552  
[First published, 5th September, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **GEORGE RICHARD REN-**  
No. 668. } **FREW**, of the city of Quebec,  
merchant ; against **DAME EMILIE CARRIER**,  
of the city of Quebec, wife separated as to property  
of Jean Baptiste Pelletier, of the same place, and  
the said Jean Baptiste Pelletier, a party hereunto to  
assist his said wife, to wit :

Lot No. 462 (four hundred and sixty-two), of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the south side of King street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **FOURTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of December next.

**CHS. A. ERN. GAGNON**,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 1st October, 1896. 3846  
[First published, 3rd October, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;  
No. 2151. } **vs. ALEXANDRE VAILLAN-**  
**COURT**, of the city and district of Quebec, painter,  
to wit :

Lot No. 771 (seven hundred and seventy-one), of the official cadastre for the parish of Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land situate on Hermine street—with buildings ; subject to an annual rent of five dollars, payable on the 29th September to the Messrs. Gaspard Nicholas Boisseau and Roch Paschal Boisseau, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **FOURTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of December next.

**CHS. A. ERN. GAGNON**,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 1st October, 1896. 3848  
[First published, 3rd October, 1896.]

**VENDITIONI EXPONAS A LA FOLLE ENCHERE.**

Québec, to wit : } **CHARLES EMILIUS LAMB**  
No. 282. } **PORTEOUS**, of the city of  
Montreal, broker, and **DAME EMILY JOHN-**  
**STON PORTEOUS**, of the city of Quebec, spinster ;  
against **DAME HELENE CARRIER**, of the town  
of Lévis, and wife separated as to property by con-  
tract of marriage of Charles Gédéon Beaulieu, of  
the same place, contractor, and the said Charles  
Gédéon Beaulieu, to assist and authorize his said  
wife, to be sold at the *folle enchère*, costs and charges  
of Georges Lambert.

1° All the rights and claims, buildings, wharves and other buildings which Dame Hélène Carrier, wife separated as to property of Charles Gédéon

lieu, demeurant en la ville de Lévis, a et peut avoir dans et sur un lot de grève et à eau profonde contenant cent pieds de profondeur vis-à-vis et en front des lots Nos. 67 (soixante-sept), 63 (soixante-trois) et 59 (cinquante-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Pétronille, Ile d'Orléans—circonstances et dépendances; et en vertu d'un jugement rendu le 3e jour d'octobre courant, un dépôt de \$420 (quatre cent vingt piastres) sera requis de chaque enchérisseur avant de recevoir son enchère.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pétronille, Ile d'Orléans, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le douzième jour de décembre prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif  
Québec, 7 octobre 1896. 3939-2  
[Première publication, 10 octobre 1896.]

**VENDITIONI EXPONAS.**

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC; vs.  
No. 1301. } ONEZIME SIMARD, de  
Québec, à savoir:

La juste moitié sud-ouest du lot No. 1405 (quatorze cent cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Hermine. Sujet aux différentes charges et conditions mentionnées en l'opposition afin de charge de la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour de novembre prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif  
Québec, 8 octobre 1896. 3937-2  
[Première publication, 10 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;  
No. 2799. } contre MARIE MARGUERITE CECILE CARRIER, des cité et district de Québec, veuve de Joseph Elzéar Cyrille Pelletier, en sa qualité de tutrice dûment nommée aux enfants mineurs de la dite Marie Marguerite Cécile Carrier et du dit Joseph Elzéar Cyrille Pelletier, à savoir:

Le lot No. 1958 (dix-neuf cent cinquante-huit), du cadastre officiel du quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-Valier—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dix bref rapportable le vingt-unième jour de novembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif  
Québec, 3 septembre 1896. 3553-3  
[Première publication, 5 septembre 1896.]

**Ventes par le Shérif—Richelieu**

**A VIS PUBLIC** es par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, ann de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-

Beaulieu, residing in the town of Lévis, has and may have in and upon a beach lot and in deep water containing one hundred feet in depth opposite to and in front of lots Nos. 67 (sixty-seven), 63 (sixty-three) and 59 (fifty-nine), of the official cadastre for the parish of Sainte Pétronille, Island of Orleans—circumstances and dependencies; and in virtue of a judgment rendered the 3rd October instant, a deposit of \$420 (four hundred and twenty dollars) will be required from each bidder before receiving his bid.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Pétronille, Island of Orleans, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twelfth day of December next.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Québec, 7th October, 1896. 3940  
[First published, 10th October, 1896.]

**VENDITIONI EXPONAS.**

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC; vs.  
No. 1301. } ONEZIME SIMARD, of  
Québec, to wit:

The exact south west half of lot No. 1405 (fourteen hundred and five), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, being a lot situate on Hermine street, in the city of Québec. Subject to the several charges and conditions mentioned in the opposition *afin de charge* of the *Communauté de l'Hôtel-Dieu de Québec*.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the nineteenth day of November next.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Québec, 8th October, 1896. 3938  
[First published, 10th October, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;  
No. 2799. } against MARIE MARGUERITE CECILE CARRIER, of the city and district of Québec, widow of Joseph Elzéar Cyrille Pelletier, in her quality of tutrix duly appointed to the minor children of the said Marie Marguerite Cécile Carrier and of the said Joseph Elzéar Cyrille Pelletier, to wit:

Lot No. 1958 (nineteen hundred and fifty-eight), of the official cadastre of Saint Peter's ward, of the city of Québec, being a lot situate on Saint Valier street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-first day of November next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 3rd September, 1896. 3554  
[First published, 5th September, 1896.]

**Sheriff's Sales—Richelieu**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppo-

signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**ALIAS FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.*  
Sorel, à savoir: } **LOUIS GOSSELIN**, Deman-  
No. 74. } leur; contre **DAME MARIE**  
**LELIA VIRGINIE LARUE ET VIR**, Défendeurs.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le quatrième rang ou rang de l'Eglise, étant le lot numéro cinq cent cinquante-huit (No. 558), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de cinquante pieds français de largeur sur un arpent de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

A la charge par l'adjudicataire du dit immeuble de payer, le premier mai de chaque année, à Henri Beauchemin, bourgeois, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, ou ses représentants, la somme de trente piastres de rente constituée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le SIXIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour du mois de décembre prochain.

**P. GUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 2 septembre 1896. 3527-3  
[Première publication, 5 septembre 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit—District de Montmagny.*  
Sorel, à savoir: } **LA COMPAGNIE D'ASSU-**  
No. 154. } **RANCE MUTUELLE CON-**  
**TRE LE FEU DE MONTMAGNY**, corps politique et incorporé, ayant son bureau principal en la ville de Montmagny, Demanderesse; contre **ALBERIC MILOTTE**, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le quatrième rang ou rang de l'Eglise, étant le lot numéro cinq cent cinquante-quatre (No. 554), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de trente-trois pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le SIXIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour du mois de novembre prochain.

**P. GUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 2 septembre 1896. 3525-3  
[Première publication, 5 septembre 1896.]

**Ventes par le Shérif—Saguenay**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

sitions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**ALIAS FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Saint-Hyacinthe.*  
Sorel, to wit: } **LOUIS GOSSELIN**, Plaintiff;  
No. 74. } **Against DAME MARIE LELIA**  
**VIRGINIE LARUE ET VIR**, Defendants.

A piece of land situate in the parish of Saint-Guillaume d'Upton, on the fourth range or *rang de l'Eglise*, being lot number five hundred and fifty-eight (558), of the official cadastre of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, of fifty feet french in width by one arpent in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

Subject to the charge upon the purchaser of the said immovable of paying, on the first of May of every year, to Henri Beauchemin, gentleman, of the said parish of Saint-Guillaume d'Upton, or his representatives, the sum of thirty dollars of constituted rent.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, on the SIXTH day of the month of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eighth day of the month of December next.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 2nd September, 1896. 3528  
[First published, 5th September, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court—District of Montmagny.*  
Sorel, to wit: } **LA COMPAGNIE D'ASSU-**  
No. 154. } **RANCE MUTUELLE CON-**  
**TRE LE FEU DE MONTMAGNY**, a body politic and corporate, having its principal business office in the town of Montmagny, Plaintiff; against **ALBERIC MILOTTE**, of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint-Guillaume d'Upton, on the fourth range or *rang de l'Eglise*, being lot number five hundred and fifty-four (554), of the official cadastre of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, of thirty-three feet in width by ninety feet in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, on the SIXTH day of the month of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of the month of November next.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 2nd September, 1896. 3526  
[First published, 5th September, 1896.]

**Sheriff's Sales—Saguenay**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **D**EMOISELLE ZÉRILDA  
No. 1127. } **W**ARREN, fille majeure  
usant de ses droits, maîtresse de poste du village de  
la Pointe-au-Pic, et J. S. Perrault, son procureur distrayant ;  
contre ALPHONSE WARREN, tailleur, du dit village de la Pointe-au-Pic, savoir :

1° Un certain lopin de terre de forme irrégulière, situé dans le village de la Pointe-au-Pic, étant le lot numéro soixante et quinze (75), du cadastre officiel du village de la Pointe-au-Pic—avec les bâtisses dessus contruites, circonstances et dépendances. A distraire néanmoins du dit lopin de terre les emplacements de Dame Rouer Roy, Dame veuve François Roy, Dame Charles Forgues, Victor Warren et le lot numéro soixante et dix-sept, étant l'emplacement McLemout.

2° Un certain lopin de terre situé susdit village de la Pointe-au-Pic, étant partie du lot numéro dix-huit (18), du dit cadastre ; borné au nord-est au numéro dix-sept (17), au nord-ouest au chemin public, au sud-ouest à Victor Warren, et au sud au fleuve Saint-Laurent—sans bâtisses.

3° Une terre située en la concession de la Pointe-au-Pic, étant le lot numéro sept cent soixante et trois, du cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie—sans bâtisses.

Pour être vendues en mon bureau, en la paroisse de la Malbaie, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le neuvième jour de janvier prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif,

Malbaie, 24 octobre 1896.

[Première publication, 31 octobre 1896.]

Shérif.  
4235

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **M**ISS ZÉRILDA WARREN,  
No. 1127. } **M**spinster, *usant de ses droits*,  
post mistress, of the village of Pointe au Pic, and  
J. S. Perrault, her attorney distracting ; against  
ALPHONSE WARREN, tailor, of the said village  
of Pointe au Pic, to wit :

1° A certain lot of land of irregular outline, situate in the village of Pointe au Pic, being lot number seventy-five (75), of the official cadastre of the village of Pointe au Pic—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Reserving, however, from the said lot of land, the lots of Mrs. Rouer Roy, Mrs. widow François Roy, Mrs. Charles Forgues, Victor Warren, and lot number seventy-seven, being the McLemout property.

2° A certain lot of land situate in the said village of Pointe au Pic, being part of lot number eighteen (18), of the said cadastre ; bounded on the north east by lot number seventeen (17), on the north west by the public road, on the south west by Victor Warren, and on the south by the river Saint Lawrence—without buildings.

3° A lot situate in the concession of La Pointe au Pic, being lot number seven hundred and sixty-three, of the official cadastre of the parish of Malbaie—without buildings.

To be sold at my office, in the parish of Malbaie, on the FIFTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the ninth day of January next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,

Malbaie, 24th October, 1896.

[First published, 31st October, 1896.]

Sheriff.  
4236

**Ventes par le Shérif—St-François**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Saint-François, à savoir : } **L**E CREDIT FON-  
No. 1727. } **C**IER FRANCO-

CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de JOHN H. COOK, cultivateur, du township de Eaton, dans le dit district de Saint-François, Défendeur, dans laquelle cause James H. Cook, cultivateur, du dit township de Eaton, est aussi défendeur, et M<sup>res</sup> Angers, de Lorimier & Godin, avocats, de Montréal, distrayant de frais.

Saisi comme appartenant au dit défendeur John H. Cook, l'immeuble suivant, à savoir :

Une terre contenant environ cent quinze acres de terre, plus ou moins, située dans les limites de la ville de Cookshire, dans le canton de Eaton, dans le district de Saint-François, composé des lots numéros onze cent cinquante trois (No. 1153), onze cent cinquante-six (No. 1156), dix e (No. 10e), dix f

**Sheriff's Sales—St. Francis**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar in not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Montréal.*

Saint Francis, to wit : } **L**E CREDIT FONCIER  
No. 1727. } **C**IER FRANCO-CANA-

DIEN, a body corporate and politic having its chief place of business in the city and district of Montréal, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN H. COOK, farmer, of the township of Eaton, in the said district of Saint Francis, Defendant, in which suit James H. Cook, farmer, of the said township of Eaton, is also defendant, and M<sup>res</sup> Angers, de Lorimier & Godin, advocates, of Montréal, distracting for costs.

Seized as belonging to the said defendant John H. Cook, the following immoveable property, to wit :

A farm containing about one hundred and fifteen acres of land, more or less, situate within the limits of the town of Cookshire, in the township of Eaton, in the district of Saint Francis, composed of the lots numbers eleven fifty three (No. 1153), eleven fifty-six (No. 1156), ten e (No. 10e), ten f (No. 10f), ten g

(No. 10f), dix g (No. 10g) et douze f (No. 12f), dans le neuvième rang du dit canton de Eaton, sur le plan du cadastre et livre de renvoi du dit canton de Eaton—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, dans la ville de Cookshire, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de janvier prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 27 octobre 1896.  
Shérif. 4261  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } LA BANQUE DES  
No. 291. } CANTONS DE

L'EST, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et aussi une succursale dans la ville de Richmond, dans le dit district, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAME MARY LOISEAU, du village de Danville, dans le canton de Shipton, dans le dit district de Saint-François, marchande publique, épouse séparée de biens de Thomas Joseph Moccock, du même lieu, manufacturier, y faisant affaires comme commerçant et manufacturier de haches, sous les nom et raison T. J. Moccock & Co., et dûment autorisée à toutes fins pour ses dites affaires et à ester en justice à l'effet des présentes par son dit mari, et le dit THOMAS JOSEPH MOCOCK dans le but d'autoriser sa dite épouse, et J. M. NUNNS, du canton de Melbourne, dans le dit district de Saint-François, (conjointement et solidairement), Défendeurs, à savoir :

Ces étendues ou morceaux de terre sis et situés dans le canton de Shipton, dans le village de Danville, dans le district de Saint-François, connus comme 1° Ce morceau de terre privilège de moulin et pouvoir d'eau, connu et désigné comme cette partie de terre formant une partie du lot numéro vingt et un, dans le quatrième rang des lots du canton de Shipton, et situé entre le chemin de la Reine, conduisant de Danville à Kingsey Falls et le ruisseau communément appelé ruisseau Clark ou ruisseau du moulin Nutting, depuis le pont sur le ruisseau au bout nord-ouest d'une bâtisse servant autrefois de moulin à lainages, jusqu'à un certain poteau planté par feu F. C. Cleve, écuyer, arpenteur provincial, le long du jardin de Hayes Gilman ou ses représentants, du côté ouest par le dit chemin de la Reine, et à environ cinquante-six chaînons depuis l'étang du moulin, et la moitié du ruisseau qui coule le long des dits lieux, avec tout l'étang du moulin uni au dit ruisseau jusqu'à la marque de la haute eau sur les deux côtés du dit ruisseau, et l'écluse le traversant—avec les bâtisses, roue hydraulique, arbre de couche et toutes les machines, mouvements, marteaux et appareils qui se trouvent maintenant sur les dits lieux et y appartenant.

2° Un autre morceau de terre formant partie du même lot numéro vingt et un, dans le quatrième rang de Shipton, et étant sur le côté est du dit chemin public de Danville à Kingsey Falls, contenant ou supposé contenir trois cents pieds le long du dit chemin public à partir d'un poteau planté par feu F. C. Cleve, sur le haut de la côte entre la propriété du dit Hay Gilman ou ses représentants ; de là le long de cette propriété jusqu'au dit poteau ou point de départ—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le DEUXIÈME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de janvier prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 27 octobre 1896.  
Shérif. 4259  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

(No. 10g) and twelve f (No. 12f), in the ninth range of the said township of Eaton, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille of Cookshire, in the town of Cookshire, on the FOURTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of January next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 27th October, 1896.  
Sheriff. 4262  
[First published, 31st October, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } THE EASTERN TOWN-  
No. 291. } SHIPS BANK, a body

politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and also having a branch office at the town of Richmond, in said district, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME MARY LOISEAU, of the village of Danville, in the township of Shipton, in said district of Saint Francis, *marchande publique*, wife separate as to property of Thomas Joseph Moccock, of the same place, manufacturer, and carrying on business there as trader and axe manufacturer, under the name and style of T. J. Moccock & Co., and being duly authorized for all the purposes of her said business, and to *ester en justice* hereto by her said husband, and the said THOMAS JOSEPH MOCOCK, for the purpose of authorizing his said wife, and J. M. NUNNS, of the township of Melbourne, in said district of Saint Francis, (jointly and severally), Defendants, to wit :

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Shipton, in the village of Danville, in the district of Saint Francis, known as 1° That certain parcel of land mill privilege and water power, known and distinguished as that portion of land forming a part of the lot number twenty-one, in the fourth range of lots in the township of Shipton, and lying between the Queen's highway leading from Danville to Kingsey Falls, and the stream commonly known as Clark's brook or the Nutting mill stream, from the bridge over the stream at the north west end of a building which was heretofore used as a woollen mill, up to a certain post planted by the late F. C. Cleve, esquire, provincial land surveyor, at the course of the garden belonging to Hayes Gilman or his representatives, on the west side of the said Queen's highway, and at about fifty-six links from the mill pond, and one half of the stream flowing past the said premises, with the whole of the mill pond upon the said stream up to high water mark on both sides of the said stream, and the dam across the same, with buildings, water wheel and shaft, and all the machinery trip hammers and plant attached to the same now on said premises and belonging thereto.

2° Another parcel of land forming part of the same lot number twenty-one, in the fourth range of Shipton, and being on the easterly side of the said highway from Danville to Kingsey Falls, containing or supposed to contain three hundred feet along the said highway from a post planted by the late F. C. Cleve, on the top of the hill, between the property of the said Hayes Gilman or his representatives ; thence along that property to the said post or place of beginning—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, on the SECOND day of JANUARY next, at ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty-third day of January next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 27th October, 1896.  
Sheriff. 4260  
[First published, 31st October, 1896.]

## FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **L' HONORABLE WIL-**  
 No. 160. } **LIAM WHITE**, de  
 la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-  
 François, juge de la cour supérieure, Demandeur ;  
 contre les terres et tenements de **JEAN-BAPTISTE**  
**BIBEAU ALIAS JOHN BIBEAUD**, du canton  
 d'Ascot, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Ce morceau de terre situé dans le canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, connu comme le quart nord-est du lot numéro vingt-six, dans le troisième rang du dit canton, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins ; borné en front par le chemin de la Reine, en arrière par la ligne du rang, d'un côté par la terre de J. A. Archambault, et de l'autre côté par la terre de William Goddard—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, le QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

JOHN MCINTOSH.

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Sherbrooke, 29 septembre 1896. 3823-2  
 [Première publication, 3 octobre 1896.]

## Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit, dans et pour le comté de Rouville.*

Canada, } **PIERRE BIEN-**  
 Province de Québec, } **VENUE**, De-  
 District de Saint-Hyacinthe. } mandeur ; vs. **JEAN-**  
 No. 707. } **BAPTISTE METI-**  
**GNY**, FILS, Défendeur, à savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, sur le rang Fort George, district de Saint-Hyacinthe, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, sous le numéro deux cent vingt-huit (228), contenant environ deux arpents de front sur trente de profondeur—avec bâties.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-cinquième jour de janvier prochain.

V. B. SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Saint-Hyacinthe, 28 octobre 1896. 4305  
 [Première publication, 31 octobre 1896.]

## FIERI FACIAS.

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **THE HONORABLE WIL-**  
 No. 160. } **LIAM WHITE**, of the  
 city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis,  
 judge of the superior court, Plaintiff ; against  
 the lands and tenements of **JEAN BAPTISTE**  
**BIBEAU ALIAS JOHN BIBEAUD**, of the township  
 of Ascot, in the district of Saint Francis, Defendant,  
 to wit :

That certain parcel of land situate in the township of Ascot, in the district of Saint Francis, known as the north east quarter of the lot number twenty-six, in the third range of the said township, containing fifty acres of land in superficies, more or less ; bounded in front by the Queen's highway, in rear by the range line, on one side by land belonging to J. A. Archambault, and on the other side by land owned by William Goddard—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Sherbrooke, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

JOHN MCINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
 Sherbrooke, 29th September, 1896. 3824  
 [First published, 3rd October, 1896.]

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court, in and for the county of Rouville.*

Canada, } **PIERRE BIEN-**  
 Province of Quebec, } **VENUE**, Plain-  
 District of Saint Hyacinthe. } tiff ; vs. **JEAN BAP-**  
 No. 707. } **TISTE METIGNY**,  
**JUNIOR**, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the parish of Sainte-Angèle de Monnoir, range Fort Georges, district of Saint Hyacinthe, known and designated on the official plan and book of reference for said parish of Sainte-Angèle de Monnoir, under number two hundred and twenty-eight (228), containing about two arpents in front by thirty in depth—with buildings.

To be sold at the church door of the said parish of Sainte-Angèle de Monnoir, the FIFTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable the twenty-fifth day of January next.

V. B. SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.  
 Saint Hyacinthe, 28th October, 1896. 4306  
 [First published, 31st October, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No. 57. } **EUSEBE BONIN,** Demandeur; contre **JOSEPH LECLERC,** Défendeur, à savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, sur le rang double, côté sud, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit (498), et laquelle actuellement renfermée dans la paroisse de Saint-Michel de Rougemont susdite—avec bâtisses.

2° Une autre terre située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dit district, sur le rang de la Branche du Pin Rouge, étant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sous le numéro cent treize (113); le terrain saisi contenant environ trente-six arpents en superficie; tenant d'un bout à Louis Archambeault, de l'autre bout au ruisseau de la Branche du Rapide, d'un côté à Patrick Massé, et de l'autre côté à Homer Martel—avec bâtisses.

Pour être vendu, le terrain en premier lieu décrit, à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Michel, le SEPT de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi; et celui en second lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, à DEUX heures de l'après-midi, le MEME JOUR. Bref rapportable le seize (16) décembre prochain.

V. B. SICOTTE,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 28 septembre 1896. [Première publication, 3 octobre 1896.]

Shérif. 3821-2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, Province de Québec, District de St. Hyacinthe, No. 57. } **EUSEBE BONIN,** Plaintiff; against **JOSEPH LECLERC,** Defendant, to wit :

1° A lot of land situated in the parish of Saint Michel of Rougemont, on the double range, south side, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Césaire, under number four hundred and ninety-eight (498), which said lot of land is actually enclosed in the said parish of Saint Michel of Rougemont—with buildings.

2° Another lot of land situated in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the range of the *Branche du Pin Rouge*, being part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marie de Monnoir aforesaid, under number one hundred and thirteen (113); this lot of land seized containing about thirty-six arpents in superficies; bounded at one end by Louis Archambeault, at the other end to the *Branche du Rapide's* stream, on one side to Patrick Massé, and on the other side to Homer Martel—with buildings.

To be sold the lot of land described in first place, at the church door of the parish of Saint Michel de Rougemont aforesaid, on the SEVENTH of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon; and the lot described in the second place, at the church door of the said parish of Sainte Marie de Monnoir, at TWO o'clock in the afternoon of the SAME DAY. Writ returnable on the sixteenth (16) of December next.

V. B. SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, 28th September, 1896. [First published, 3rd October, 1896.]

Sherrif. 3822

**Ventes par le Shérif—Terrebonne**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions de la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, Sainte-Scholastique, savoir : No. 40. } **DAME ANGELIQUE TERRIEN,** Demanderesse; vs. **ALPHONSE PREVOST,** Défendeur, à savoir :

1° Une terre située en la Côte Saint-Pierre, paroisse de Saint-Janvier, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse, sous le numéro quatre-vingt-trois (No. 83).

2° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro quatre-vingt-sept (No. 87)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Janvier, dit district, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE pro-

**Sheriff's Sales—Terrebonne**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law: all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, Sainte Scholastique, to wit: No. 40. } **DAME ANGELIQUE TERRIEN,** Plaintiff; vs. **ALPHONSE PREVOST,** Defendant, to wit :

1° A land situate in the Côte Saint Pierre, parish of Saint Janvier, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, as number eighty-three (No. 83).

2° Another land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number eighty-seven (No. 87)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Janvier, said district, on the THIRTY-FIRST day of DECEMBER next, at

chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour de janvier prochain (1897).

**LAPOINTE & PREVOST,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 27 octobre 1896. 4237  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **N AZAIRE FORGET,**  
Sainte-Scholastique, } Demandeur; contre  
savoir : No. 397. } **ALPHONSE P. BELAIR,**  
Défendeur, savoir :

Un terrain connu sous le numéro trois cent trente-neuf (No. 339), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, dans le comté et district de Terrebonne—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jérôme, en la ville de Saint-Jérôme, le QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de décembre prochain (1896).

**LAPOINTE & PREVOST,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 28 septembre 1896. 3813-2  
[Première publication, 3 octobre 1896.]

**Ventes par le Shérif—Trois-Rivières**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure - District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **HENRY EZEKIEL**  
No. 353. } **HART, Demandeur;**  
vs. **PIERRE ISRAEL RIVARD BELLEFEUILLE**  
ET AL., conjointement et solidairement, Défendeurs.

1° Une terre située sur le cinquième rang, dans la paroisse de Saint-Etienne, faisant partie sur le côté sud-ouest du lot numéro quarante et un du dit rang contenant un arpent de largeur sur la profondeur du dit lot, et formant environ vingt-huit acres de longueur; bornée au front vers le nord-ouest par la Grande Rivière Yamachiche, en profondeur vers le sud-est partie par la même dite rivière et partie par le lot numéro trente-quatre, du dit rang, appartenant à Thadée Gelin, au côté nord-est par le résidu du dit lot numéro quarante et un du dit rang, appartenant à Arthur Rivard Bellefeuille, et au côté sud-ouest par la terre ci-après en second lieu désignée, et étant et faisant, la dite terre, la partie longitudinale sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante et dix-huit (578), du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Etienne, sauf réserve en faveur de Arthur Rivard Bellefeuille, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Etienne, seulement, du droit qu'il a de prendre le bois sur cette dite terre conjointement avec Omer Rivard Bellefeuille.

TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of January next (1897).

**LAPOINTE & PREVOST,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 27th October, 1896. 4238  
[First published, 31st October, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } **N AZAIRE FORGET,**  
Sainte Scholastique, } Plaintiff; against  
to wit : No. 397. } **ALPHONSE P. BELAIR,**  
Defendant, to wit :

A land known as number three hundred and thirty-nine (339), on the official plan and book of reference of the town of Saint Jérôme, in the county and district of Terrebonne—with a house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Jérôme, in the town of Saint Jérôme, said district, on the FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Writ returnable on the eleventh day of December next, (1896).

**LAPOINTE & PREVOST,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 28th September, 1896. 3814  
[First published, 3rd October, 1896.]

**Sheriff's Sales—Three Rivers**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **HENRY EZEKIEL**  
No. 353. } **HART, Plaintiff; vs.**  
**PIERRE ISRAEL RIVARD BELLEFEUILLE**  
ET AL., joint and several Defendants.

1° A land situate and being in the fifth range, in the parish of Saint Etienne, forming part on the south west side of lot number forty-one of the said range, containing one arpent in width by the depth of the said lot, and forming about twenty-eight acres in length; bounded in front to the north west by the Grande Rivière Yamachiche, in rear to the south east by partly by the said river and partly by the lot number thirty-four of the said range, belonging to Thadée Gelin, on the north east side by the residue of the said lot number forty-one of the said range, belonging to Arthur Rivard Bellefeuille, and on the south west side by the land hereinafter secondly described, and forming, the said land, the longitudinal south west part of the lot of land known and designated as number five hundred and seventy-eight (578), of the official cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Etienne, saving and reserving in favor of Arthur Rivard Bellefeuille, farmer, of the said parish of Saint Etienne, only the right which he has to take the wood off the said land jointly with Omer Rivard Bellefeuille.

2° Une terre de figure irrégulière située sur le cinquième rang, dans la dite paroisse Saint-Etienne, contenant quatre-vingt-un acres, joignant au côté nord-est à la terre ci-dessus décrite; et bornés de tous les autres côtés par la Grande Rivière Yamachiche, et formant le lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante et dix-neuf (579), du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Etienne—avec la moitié ou les appartements côté nord-est tant de la cave que des premier et second étages de la maison (le passage et l'escalier pour monter au second étage étant en commun avec le propriétaire de l'autre partie de la dite maison), la moitié sud-ouest de la grange (la batterie étant aussi en commun avec le propriétaire, de l'autre partie de la dite grange), la moitié sud-ouest de l'étable, du hangar, de la laiterie et de toutes les autres bâtisses existantes sur le dit lot No. 579, et la moitié indivise du fourneau à chaux et de la remise y attenants (l'autre moitié des dites bâtisses appartenant à Arthur Rivard Bellefeuille, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Etienne, avec droit de vaquer sur le terrain autour des dites bâtisses, pour son besoin); et avec aussi la moitié indivise de la carrière à chaux qui se trouve sur les dites terres sus-décrites, (l'autre moitié de la dite carrière à chaux étant aussi la propriété du dit Arthur Rivard Bellefeuille.

3° Les lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre cent quatre-vingt-trois (483) et quatre cent quatre-vingt-quatre (484), du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Saint-Barnabé, étant deux terrains situés en la dite paroisse de Saint-Barnabé, dans le deuxième rang, et contenant, le dit lot No. 483, trente-cinq arpents et trente-quatre perches en superficie, et le dit lot No. 484, onze arpents et soixante et douze perches en superficie—avec une maison, une écurie et remise, et un moulin à farine et à scie, dessus construits; sauf réserve de la moitié indivise d'une pointe de terre de deux arpents en superficie, formant partie du dit lot No. 483; bornée du côté nord à Antoine Lavergne, des côtés sud et nord-est à la Grande-Rivière Yamachiche, et du côté sud-ouest au dit Pierre Rivard Bellefeuille, et appartenant, la dite moitié indivise de la pointe de terre, au dit Arthur R. Bellefeuille.

Pour être vendus, les numéros un et deux, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin; et le numéro trois, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de janvier prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 28 octobre 1896. 4311  
[Première publication, 31 octobre 1896.]

## Nominations

### BUREAU DU SECRÉTAIRE PROVINCIAL.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 22e jour d'octobre 1896, de nommer William G. Maclaren, de Huntingdon, dans la province de Québec, écuyer, commissaire *per dedimus potestatem*.

M. F. HACKETT,  
4341 Secrétaire de la province.

2° A land of irregular outline situate in the fifth range, in the said parish of Saint Etienne, containing eighty-one acres; bounded on the north east side by the land hereinafter described, and bounded on all the other sides by the Grande Rivière Yamachiche, and forming the lot of land known and designated as number five hundred and seventy-nine (579), of the official cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Etienne—with the half on the apartments on the north east side, of the cellar and of the first and second stories of the house (the passage and stair case to go up to the second story being in common with the proprietor of the other part of the said house), the south west half of the barn (the threshing-floor being also in common with the proprietor of the other part of the said barn), the south west half of the stable, of the hangard, of the dairy and of all the other buildings being on said lot No. 579, and the undivided half of the lime kiln and of the shed contiguous (the other half of the said buildings belonging to Arthur Rivard Bellefeuille, farmer, of the said parish of Saint Etienne, with the right to go about over the land around the said buildings he may needs), and also with the undivided half of the limestone quarry which is on the said lands above described (the other half of the said limestone quarry being also the property of the said Arthur Rivard Bellefeuille.

3° The lots of land known and designated as numbers four hundred and eighty-three (483) and four hundred and eighty-four (484), of the official cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Barnabé, being two lots situate in the said parish of Saint Barnabé, in the second range, said lot No. 483 containing thirty-five arpents and thirty-four perches in area, and said lot No. 484, containing eleven arpents and seventy-two perches in area—with a house, a stable and shed, and a flour mill and saw mill thereon erected. Saving and reserving the undivided half of a point of land of two arpents in area, forming part of the said lot No. 483; bounded on the north side by Antoine Lavergne, on the south and north east sides by the Grande Rivière Yamachiche, and on the south west side by the said Pierre Rivard Bellefeuille, said undivided half of the point of land belonging to the said Arthur R. Bellefeuille.

To be sold, the lands firstly and secondly, at the church door of the parish of Saint Etienne des Grès, on the FIFTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon; and the land thirdly described, at the church door of the parish of Saint Barnabé, on the SAME DAY, at ONE of the clock in the afternoon. Said writ returnable the fifteenth day of January next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 28th October, 1896. 4312  
[First published, 31st October, 1896.]

## Appointments

### PROVINCIAL SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 22nd day of October, 1896, to appoint William G. Maclaren, of Huntingdon, in the province of Quebec, esquire, a commissioner *per dedimus potestatem*.

M. F. HACKETT,  
4342 Provincial secretary.

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 29 septembre 1896, de nommer M. Frank Norris, agent pour la compagnie de la Baie d'Hudson, et résidant à la Baie-des-Pères, comté d'Ottawa, juge de paix en vertu de l'article 2565 des statuts refondus de la province de Québec.

4339

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

## Proclamations

Canada,  
Province de  
Québec. }  
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

LOUIS P. PELLETIER, } **A**TTENDU que pour la  
*Proc.-Général.* } bonne administration  
de la justice dans Notre Province de Québec, Nous avons jugé à propos de changer, pour cette année seulement, l'époque de la tenue du terme de la cour de circuit pour le district de Beauce, fixé actuellement du sept au treize de novembre, et de fixer d'autres jours pour la tenue du dit terme ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre Province de Québec, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons que le dit terme de la cour de circuit pour le district de Beauce, siégeant à Saint-Joseph, est fixé et se tiendra, pour cette année seulement, du neuf au douze du mois de décembre prochain, ces jours inclusivement.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint Michel et Saint George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

4343

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

## SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 29th of September, 1896, to appoint Mr. Frank Norris, agent for the Hudson Bay company, and residing at Baie des Pères, county of Ottawa, justice of the peace by and in virtue of the provisions of the article 2565 of the revised statutes of the province of Quebec.

4340

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Quebec. }  
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

## PROCLAMATION.

LOUIS P. PELLETIER, } **W**HEREAS in the inte-  
*Atty.-General.* } rest of the good admini-  
stration of justice in Our province of Quebec, We have deemed it advisable to change, for this year only, the date of the opening of the term of the Circuit Court for the district of Beauce, fixed from the seventh to the thirteenth days of November, and to fix other days for the holding of the said term.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order, that the date of the term of the Circuit Court for the district of Beauce, sitting at Saint Joseph, is fixed and shall be held, for this year only, from the ninth to the twelfth days of the month of December next, these days included.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-THIRD day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-six, and in the sixtieth year of Our Reign.

By command,

4344

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

Canada,  
Province of  
Québec. }

J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

LOUIS-P. PELLETIER, } **A**T TENDU qu'il a plu au  
Proc.-Général. } Dieu Tout-Puissant, dans sa bonté extrême, d'accorder cette année à la province de Québec, une abondante récolte et d'autres bienfaits ;

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population toute entière doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, comme JOUR D'ACTIONS DE GRACES pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder à la province de Québec durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos biens aimés sujets de Notre province de Québec d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Chevalier Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint Michel et Saint George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la soixantième.

Par ordre,

M. F. HACKETT,  
Secrétaire de la province.

4369

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que la Compagnie du pont Saint-François s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender son acte d'incorporation, chap. 108, 45 Victoria, afin d'exempter son pont de taxe municipale.

THOMAS HART,  
Président.  
W. E. JONES,  
Secrétaire.

Richmond, 29 octobre 1896.

4371

Canada,  
Province of  
Quebec. }

J. A. CHAPLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

LOUIS-P. PELLETIER, } **W**HEREAS Almighty  
Atty. Genl. } God has been pleased, in His extreme goodness, to grant this year an abundant harvest and other blessings to the Province of Quebec.

We, therefore, considered that these blessings enjoyed by Our entire population call for a solemn and public acknowledgment. Accordingly, We have fixed, by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER next, as a DAY of GENERAL THANKSGIVING to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings which He has been pleased to grant to the Province of Quebec during this year. And We do invite all Our loving subjects of Our Province of Quebec to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable Sir JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-six, and in the sixtieth year of Our Reign.

By command,

M. F. HACKETT,  
Provincial secretary.

4370

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the Saint Francis Bridge Company will make application to the legislature of Quebec, at the ensuing session thereof, for an act to amend its act of incorporation, chap. 108, 45 Victoria, to exempt its bridge from the municipal taxation.

THOMAS HART,  
President.  
W. E. JONES,  
Secretary.

Richmond, 29th October, 1896.

4372

## Avis Divers

## CHEMIN DE FER CHATEAUGUAY &amp; NORD.

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée générale et spéciale des actionnaires de la compagnie de chemin de fer Châteauguay & Nord aura lieu aux bureaux de la compagnie, 1608, rue Notre-Dame, Montréal, le 1er jour de décembre prochain, 1896, à deux heures et demie de l'après-midi, afin de ratifier et confirmer certaines résolutions passées par les directeurs, et ratifier et confirmer toute convention faite entre la dite compagnie et la compagnie du chemin de fer de Ceinture de l'Île de Montréal.

Par ordre,

J. P. MULLARKEY,  
Secrétaire.  
4355

Montréal, 27 octobre 1896.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2698.

Dame Elizabeth Reid, a, le 23 septembre dernier, instituée une action en séparation de biens contre son mari Finlay A. McRae, bourgeois, de la cité et du district de Montréal, en vertu d'une autorisation d'un juge de la cour supérieure.

DANDURAND & BRODEUR,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 octobre 1896. 4361

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Wilfred Lamoureux, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli, en date du 29<sup>e</sup> jour d'octobre courant,

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No. 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,  
Curateurs.

Montréal, 29 octobre 1896. 4363

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Rosario Luc Prieur, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 29<sup>e</sup> jour d'octobre 1896, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de R. L. Prieur.

Les réclamations doivent déposées à notre bureau sous les trente jours du présent avis.

LAMARCHE & BENOIT.

Montréal, 29 octobre 1896. 4359

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
T. Fournier, Demandeur ;

vs.

J. A. Joly, marchand, de Sainte-Rose, P. Q.,  
Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 27<sup>e</sup> jour d'octobre 1896, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,  
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
Montréal, 29 octobre 1896. 4345

## Miscellaneous Notices

## CHATEAUGUAY &amp; NORTHERN RAILWAY.

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the Châteauguay & Northern Railway Company will be held at the offices of the company, 1608, Notre Dame street, Montreal, on the 1st day of December next, 1896, at 2.30 o'clock in the afternoon, for the purposes of ratifying and confirming certain resolutions passed by the directors, and to ratify and confirm all agreements between the said company and the Montreal Island Belt Line Railway Company.

By order,

J. P. MULLARKEY,  
Secretary.  
4356

Montreal, 27th October, 1896.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2698.

Dame Elizabeth Reid, has, in virtue of an authorization of a judge of this court, on the 23rd of September last, taken an *action en séparation de biens* against her husband Finlay A. McRae, gentleman, of the city of district of Montreal.

DANDURAND & BRODEUR,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th October, 1896. 4362

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Wilfred Lamoureux, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent, in date of 29th day of October instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims, if they have not done so, at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,  
Curators.

Montreal, 29th October, 1896. 4364

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of Rosario Luc Prieur, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th day of October, 1896, by order of the superior court, we have been appointed joint curators to the estate of R. L. Prieur.

Claims must be filed at our office within thirty days from the present notice.

LAMARCHE & BENOIT.

Montreal, 29th October, 1896. 4360

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
T. Fournier, Plaintiff ;

vs.

J. A. Joly, merchant, of Sainte Rose, P. Q.,  
Defendant.

Notice is hereby given that on the 27th day of October, 1896, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,  
Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.  
Montreal, 29th October, 1896. 4346

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. L. Desjardins, marchand, de Sainte-Thé-  
 rèse, P. Q., Failli ;

et  
 Chs. Desmarteau, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 17e jour de novembre 1896, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curateur. 4347

Montréal, 29 octobre 1896.

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 195.

Dans l'affaire de North American Phosphate Company, corps incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal.

En liquidation.

Avis est par le présent donné que, je, Joseph R. Fair, de la cité de Montréal, comptable, ai été dûment nommé liquidateur dans cette affaire, et que tous les créanciers ou autres ayant des réclamations contre la dite compagnie sont requis de les produire devant moi, dans mon bureau, No. 185, rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, le ou avant le 27e jour de novembre prochain.

JOSEPH R. FAIR,  
 Liquidateur.

Bureau de Denoon & Fair,  
 Bâtisse Temple.  
 Montréal, 28 octobre 1896. 4357

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Hubert Giroux, hôtelier, de Longueuil, P. Q.,  
 Failli ;

et  
 Chs Desmarteau, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 17e jour de novembre 1896, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curateur. 4349

Montréal, 29 octobre 1896.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 W. J. Freeman, Demandeur ;

vs.  
 Alex. Laurin, marchand de chaussures, de la ville de Sainte-Cunégonde, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que le dit défendeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la dite cour.

ADAM & PLOURDE,  
 Procureurs du dit demandeur.

Montréal, 26 octobre 1896. 4351

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Ambroise Lafortune, Demandeur ;

vs.  
 Joseph Edmond, restaurateur, de la cité de Montréal, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que le dit défendeur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

PELLETIER & LETOURNEUX,  
 Avocats du demandeur.

Montréal, 26 octobre 1896. 4353

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
*In re* J. L. Desjardins, merchant, of Sainte Thé-  
 rèse, P. Q., Insolvent ;

and  
 Chs Desmarteau, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 17th day of November, 1896, after which date dividends will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street.

CHS. DEMARTEAU,  
 Curator. 4348

Montreal, 29th October, 1896.

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 195.

In the matter of North American Phosphate Company, a body corporate having its principal place of business in the city of Montreal.

In liquidation.

Notice is hereby given that I, Joseph R. Fair, of the city of Montreal, accountant, have been duly appointed liquidator in this matter, and that all creditors or others having claims against the said company are required to file the same with me, at my office, No. 185, Saint James street, in the city of Montreal, on or before the 27th day of November next.

JOSEPH R. FAIR,  
 Liquidator.

Office of Denoon & Fair,  
 Temple Building.  
 Montreal, 28th October, 1896. 4358

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Hubert Giroux, hotelkeeper, of Longueuil,  
 P. Q., Insolvent ;

and  
 Chs. Desmarteau, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 17th day of November, 1896, after which date dividend will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curator. 4350

Montreal, 29th October, 1896.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 W. J. Freeman, Plaintiff ;

vs.  
 Alex. Laurin, boot and shoe merchant, of the town of Sainte Cunégonde, Defendant.  
 Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made in the office of the protonotaire of said court, a judicial abandonment of all his assets, for the benefit of his creditors.

ADAM & PLOURDE,  
 Attorneys for the said plaintiff

Montreal, 29th October, 1896. 4352

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Ambroise Lafortune, Plaintiff ;

vs.  
 Joseph Edmond, restaurant keeper, of the city of Montreal, Defendant.  
 Notice is hereby given that the said defendant has, this day, at the protonotaire's office of this court, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

PELLETIER & LETOURNEUX,  
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th October, 1896. 4354

## Règle de Cour

Canada, Province de Québec, District de Joliette. No. 2770.	<i>Cour Supérieure.</i>
Alphonsine Cadot,	Demanderesse ;
Philomène Chrétien <i>et vir</i> ,	vs. Défendeurs ;
et	
Divers,	Opposants.
Vu la requête de la demanderesse et l'insolvabilité alléguée des défendeurs, il est ordonné que les créanciers des dits défendeurs soient convoqués par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise dans la <i>Gazette Officielle de Québec</i> , et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.	
DESROCHERS & DUCHARME,	
4365	P. C. S.

## Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Joliette. No. 2770.	<i>Superior Court.</i>
Alphonsine Cadot,	Plaintiff ;
Philomène Chrétien <i>et vir</i> ,	vs. Defendants ;
and	
Divers,	Opposant.
Seeing the petition of the plaintiff and in as much as the defendant's insolvency is alleged, it is ordered, that, by a public notice to be inserted twice in the french and english languages, in the <i>Quebec Official Gazette</i> , the creditors be notified to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.	
DESROCHERS & DUCHARME,	
4366	P. S. C.

## Index des avis paraissant une première fois dans la "Gazette Officielle".—No. 44

	Pages
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :</b>	
Annexer à Beauport divers lots de Charlesbourg.....	2354
Annexer à Maskinongé divers lots de St-Justin.....	2354
Annexer à Templeton-Est divers lots de Templeton-Ouest.....	2354
Annexer à Wolfestown divers lots de Halifax-Sud.....	2353
<b>CERCLES AGRICOLES :</b>	
Beauce.....	2354
Gaspé.....	2354
<b>CHEMIN DE FER :</b>	
Châteauguay & Nord—Assemblée générale des actionnaires.....	2402
<b>CONVOCATION DES CHAMBRES :</b>	
Por la dépêche des affaires.....	2351
<b>COUR DE CIRCUIT :</b>	
Saint-Joseph, Beauce.....	2400
<b>DEMANDES A LA LÉGISLATURE :</b>	
Admettre comme membre du Barreau P. A. Côté.....	2361
Amender acte d'incorporation de la Cie du Pont Saint-François.....	2401
Annexer paroisse de Saint-Maxime à Dorchester.....	2360
Autoriser les syndics de Insurance Co. à faire affaires dans la province de Québec	2361
Incorporer Cie chemin de fer électrique du Nord.....	2361
Refondre la charte de la ville de Maisonneuve.....	2360
<b>ECOLE DISSIDENTE ABOLIE :</b>	
Compton.....	2356
<b>FAILLIS :</b>	
Charland <i>et al.</i> .....	2372
Desjardins.....	2403

## Index of notices appearing for the first time in the "Official Gazette".—No. 44

	Pages
<b>MUNICIPALITY ANNEXED :</b>	
To annex to Beauport several lots of Charlesbourg.....	2354
To annex to Maskinongé several lots of St. Justin.....	2354
To annex to Templeton-East several lots of Templeton-West.....	2354
To annex to Wolfestown several lots of South-Halifax.....	2353
<b>FARMERS' CLUBS :</b>	
Beauce.....	2354
Gaspé.....	2354
<b>RAILWAY :</b>	
Northern & Châteauguay—general meeting of Shareholders.....	2402
<b>PARLIAMENT CONVOKED :</b>	
For despatch of business.....	2351
<b>CIRCUIT COURT :</b>	
Saint Joseph, Beauce.....	2400
<b>APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :</b>	
To admit as member of the Bar P. A. Côté.....	2361
To Amend incorporation act of the Saint Francis Bridge Co.....	2401
To annex parish of Saint-Maxime to Dorchester.....	2360
To authorize trustees of Insurance Co. to do business in the province of Quebec..	2361
To incorporate The Northern Electric Railway Co.....	2361
To consolidate the charter of the town of Maisonneuve.....	2360
<b>DISSENTIENT SCHOOL ABOLISHED :</b>	
Compton.....	2356
<b>INSOLVENTS :</b>	
Charland <i>et al.</i> .....	2372
Desjardins.....	2403

Dme Lambert.....	2373
Drapeau <i>et al.</i> .....	2372
Edmond.....	2403
Giroux.....	2403
Hamilton.....	2371
Jobin.....	2372
Joly.....	2402
Labelle.....	2371
Lamoureux.....	2402
Laurin.....	2403
Lefebvre.....	2371
North American Phosphate Co.....	2403
O'Donnell.....	2372
Prieur.....	2402
Tellier.....	2372

## LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :

Herald Publishing Co.....	2368
King Brothers.....	2369

## LICITATION :

Dme Daudelin vs. Daudelin <i>et al.</i> .....	2374
---	------

## MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :

Bas de la Petite Côte de Sainte-Rose....	2355
Haut de la Petite Côte de Sainte-Rose...	2355
Bas de la Grande Côte de Sainte Rose...	2355
Haut de la Grande Côte de Sainte-Rose..	2355
Côte des Perrons.....	2355

## NOMINATIONS

*Commissaires pour décisions sommaires :*

Saint-Simon.....	2349
------------------	------

*Commissaire pour recevoir affidavits :*

S. V. Blake.....	2350
------------------	------

*Commissaires d'écoles :*

Canton Loranger.....	2351
Saint-Grégoire le Thaumaturge.....	2351

*Commissaire per dedimus potestatem :*

W. G. Maclaren.....	2399
---------------------	------

*Commissaire pour l'érection civile des paroisses :*

Ottawa.....	2351
-------------	------

*Inspecteur d'écoles :*

J. A. Chabot.....	2349
-------------------	------

*Juges de paix :*

Montréal.....	2350
Montréal.....	2350
Ottawa.....	2400
Pontiac.....	2350
Québec.....	2350
Saint-François.....	2350
Terrebonne.....	2350

*Juges de paix en vertu de l'art. 2572, S. R. :*

J. T. Dillon.....	2350
-------------------	------

*Membre du bureau des examinateurs :*

Beauce.....	2351
-------------	------

*Syndics d'écoles dissidentes :*

Banlieue de Québec.....	2351
-------------------------	------

## PROCLAMATIONS :

Cour de circuit à Magog.....	2352
Jour d'actions de grâces.....	2402

Dme Lambert.....	2373
Drapeau <i>et al.</i> .....	2372
Edmond.....	2403
Giroux.....	2403
Hamilton.....	2371
Jobin.....	2372
Joly.....	2402
Labelle.....	2371
Lamoureux.....	2402
Laurin.....	2403
Lefebvre.....	2371
North American Phosphate Co.....	2403
O'Donnell.....	2372
Prieur.....	2402
Tellier.....	2372

## LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :

Herald Publishing Co.....	2368
King Brothers.....	2369

## LICITATION :

Dme Daudelin vs. Daudelin <i>et al.</i> .....	2374
---	------

## SCHOOL MUNICIPALITIES :

Bas de la Petite Côte de Sainte Rose....	2355
Haut de la Petite Côte de Sainte Rose...	2355
Bas de la Grande Côte de Sainte Rose...	2355
Haut de la Grande Côte de Sainte Rose..	2355
Côte des Perrons.....	2355

## APPOINTMENTS :

*Commissioners for summary trial :*

Saint Simon.....	2349
------------------	------

*Commissioner to take affidavit :*

S. V. Blake.....	2350
------------------	------

*School Commissioners :*

Township Loranger.....	2351
Saint Grégoire le Thaumaturge.....	2351

*Commissioner per dedimus potestatem :*

W. G. Maclaren.....	2399
---------------------	------

*Commissioner for civil erection of parishes :*

Ottawa.....	2351
-------------	------

*Schools Inspector :*

J. A. Chabot.....	2349
-------------------	------

*Justices of the peace :*

Montreal.....	2350
Montreal.....	2350
Ottawa.....	2400
Pontiac.....	2350
Québec.....	2350
Saint Francis.....	2350
Terrebonne.....	2350

*Justices of the peace under art. 2572, R. S. :*

J. T. Dillon.....	2350
-------------------	------

*Member of the board of examiners :*

Beauce.....	2351
-------------	------

*Dissentient School Trustees :*

Banlieue of Quebec.....	2351
-------------------------	------

## PROCLAMATIONS :

Circuit court at Magog.....	2352
Tanksgiving day.....	2402

## RÈGLE DE COUR :

Cadot vs. Dme Chrétien.....	2373
Goyet vs. Dufort.....	2404

## SÉPARATION DE BIENS :

Dme Beauchamp vs. Pauzé.....	2368
Dme Miron vs. St-Michel.....	2369
Dme Reid vs. McRae.....	2402

## TERRES DE LA COURONNE :

*Avis de cancellation, etc. :*

Canton Carleton.....	2355
Canton Shenley N.....	2355
Canton Doncaster.....	2355
Canton Beaubien.....	2355

## VENTES PAR LES SHERIFFS :

## ARTHABASKA :

Girouard vs. Prevost.....	2376
---------------------------	------

## BEAUCÉ :

Drouin vs. Drouin.....	2378
Hall <i>et al</i> vs. Richard <i>et al</i> .....	2379

## BEAUHARNOIS :

Lefebvre vs. Delisle.....	2381
---------------------------	------

## BEDFORD :

Esty <i>et al</i> vs. Bracey <i>et al</i> .....	2382
Dme McEvilla vs. Lancaster <i>et al</i> .....	2382
Dozois vs. Gagnier <i>et al</i> .....	2382

## IBERVILLE :

The Trust and Loan Company of Canada vs. Decelles.....	2383
---	------

## OTTAWA :

Hurdman vs. Hogan.....	2388
------------------------	------

## QUEBEC :

Boulangier vs. Lambert.....	2389
Guay vs. Demers.....	2390
Marquis vs. Drouin.....	2389

## SAGUENAY :

Delle Warren vs. Warren.....	2394
------------------------------	------

## SAINT-FRANÇOIS :

Crédit Fonc. Fr. Canadien vs. Cook.....	2394
La Banque des Cantons de l'Est vs. Dme Loiseau.....	2395

## SAINT-HYACINTHE :

Bienvenue vs. Metigny.....	2396
----------------------------	------

## TERREBONNE :

Dme Terrien vs. Prevost.....	2397
------------------------------	------

## TROIS-RIVIÈRES :

Hart vs. Bellefeuille <i>et al</i> .....	2398
--	------

## RULE OF COURT :

Cadot vs. Dme Chrétien.....	2373
Goyet vs. Dufort.....	2404

## SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Beauchamp vs. Pauzé.....	2368
Dme Miron vs. St-Michel.....	2369
Dme Reid vs. McRae.....	2402

## CROWN LANDS :

*Notice of cancellation, &c. :*

Township Carleton.....	2355
Township Shenley N.....	2355
Township Doncaster.....	2355
Township Beaubien.....	2355

## SHERIFFS' SALES :

## ARTHABASKA :

Girouard vs. Prevost.....	2376
---------------------------	------

## BEAUCÉ :

Drouin vs. Drouin.....	2378
Hall <i>et al</i> vs. Richard <i>et al</i> .....	2379

## BEAUHARNOIS :

Lefebvre vs. Delisle.....	2381
---------------------------	------

## BEDFORD :

Esty <i>et al</i> vs. Bracey <i>et al</i> .....	2382
Dme McEvilla vs. Lancaster <i>et al</i> .....	2382
Dozois vs. Gagnier <i>et al</i> .....	2382

## IBERVILLE :

The Trust and Loan Company of Canada Decelles.....	2383
---	------

## OTTAWA :

Hurdman vs. Hogan.....	2388
------------------------	------

## QUEBEC :

Boulangier vs. Lambert.....	2389
Guay vs. Demers.....	2390
Marquis vs. Drouin.....	2389

## SAGUENAY :

Delle Warren vs. Warren.....	2394
------------------------------	------

## SAINT-FRANÇOIS :

Crédit Fonc. Fr. Canadien vs. Cook.....	2394
The Eastern Township Bank vs. Dme Loiseau.....	2395

## SAINT-HYACINTHE :

Bienvenue vs. Metigny.....	2396
----------------------------	------

## TERREBONNE :

Dme Terrien vs. Prevost.....	2397
------------------------------	------

## THREE RIVERS :

Hart vs. Bellefeuille <i>et al</i> .....	2398
--	------